

Plusieurs centaines de chauffeurs routiers sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Blanc

LIRE PAGE 23

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des livres »

Pages 11 à 16

Les mille et un souvenirs de Jean Hugo

Offensive iranienne dans le Golfe

La guerre irako-iranienne, qui, depuis ses débuts en septembre 1980, a fait plusieurs centaines de milliers de victimes, tués ou blessés, a peut-être atteint son nouveau tournant. Les forces de Téhéran ont en effet lancé dans la nuit du mercredi, au jeudi 16 février une attaque massive sur le front du centre, présentée comme la deuxième phase de l'offensive « Aurure » déclenchée au printemps de 1983.

« Aurure-5 » a apparemment comme premier objectif de déloger les unités irakiennes qui occupent les collines dans la région de Mehran, située à moins de 200 kilomètres de Bagdad. Si l'armée islamique parvient à occuper ces hauteurs, elle dominera la plaine qui s'étend jusqu'à la capitale de la République baasiste. Va-t-elle poursuivre son offensive jusqu'à Bagdad ? Les observateurs militaires, qui en doutent, font valoir que Téhéran ne dispose pas pour cela d'une aviation capable de « couvrir » l'avance de ses troupes et des moyens logistiques adéquats.

C'est vraisemblablement pour prévenir une attaque massive - que celle-ci proviendrait également - que l'aviation irakienne a pris au début de cette semaine l'initiative de bombarder simultanément une dizaine de villes de la République islamique, leur infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles. L'artillerie avait, en même temps, pilonné les villes frontalières d'Albidjan et de Khorramshahr.

Une escalade en entraînant une autre, des escadrons iraniens ont lancé mercredi leurs bombes sur plusieurs localités frontalières de l'Irak - notamment à Amarah (à l'est) et à Kut-el-Amara (au sud-est) - mais aussi sur Baakouba (à 60 kilomètres au nord de Bagdad). Cette dernière cible est d'importance particulière puisque la ville sert de base routière reliant Bagdad au nord (notamment aux champs pétrolifères de Kirkouk), au nord-est du Kurdistan, et à l'est du pays. La surprise a été rude, car c'est la première fois depuis août 1982 que des appareils iraniens survolent des objectifs stratégiques de la frontière internationale, démontrant ainsi que l'aviation de Téhéran conserve une certaine capacité d'intervention.

Cependant, le rapport des forces dans le domaine des armements, demeure largement favorable à l'Irak. Certes, la République islamique a reconstruit son potentiel sur ce point grâce à la Corée du Nord, qui lui aurait fourni notamment des Mig-21 mais aussi et surtout au matériel militaire américain en provenance de pays équipés par les États-Unis. On a jamais pu savoir à cet égard si Washington ignore ou feint d'ignorer les ventes effectuées, en outre par Israël, au gouvernement de Téhéran.

Malgré tout, l'Irak dispose de moyens nettement supérieurs à ceux de son voisin. Outre une puissante aviation, équipée tout à la fois par l'URSS et la France, il est en mesure de bombarder, sans crainte, les villes iraniennes à l'aide de fusées soviétiques Scud, qui portent jusqu'à 250 kilomètres, et peut-être même Téhéran s'il se confirme que Bagdad a reçu récemment de Moscou des missiles SS-12, dont le rayon d'action est de 800 kilomètres.

En cas de revers militaires graves, Bagdad n'hésiterait pas à détruire les installations pétrolières iraniennes ; ce à quoi Téhéran ne manquerait pas de riposter en imposant le blocus du détroit d'Ormuz, principal débouché pour l'or noir du Golfe. La nouvelle phase de la guerre irako-iranienne inquiète d'autant plus qu'aucune puissance étrangère ne paraît en mesure d'y mettre un terme.

(Lire page 4.)

M. Gemayel est contraint de remettre en cause l'accord israélo-libanais

La débâcle militaire oblige le chef de l'Etat à céder aux exigences de ses adversaires malgré les objurgations de Washington

Acculé aux concessions majeures par la débâcle de son armée, que décrit notre envoyée spéciale, le président Gemayel s'apprêterait à abroger l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983, peut-être par le biais d'une « seconde lecture » au Parlement (lire page 3 l'article de Lucien George). Pour sa part, le Washington Post croit savoir que le président libanais a accepté mercredi un plan en huit points d'inspiration soviétique qui prévoit, outre l'abrogation du traité, le remplacement de la force multinationale par des troupes des Nations unies, comme le demande la France.

Beyrouth. - En quarante-huit heures, l'armée ainsi que les forces libanaises (milices chrétiennes) ont perdu pratiquement toute la montagne de Ghazir. L'offensive contre Souk-El-Gharb, dernière position tenue par l'armée en montagne, a commencé.

Après le carrefour de Khaldé, occupé le mardi 14 février au soir par les milices chrétiennes d'Amal, et le mercredi matin par les combattants druzes du PSP de M. Walid Joumblatt, les localités de Mechref et de Damour, tenues par les forces libanaises, sont à leur tour tombées sans combat aux mains des milices druzes. Les forces libanaises ont confirmé qu'elles avaient « abandonné ces positions et procédé à un redéploiement, à la suite du repli sur Damour, des unités de l'armée libanaise ».

Jusqu'ici on ne se « redéploie » que lors de combats opposant les miliciens du PSP aux forces libanaises se déroulant dans l'Iqlim et El Khazrouh, plus au sud.

La débâcle de l'armée libanaise, ces dernières quarante-huit heures, semble totale. « Je m'en rends compte, et quand je me suis réveillé, il n'y avait plus personne », sur l'auto-

De notre envoyée spéciale route côtière qui relie Beyrouth au sud du pays, un soldat terrorisé, les larmes aux yeux, M-16 à la main, marche en direction de Saida.

Tout est calme. Simon Hay explique que toute son unité s'est volatilisée sans qu'il s'en aperçoive. Il ne sait plus que faire, sinon aller vers le sud, où il espère retrouver ses compagnons d'armes.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 4.)

Quarante régiments de professionnels dans l'armée de terre

M. Marchais dénonce un « glissement accentué » vers une troupe de métier

Un régiment sur quatre, dans l'armée de terre française, sera totalement ou partiellement professionnalisée avant 1986, selon son chef d'état-major, le général René Imbot. Par petites touches successives, le ministère de la défense met sur pied un corps de vingt régiments professionnels, que certains baptiseront unités d'élite, et de vingt autres semi-professionnalisés ou mixtes.

Les états-majors expliquent que, pour des conflits limités, tout spécialement hors d'Europe, susceptibles de grignoter les intérêts français sans que puisse être brandie en riposte la menace nucléaire, il faut faire appel à des soldats de métier, qui ont l'avantage de servir, sans hésitations ni murmures, les desseins du gouvernement en matière de politique extérieure. Le général Imbot s'en est expliqué, mercredi 15 février, à Belfort.

Depuis l'élection de M. François Mitterrand, on assiste à l'instauration d'un dispositif militaire, qui combine professionnels, volontaires et appelés « tout venant », avec la création d'une force d'action rapide, la possibilité offerte à des appelés du contingent de doubler la durée de leur service légal, ou, encore, avec le recrutement - par leur propre régiment - d'engagés sous contrat et leur regroupement dans des unités homogènes ou mixtes, aux côtés de volontaires ou d'appelés.

On peut considérer de telles mesures comme un préalable à une réorganisation en profondeur du service militaire.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 10.)

Les résultats du recensement de 1982

Un arrêt de la croissance urbaine

Lire page 24 l'article de GUY HERZLICH

Le cahier des charges de Canal Plus

Une quatrième chaîne sous surveillance

Lire page 19 l'article de JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le Kremlin sans maître

par JACQUES AMALRIC

« Le nouveau maître du Kremlin... » Un cliché parmi beaucoup d'autres. Mais un cliché dont il a été fait beaucoup usage ces derniers jours pour qualifier M. Constantin Tchernomir. Un cliché qu'il vaut mieux briser si l'on veut avoir quelques chances de comprendre l'URSS de 1984.

Lénine, sans aucun doute, a été le maître du Kremlin, après avoir fait transférer la capitale de Pétersbourg à Moscou et avant de sombrer dans la maladie. Staline, lui aussi, a été le maître du Kremlin ; il en fut même le tyran.

Avec Khrouchtchev, les nuances s'imposent déjà : l'iconoclaste du mât se crut le maître du Kremlin, mais il le paya cher, n'ayant pas compris que tout souverain a besoin de se ménager la reconnaissance de courtisans - les membres de la Nomenklatura, en l'occurrence, que M. K. offensa avec ses projets de réforme du Parti communiste.

Mais c'est avec Léonid Brejnev que le concept de maître du Kremlin a définitivement disparu. Tout comme Khrouchtchev, Brejnev a eu besoin de plusieurs années pour conforter sa position de numéro un. Jamais cependant il n'a compris les erreurs tactiques de son prédécesseur : mésestimer l'appareil du Parti et du gouvernement, et à pratiqué l'art du compromis et du consensus jusqu'à l'immobilisme. C'est souvent la rançon de la collégialité.

Reste à savoir si Brejnev - qui ne céda que sur le tard au démon du culte de la personnalité - se comporta ainsi par sagesse ou par nécessité. Les historiens trancheront peut-être ce point, secondaire au demeurant.

Constata-t-on, attendant, que ce n'est qu'en 1977 qu'il parvint enfin à cumuler les fonctions de secrétaire général et de président du présidium du Soviet suprême ; il n'était plus, alors, qu'un homme déjà affaibli par la maladie, candidat aux honneurs

AU JOUR LE JOUR

Bureaux

Le ministère des finances sera la première de nos administrations à bénéficier des nouveaux meubles de bureau lauréats du concours lancé par le ministère de la culture.

Le contribuable a-t-il vraiment intérêt à ce que les fonctionnaires des finances soient plus à l'aise dans leurs meubles ? Oui, si ce confort les incite à la surveillance, voire aux siestes oubliées. Non, si ce mobilier révolutionnaire les « désatiblé » et les rend acariâtres.

Il aurait été de moins de conséquence - pour les administrés - qu'on commençât par asséoir dans ces meubles les fonctionnaires de la culture.

BRUNO FRAPPAT.

BOUGUEREAU AU PETIT PALAIS

La fin d'un monde

On peut voir depuis quelques jours au Petit-Palais une exposition consacrée à William Bouguereau, le patriarche de la peinture académique du siècle dernier. Cette exposition, qui est organisée conjointement avec le musée de Montréal et qui aurait pu avoir lieu au Grand Palais, si les musées nationaux ne l'avaient refusée, trouve tout naturellement sa place dans le bel édifice construit par Charles Girault pour l'Exposition universelle de 1900 et destinée à abriter les collections de la Ville de Paris.

Ces collections, nous les connaissons assez mal, malgré la présentation permanente de leurs chefs-d'œuvre et bien que l'ancienne conservatrice, M^{me} de Bissy, ait souvent accroché pendant les mois d'été quelques-uns de leurs arrière-fonds, de leurs trésors cachés et de leurs coupables secrets. C'est que l'édifice fut vidé en 1935, lors de la grande exposition d'art italien, tableaux et sculptures émigrant alors sans gloire vers le dépôt d'Auteuil.

La guerre survenue, ils y restèrent et, au lendemain de la guerre, le Petit-Palais fut presque toujours occupé par des expositions temporaires, souvent de grand prestige, ainsi celles qui montrèrent les plus belles pièces du musée de Vienne, de la Pinacothèque de Munich ou de la collection van Veeningen. D'où d'appréciables modifications des volumes intérieurs, le voilage des plafonds et une négligence avouée à l'égard d'un décor dont on pensait alors que seuls les suppôts de Satan pouvaient lui accorder la moindre considération, fût-ce comme témoignage de la culture et du goût d'une époque.

par ANDRÉ FERMIGIER

L'intention de la nouvelle conservatrice, M^{me} Guillet, serait de rétablir l'édifice dans sa réalité, et, de cette éventuelle restitution, on peut voir un premier exemple, fort convaincant, dans une des galeries de la façade qui, rendue à sa hauteur d'origine, abrite en même temps que quelques sculptures certains tableaux caractéristiques du ton des collections, dont une *Barricade de Schetz* qui survécut à l'incendie de l'Hôtel de Ville en 1871. Restaurées, les deux galeries de l'avenue Winston-Churchill permettraient d'exposer le meilleur des œuvres conservées au dépôt d'Ivry, c'est-à-dire les plus belles statues et des monuments commandés par la Ville sous la III^e République et dont un grand nombre ont été détruits pendant l'occupation.

Si l'on pense que le Petit-Palais possède déjà l'atelier de Dalou et un fonds considérable de Carpeaux, Baryes et Falguère, on voit qu'il pourrait devenir le musée par excellence de la sculpture du XIX^e siècle. Et de sa peinture décorative, puisque la Ville a conservé toutes les esquisses des décors commandés pour les mariées, les écoles, les édifices publics, l'Hôtel de Ville lui-même après la reconstruction qui suivit la Commune : Jules Chéret, Puvion de Lavallée, Luc-Olivier Merson, Bonnat, Jean-Paul Laurens ! Même si l'on n'est pas d'accord sur le plan esthétique, la valeur documentaire d'un tel ensemble paraît inestimable.

Quant aux collections, certes elles ne comptent qu'un seul Manet, le délicieux et énigmatique portrait de

Théodore Duret. Mais à côté de tant de chefs-d'œuvre entrés par donation ou judicieusement acquis, en particulier entre les deux guerres par l'excellent conservateur qui fut Raymond Escholer (Bonnat, Maurice Denis, Vuillard), à côté de tout ce que tolère la pyramide bondeuse moderne, et à moins de s'opposer dans un sauvage manichéisme de surfaçette, comment ne pas montrer aussi ce qu'ont aimé une société et un siècle qui furent parmi les plus créateurs de l'histoire ? Comment ne pas permettre, au moins, la confrontation ?

Et Bouguereau ? Ah, Bouguereau ! Quelle affaire ! Que d'insultes ! Que de cris ! Lesquels n'ont d'ailleurs pratiquement jamais cessé. Car, malgré les honneurs officiels et compte tenu de la liberté de ton, de l'agressivité rituelle des chroniqueurs du siècle dernier, il est remarquable que peu d'artistes ont été en leur temps aussi maltraités que Bouguereau. « Il a inventé, disait Huysmans, la peinture gaseuse, la pièce soufflée. Ce n'est plus de la porcelaine, c'est du lèche-fiasque, c'est je ne sais quoi, quelque chose comme de la chair malade de poule ».

Propos qui n'étonnent pas de la part d'un des apôtres du « bon combat ». Mais on en trouverait qui sont à peine moins savants sous la plume de critiques plus conciliants, comme Paul de Saint-Victor ou Edouard About, qui ne vit jamais en Bouguereau que « l'auteur sans défaut d'allégories pour l'exportation », le créateur de « formes vaines », de « corps dont la surface lisse ne couvre pas une goutte de sang ».

(Lire la suite page 17.)

Brèves de Michèle Manceaux



D'une lecture passionnante. Claude Mauriac / Le Point
D'une encre décapante. François Nourissier / Le Point
Juste et vrai. Matthieu Galey / L'Express

Seuil

Le Monde

idées

Morales et politiques

par YVES FLORENNE

VUES ET REVUES

INTRODUIRE Platon dans une page consacrée aux idées est sans doute impertinent. Nos idées à nous sont déjà du troisième millénaire. Qu'y viendraient faire celles d'un homme dont le temps est au-dessous du zéro ? La preuve en est que l'idée, chez lui, est toute métaphysique, comprise des idées politiques, ce qui est un comble.

Pourtant, si un spécialiste de notre science politique aussi éminent que M. Bernard Chenot s'intéresse à l'auteur de la République, cela mérite d'y aller voir. Surtout quand il arrive, comme ici, que les jeux du hasard et de l'humour donnent aux vieilleries un curieux air d'aujourd'hui. Cela dit, style mis à part, qu'on trouve bien enfoncé, mais il n'est pas défendu d'aller au texte : ou plus simplement de s'éclater, se défouler à travers la traduction dans le délabrement de notre langage, pauvre mais libre. Ce que je n'ose me permettre : donc voici : « La page prend l'habitude de se rendre semblable à ses enfants et à ceux de ses fils ; le fils de se rendre semblable au père et de ne respecter ni crainte ses parents, et cela pour être libre ; l'étranger de se mettre à égalité avec le citoyen et celui-ci avec l'étranger... La maîtrise a peur de l'école et il l'adulte, l'école à la mesure du maître... Les vieillards se gorgent de badinage à l'imitation de la jeunesse, afin de ne point passer pour des gens moroses et aux idées potes... » Les mœurs, n'en parlons pas ! — Tiens ! un vieux contemporain, ce Platon. Il n'y a pas de progrès, et il est toujours un peu vexant de constater qu'on n'a rien inventé.

C'est merveille de voir M. Chenot construire en quelques pages sous nos yeux une maquette de la cité pla-

tonicienne. Ce bel édifice n'est pas sans nous rappeler quelque chose. Le gouvernement absolu est exercé par un collège d'esprits que leur savoir désigne à eux-mêmes pour le pouvoir. S'est-on avisé que ce fut aussi la pensée politique clandestine de Freud ? A cela près, évidemment, que le savoir du pouvoir ne serait plus philosophique, mais scientifique. C'est beaucoup plus inquiétant, car la cité freudienne n'est, on s'en doute, nullement idéale.

Sur un point pourtant, et d'importance, Platon, toujours nous contemporains mais le plus avancé, diffère de Freud, et on n'en sera pas surpris à moins qu'on ne soit tout de même : loin d'exclure les femmes d'entre les gouvernants, il prévoit des gouvernantes. Se disait-il que les peuples sont de grands enfants ?

Il avait surtout la chance d'ignorer les gouvernantes anglo-saxonnes et leur tendance à gouverner vers l'extérieur. Mais ne nous excitions pas sur cette nuance. C'est le moment de préciser que le pouvoir était soumis à une limite d'âge très sévère, mais au rebours de la nôtre : c'est environ à celui de la retraite (heureusement inconnue de nos politiques) que les gouvernants mâles et femelles pouvaient commencer d'espérer d'entrer dans la carrière.

Sous ce conseil des Anciennes et des Anciens de plus en plus anciens, le bonheur de la cité platonicienne est assuré par le communisme intégral pur : tout à tous ; tous et toutes à chacun. La préposition à n'implique ici aucune propriété, même temporaire ; celle des moyens de production et de reproduction n'appartient à personne, à moins de

compter l'État comme une personne. La règle est assouplie de quelques privilèges réservés au gouvernement, tel celui de faire se rencontrer sélectivement les hommes et les femmes de qualité, cette qualité n'étant nullement la sienne, bien entendu, à l'appréciation des intéressés, qui se doivent précisément d'être, en toute chose, désintéressés. Les arts, on le sait, sont bannis de la République, excepté la poésie, à condition qu'elle soit édifiante, de saine propagande ; et défense d'écrire sur les murs.

Rappelons aussi qu'avant l'ouverture aux futurs anges de ce paradis décrit dans sa République, Platon institue, avec ses Lois, une cité-purgatoire plus immédiatement adaptée aux imperfections humaines, les sujets y étant nécessairement soumis à une discipline sourcilieuse, à des contrôles chinois et aux sanctions qu'appellent les inévitables manquements. Pour les « impies » récidivistes, il existe des « sortes de camps de rééducation d'où l'on ne sort que converti — ou mort ».

Pitié pour les âmes

Parvenu à ce point, il convient d'avertir le lecteur de l'analogie. La République platonicienne est la contrepartie de « l'empire du mal », puisqu'elle est la cité du bien, idéal et futur. C'est d'ailleurs ce que prétendent tous les architectes de l'avenir. Mais M. Chenot marque la différence fondamentale : tout matérialisme est absent de la cité spirituelle de Platon. Elle n'a d'autre objet, d'autre souci, que l'âme individuelle, sa perfection,

son exaltation, son salut. Reste que c'est la considérer dans son corps d'une manière qui nous chiffonne.

Ce que nous attendons aujourd'hui de l'État, c'est justement qu'il ait tout pris en charge il veuille bien ne pas s'occuper de nos âmes. L'ennui, c'est qu'il ne s'en est jamais tant occupé, avec un zèle si implacable, que depuis qu'il n'y croit plus.

Spirituelle ou non, rêvée ou rudement tentée, leur République tourne le dos à la démocratie, cette ille. Mais alors que jadis le mot même en était banni, nul aujourd'hui ne saurait se dispenser de l'efficher sur sa façade. Après tout, s'il faut un grain de spiritualité dans la cité matérielle, l'artifice a toujours assez bien fait l'affaire.

La démocratie, notre première citation montre assez ce qu'elle est pour Platon quand elle divague. Mais en voici une autre : « La gentillesse dont on (y) fait preuve envers certains condamnés n'est-elle pas exquise ? » Platon, que M. Chenot résume, « montre des condamnés à mort ou au bannissement qui se promènent comme s'ils étaient devenus invisibles. Le régime traite d'importants citoyens comme de simples vôtres, mais désigne les principes de vertu qui devraient être vôtres. Il se désintéresse complètement de la nature des activités qu'a pu exercer (c'est Platon) de nouveaux qui partent un homme qui se porte aux affaires publiques, mais à l'honneur au contraire, pourvu seulement qu'il se déclare ami du peuple. Régime plein d'agrément, dépourvu d'autorité, non de baroque, distribuant aux égaux aussi bien

qu'aux inégaux une manière d'égalité ». Ne sentait-on pas sous la satire comme une indulgence condescendante, avec un brin de tentation réprimée ?

Le plus étonnant est ce qu'il dit en clair et de façon de la dire : hors de sa République, tous les systèmes politiques étant plus mauvais les uns que les autres, la démocratie est encore le moins mauvais de tous. Preuve que Platon avait entendu parler de Churchill, à moins que ce ne soit le contraire.

J'ai voulu offrir au lecteur la primeur d'un texte que je lis, son encore fraîche, dans une de ces jolies plaquettes de grand format publiées par les soins de l'Institut, à l'enseignement d'Athènes. N'est-il pas prudent de rappeler, en un temps où, si l'on respecte quelques choses, c'est le spécialiste, que dans ses sections de

sciences l'Institut en recueille la crème ? Différent un peu en cela de son Académie française, qui accueille, elle, volontiers l'amateur, c'est-à-dire le représentant non moins dévoué d'autres spécialités que la littérature. Distinction et précaution utiles, avant d'annoncer que le texte de M. Chenot doit se retrouver, avec d'autres non moins excitants, dans le prochain numéro d'une revue que je viens de redécouvrir avec un peu de retard, puisqu'elle entre dans sa cent trente-neuvième année : la Revue des Sciences sociales et politiques. Elle apparaît d'une incroyable jeunesse sous sa nouvelle couverture jaunie, la plaquette étant vert bordeaux : ce sont les couleurs du printemps.

* Gauthier Villiers éd., 200 p., 75 francs.

LETTRES AU Monde

L'UNESCO et les droits de l'homme

L'UNESCO et son directeur général, M. Amador-Mahtu M'bow, ont été ces derniers semaines violemment attaqués par une certaine presse. Je me permets d'apporter un témoignage sur l'action de ce dernier en faveur des droits de l'homme en Amérique latine, action qui a permis la libération et celle de nombreux intellectuels latino-américains, dont l'ancien ministre de l'éducation et de la culture d'Argentine, le docteur Taiana (...).

A lors que mes collègues musiciens, ainsi que de nombreuses associations internationales, telles qu'Amnesty International, dénon-

çaient l'isolement auquel nous étions soumis dans la sinistre prison Libertad — interdiction d'étudier, de faire de la gymnastique ou de la musique, censure du courrier, des livres et des partitions musicales, manque d'assistance médicale, impossibilité de vie sociale à la prison, etc., — les militaires publiaient un communiqué présentant une vision paradisiaque de ce qu'ils appelaient un « centre de récupération »...

L'acquisition de l'UNESCO était d'autant plus efficace qu'elle fut toujours discrète. Mieux, une fois libéré, j'ai ignoré durant quatre années ce que l'UNESCO avait fait pour ma libération. Cette organisation ne souhaitait visiblement pas utiliser ses actions dans un but de propagande. Ce qui n'empêche pas les militaires argentins de qualifier cette action dans le domaine des droits de l'homme d'« ingérence inadmissible dans les affaires intérieures de leur pays » (...).

C'est pour toutes ces raisons que je suis peiné lorsque je constate que ceux qui prétendent représenter le

« monde libre » utilisent les mêmes arguments que les dictateurs uruguayens pour s'attaquer à l'UNESCO.

MIGUEL ANGEL ESTRELLA (planteur).

La maladie des « grands »

La longue maladie, et le long « empêchement » qui ont précédé la mort de M. Andropov posent à nouveau la question de savoir à partir de quel moment le chef d'un grand État doit renoncer à conduire les affaires publiques.

Certes, le XXV^e amendement à la Constitution des États-Unis, adopté en 1967, permet soit au vice-président et à la majorité des secrétaires qui composent le cabinet, soit à la majorité des membres du Congrès de transmettre une déclaration écrite aux présidents des Assemblées constatant l'incapacité présidentielle. Certes, l'article 7 de la Constitution de la République autorise le Conseil constitutionnel, saisi par le gouvernement et statuant à la majorité absolue de ses mem-

bres, à déclarer le président « empêché ». Mais, personne n'imaginait sérieusement M. Messner saisissant le Conseil constitutionnel en mars 1974 pour lui demander de constater l'empêchement de Georges Pompidou ou du vice-président Georges Busb demandant au Congrès en mars 1981 de l'autoriser à remplacer M. Reagan après l'attentat dont celui-ci venait d'être victime.

C'est que le respect des conventions — qui rejoint ici l'opportunité politique — fait de la maladie du chef d'un grand pays un sujet dont on ne parle pas à l'opinion. S'il dérogeait à ces usages, le premier ministre français ou le vice-président américain donnerait le sentiment d'amplifier la maladie du président, afin d'en tirer un profit personnel.

C'est, peut-être, l'un des rares domaines où les régimes occidentaux et socialistes se trouvent confrontés à un problème que leurs mécanismes institutionnels — si différents — ne peuvent résoudre.

DANIEL AMSON (Paris).

Le droit de mourir

La page « Idées » sur l'euthanasie (le Monde du 9 février) nous a valu un certain nombre de lettres. Les voici, sous les initiales de quelques-unes d'entre elles.

Enfin une heureuse nouvelle !

Ainsi donc, semble-t-il, on donne dans les hôpitaux français des « cocktails lythiques » aux malades incurables parvenus au bout du rouleau. Enfin une heureuse nouvelle ! Enfin un comportement humain là où a si longtemps prévalu une cruauté certaine dictée par de bons sentiments, mais digne pourtant de tortionnaires ! Je songe à ce qu'écrivait un sage de l'Antiquité : « Remercions la Nature de nous avoir donné les remèdes : ils nous délivrent de la mort. Remercions-la aussi de nous avoir donné les poisons : ils nous libèrent de la vie. » Oui, être libéré de la vie est parfois le plus grand bienfait qu'on puisse recevoir. Et le droit à une mort douce et rapide devrait être inscrit au premier rang des droits de l'homme. Tant il est vrai qu'une mort lente dans les tortures est le pire des châtiements. Le corps médical français l'a-t-il donc enfin compris ? Je souhaite que ce soit vrai. Je le souhaite pour moi, je le souhaite pour les miens. Je le souhaite aussi pour ceux qui s'en indignent et qui, le moment venu, supplieront peut-être qu'on leur fasse cette grâce insigne : puisse-t-elle, malgré tout et même s'ils ne la méritent pas, ne pas leur être refusée !

ROBERT JUGNOT (Antony, Hauts-de-Seine).

« Je préfère le cocktail ! »

Vous auriez pu, pour votre page, solliciter la participation du professeur Schwartzberg, qui écrit naguère, en collabora-

tion avec votre regretté prédécesseur Vianon-Ponté : *Changer la mort*. Schwartzberg vaut bien, je pense, par sa personnalité, sa courtoisie, son audace, son humour, les incontestables diplômés dont vous énumérez complaisamment les références. Or je l'ai, personnellement, vu et entendu déclarer un jour à la télé : « Oui, j'ai aimé des dizaines de personnes à mourir ». Il y a eu, de ses justiciers du style « Laissez-les vivre », qui dormaient dans leur lit quand Hitler exterminait des millions de juifs, pour réclamer le châtiement de Schwartzberg. On ne l'a pas poursuivi en justice. Pourquoi ? On craignait un procès-bonheur !

J'apporte un soutien total et sans réserves aux médecins des hôpitaux qui décident l'application du cocktail LPD. On leur fait confiance pour diriger des soins complexes, longs, pénibles, coûteux : pourquoi ne leur ferait-on pas confiance quand ils décident d'épargner à un malade un dernier quart d'heure pourri ? Qu'on arrête d'ergoter sur ce quart d'heure là en un siècle d'horreur, alors que la guerre atomique de ce que nous disons la dernière et la plus cocasse des disputes byzantines.

Quant à l'accompagnement du mourant et à la prolongation indéfinie des « douceurs » de l'hôpital, non, merci docteur, je préfère le cocktail...

HENRI WADIER (Ébrechy, Essonne).

Pour la liberté

Y a-t-il scandale à exiger cette nouvelle liberté ? Notre morale accepte le devoir de mourir pour ses idées, pour sa patrie, pour les siens, et condamne, en général, ceux qui refusent de le faire. Pourquoi n'accepte-t-elle pas, pour chaque individu, le droit de mourir et condamne-t-elle ceux qui le revendiquent ?

Cette morale donne le droit à certains de les inciter, voire de les forcer, à mourir pour leur devoir. Pourquoi n'accepte-t-elle pas le droit pour d'autres de proposer, d'inciter et de faciliter la mort de ceux qui le désirent ?

Voilà le vrai débat qu'il faudrait proposer à l'opinion. Il n'est qu'à peine effleuré à l'heure actuelle par un certain nombre de personnes : les médecins, instruits de cette mort (voir l'article de M. Abiten), les religieux, les philosophes, les magistrats, qui jugent à partir de textes fondés sur une morale peut-être dépassée.

Pourquoi la société ne s'interroge-t-elle pas sur ce qu'elle a le droit de mourir ? Pourquoi ne la met-on pas à l'écoute de ceux qui ont le mal de vivre dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite et les hospices ? Ils pourraient voir ainsi eux-mêmes ce qu'ils se sentent un droit pour d'autres de proposer, d'inciter et de faciliter la mort de ceux qui le désirent ?

Supporterai-je, demain, d'être à leur place tels qu'ils sont et d'en faire subir les conséquences à ceux qui m'entourent et à la communauté ? Sinon, puis-je aujourd'hui, en pleine conscience, user de mon droit de mourir pour le transférer à quelqu'un ? Car, je sais, cet état futur détruirait progressivement ma volonté de l'utiliser moi-même. Comment définir les caractéristiques de cet état ? Qui pourrait être en charge d'apprécier la situation, et de faire en sorte que ma volonté, librement exprimée aujourd'hui, se réalise demain ? Qui en sera l'instrument ? Si je choisis dès aujourd'hui, pour éviter cela, de me supprimer, puis-je refuser à quiconque le droit de me « sauver » ?

Ce sont les vraies interrogations que l'eume de l'actualité laisse transparaître. Le droit à la liberté de mourir s'organise après, si l'on accepte d'en parler sans censure ni auto-censure.

BERNARD SAUVAIRE (Boulogne-Billancourt).

PAYOT NOUVEAUTÉS

ELLA MAILLART

Oasis interdites

De Pékin au Cachemire Une femme à travers l'Asie centrale en 1935 Bibliothèque Historique 110 F

JEAN-PAUL ROUX

La religion des Turcs et des Mongols

Bibliothèque Historique 140 F

Dr PIERRE MALE

De l'enfant à l'adulte

Préface de Pierre Bourdier et Simone Daymas Coll. Science de l'Homme 100 F

DU MÊME AUTEUR

La crise juvénile

Coll. Science de l'Homme 90 F

106, Bd Saint-Germain 75006 Paris

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4297-73 PARIS - Tél. MONDIPAR 65957 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Danemark, 300 F ; Espagne, 100 P. ; États-Unis, 60 c. ; France, 60 fr. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 30 p. ; Italie, 1.600 L. ; Liban, 375 P. ; Lituanie, 200 Lt. ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal, 85 esc. ; Soudan, 300 F. CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,20 L. ; Yougoslavie, 100 ml.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1968) ; Jacques Fauvet (1968-1982)

Imprimé en France par l'Imprimerie de la Presse, 10, rue de la Harpe, 75001 Paris

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 665 F 859 F 1080 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
661 F 1245 F 1 815 F 2 360 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 665 F 859 F 1 080 F

2 - SUISSE-TUNISIE
454 F 830 F 1 177 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif en double.
Les abonnements qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse d'indiquer sur envoi (deux semaines au plus) ; les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les virements par chèques ou chèques d'appoint.

L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS

LE SORT DE L'ACCORD DU 17 MAI 1983 AVEC ISRAËL

Le président Gemayel se serait résigné à une abrogation par le biais d'une seconde lecture à la Chambre

De notre correspondant

Beyrouth. — La défaite de l'armée libanaise s'étant accélérée, mercredi 15 février, avec la chute de Moukhef et de Damour sur la route côtière du sud, le président Gemayel se trouve, de plus en plus, de la rue. La perte de ces deux localités était devenue inévitable après la fulgurante percée des forces antigouvernementales. Désormais, il semble inéluctable que les positions encore tenues par les Forces libanaises alliées à l'ouest de l'armée dans l'Elkhan el Kharrab, entre Damour et les lignes israéliennes de l'Awali, tombent à leur tour ou soient abandonnées. Souk-Ei-Gharb, à la fois « verrou » et symbole, est attaqué depuis mercredi soir sans que l'on puisse déterminer s'il s'agit d'une opération de grande envergure ou seulement de la poursuite du harcèlement en cours.

L'attitude apparemment impassible de la marine américaine lorsque le déblocage de l'armée libanaise a commencé, et qu'il était attendu le retour de l'armée, retient ici l'atten-

tion en raison de ses implications politiques. L'US Navy a presque « assisté en spectatrice » aux événements, souligne l'Orient le Jour. Elle a tiré seulement quelques salves, ce qui était pire pour les autorités libanaises que si elle n'avait pas ouvert le feu. « Si le franchissement des lignes rouges » de la montagne, que le président Reagan lui-même affirmait être intouchables pas plus tard que la semaine dernière, s'est fait sans coup férir, l'efficacité même du parapluie américain doit être mise en question », écrit le même journal.

C'est de nouvelles « lignes rouges » qu'il est maintenant question dans les milieux gouvernementaux où l'on affirme, face aux menaces de l'opposition d'investir le palais présidentiel de Beabda, que ce ne sera pas une mince affaire et qu'il existe des assurances américaines d'empêcher toute attaque contre le Grand Beyrouth.

Le président Gemayel est à la fois obligé de continuer à miser sur l'alliance américaine et de céder du terrain face à la Syrie. Il place tous ses espoirs dans la démarche que l'ancien président Frangé entreprend, ce jeudi, auprès du président Assad. Cette démarche serait fondée sur l'abrogation de l'accord libano-israélien du 17 mai 1983 par le biais d'une deuxième lecture du texte à la Chambre. Les députés, dans leur majorité, sont tout prêts à le rejeter maintenant, estimant avoir été floués lorsqu'ils l'ont approuvé juste après sa signature; ils avaient, en effet, reçu l'assurance que la Syrie limiterait au moins par le tolérance. À ce propos, comme à propos de la non-ratification en son temps de cet accord par le président Gemayel, les autorités libanaises et les milieux américains se renvoient la responsabilité.

Le président Gemayel place tous ses espoirs dans les résultats de la

médiation de M. Frangé, qui se serait fait fort d'obtenir l'assentiment et la coopération du président Assad, avec lequel il a su maintenir les meilleures relations, contrairement à l'ensemble du camp maronite en guerre avec la Syrie depuis 1978. Mais déjà, de Damas, M. Jomblatt annonce que c'est trop tard et qu'une telle abrogation « ne suffirait pas à blanchir M. Gemayel ». Le chef d'Amal, M. Berri, continue lui aussi de réclamer la démission du chef de l'Etat, bien qu'en termes moins virulents. Entre-temps, les « décisions historiques » du président Gemayel, annoncées depuis mardi soir, n'étaient toujours pas divulguées jeudi matin. De vaines spéculations entourent ses projets, plus encore à Beyrouth-Est qu'à Beyrouth-Ouest.

Trois points sont tenus pour probables: l'abrogation de l'accord avec Israël, le recours à une force de l'ONU (dont la procédure est engagée par la France au Conseil de sécurité) pour avoir cette fois des chances d'aboutir) et le retour dans ses casernes d'une armée dont quatre brigades sur dix sont neutralisées, les six autres étant repliées avec le gros de l'armement en territoire gouvernemental. C'est-à-dire pratiquement dans ce qui est derechef redevenu le « réduit chrétien ».

Bien que constituant un virage à 180 degrés de la part du régime du président Gemayel, la politique qu'il fonde sur l'alliance américaine et l'armée, c'est trois points apparemment insuffisants, à moins d'un improbable déblocage de l'impasse. En tout cas, ils ne correspondent pas à la définition « d'historiques pour le destin de la nation » qui a été employée par les médias proches du pouvoir pour qualifier les décisions annoncées.

EMMANUEL JARRY.

LUCIEN GEORGE.

M. Shultz adresse un avertissement au gouvernement de Beyrouth

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a lancé mercredi 15 février au gouvernement libanais une mise en garde contre toute abrogation de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983. « Ceux qui souhaitent se débarrasser de cet accord doivent assumer la responsabilité de trouver une autre formule pour obtenir le retrait des forces israéliennes du Liban », a souligné M. Shultz dans une déclaration à la presse.

L'accord du 17 mai « demeure la seule formule garantissant un retrait des forces armées israéliennes » du Liban, et les Etats-Unis « soutiennent fermement » cet accord, a ajouté M. Shultz. Le chef de la diplomatie américaine a fait ces déclarations au moment où de nombreuses informations indiquent que le président Gemayel serait sur le point d'abroger unilatéralement l'accord israélo-libanais.

À la Maison Blanche, M. Larry Speakes, porte-parole de la présidence, a toutefois déclaré que le soutien américain au président Gemayel ne serait pas nécessairement affecté par une abrogation éventuelle de cet accord — que réclament les Syriens et l'opposition libanaise, comme condition de leur coopération avec le gouvernement de Beyrouth. Le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, a indiqué lui aussi que le soutien américain au président Gemayel n'était pas conditionné par le maintien de l'accord avec Israël. « Une abrogation unilatérale de cet accord n'entraînerait pas nécessairement le retrait ou une modification du mandat que nous avons donné à notre flotte au large du Liban », a-t-il dit.

À propos du rôle des Nations unies, M. Shultz a estimé qu'« une présence de l'ONU serait utile à travers tout le Liban, notamment pour protéger les camps de réfugiés palestiniens ». « Au-delà, a-t-il ajouté, un rôle significatif de l'ONU présuppose un retour de la

stabilité, un équilibre des forces et une certaine entente politique. »

La situation

des « marines »

Le président Reagan a donné, pour sa part, mercredi une nouvelle justification du repli des « marines » sur les bateaux de la VI^e flotte en laissant entendre qu'ainsi la Syrie n'aura plus d'excuses pour empêcher un règlement négocié de la crise libanaise. C'est la première fois que le président américain laisse entendre que sa décision de replier progressivement le contingent américain de la force multinationale à bord des navires américains vise à inciter la Syrie à permettre une solution négociée de la crise libanaise.

M. Reagan a ajouté que les « marines » redéployés au large du Liban pourraient y demeurer aussi longtemps que s'ils étaient restés à terre. « La longueur de leur séjour sera déterminée par ce qui se passe, et si nous réussissons ou non (...). Tant qu'il subsistera une chance pour la paix, nous resterons. Telle était notre mission à l'origine. » — (AFP, AP.)

[Signé le 17 mai 1983, l'accord libano-israélien, négocié sous l'égide des Etats-Unis, prévoit le retrait des forces israéliennes du Liban dans un délai de 8 à 12 semaines à partir de son entrée en application. Israël et le Liban mettent en outre fin à l'état de guerre entre eux et s'engagent à régler leurs différends par des « moyens pacifiques ». Les deux parties établissent en outre « des arrangements de sécurité, y compris l'établissement d'une zone de sécurité ». Ils instaurent à cet effet un « comité commun de liaison » dont les Etats-Unis forment partie en qualité d'« associés ». Le traité prévoit en outre des « accords sur le mouvement des marchandises, des produits et des personnes » entre les deux pays, qui s'engagent par ailleurs à « s'abstenir de tout engagement actuel contraire à l'accord ». L'accord n'a pas été appliqué en raison à la fois des désaccords internes au Liban et du maintien des troupes syriennes dans le pays.]

Les divergences entre la Syrie et les Etats-Unis demeurent substantielles

Damas. — Américains et Syriens pourrissent-ils trouver un terrain d'entente ? Si le dialogue entre Washington et Damas n'a jamais été interrompu — si M. Reagan ni le président Assad ne souhaitent d'ailleurs qu'il le soit — il est de toute évidence, pour le moment, dans l'impasse.

Le ministre syrien de l'Information par intérim et ministre d'Etat aux affaires étrangères, M. Farouk Sharr, a déclaré, le dimanche 12 février, que les discussions entre Damas et Washington n'avaient fait « aucun progrès ». « Si la VI^e flotte persiste à tirer sur nos positions, a-t-il dit, je crains que nos rapports se détériorent encore (...). Jusque-là nous avons fait preuve de retenue, mais la retenue a des limites. » Le ministre syrien a par ailleurs déclaré que la Syrie n'a pas participé aux derniers affrontements. Cela dit, l'action de New Jersey paraît marginale dans le contentieux syro-américain.

Celui-ci, qui explique en grande partie le bras de fer actuel, s'est abîmé au début de l'invasion du Liban par Israël en juin 1982. Les dirigeants syriens affirment que l'envoyé spécial américain, M. Philip Habib, leur avait alors promis le retrait total des forces israéliennes du Liban en échange de l'acceptation par Damas du cessez-le-feu du 11 juin, mais que Washington n'a pas rempli sa part du contrat, ce qui est d'abord pour conséquences de placer Damas dans une situation intenable pendant toute la durée du siège de Beyrouth. Les Syriens n'ont jamais pardonné cette « trahison », dont l'évocation revient constamment dans leurs propos. Il n'est pas rare qu'ils taxent même Washington d'« hypocrisie ».

« Les Américains ont, au contraire, tout mis en œuvre pour la conclusion d'un accord entre les Israéliens et le gouvernement de Beyrouth. L'accord du 17 mai porte atteinte à la sécurité et à la souveraineté du Liban, ainsi qu'à notre propre sécurité », affirme maintenant M. Sharr, qui ajoute : « Quand le secrétaire d'Etat M. Shultz est venu à Damas avant la signature de l'accord du 17 mai, le président Assad lui a dit que, selon nous, cet accord ne serait pas accepté par plus de 5 % à 10 % des Libanais. M. Shultz n'a pas alors été convaincu, mais les événements prouvent que nous avons raison. »

Plus récemment, alors que les Saoudiens avaient, semble-t-il, indiqué à Damas que l'administration américaine était prête à envisager des amendements à l'accord du 17 mai, les dirigeants syriens ont bien été obligés de constater que Washington était, au contraire, déterminé à le faire appliquer tel quel.

Les « intérêts légitimes »

de Damas

Les Américains, comme d'ailleurs les Syriens, proclament qu'ils ne cherchent pas autre chose que la restauration de l'unité et de la souveraineté du Liban, la réconciliation nationale et la formation à Beyrouth d'un gouvernement fort et représentatif de toutes les fractions en présence, ainsi que le retrait de toutes les forces étrangères du territoire libanais. Sur ce dernier point, Damas considère que ses troupes ne peuvent être mises sur le même plan que l'armée israélienne ou que la force multinationale. Les Américains reconnaissent, en outre, les « intérêts légitimes » de la Syrie en matière de sécurité au Liban. Mais, au-delà de ces déclarations de principe, les divergences sont considérables.

L'administration Reagan estime que l'accord du 17 mai est un « bon accord » qui constitue le seul moyen d'obtenir le retrait des Israéliens. Selon eux, les Syriens doivent négocier parallèlement des arrangements

Correspondance

de sécurité avec l'Etat libanais. Washington estime que le processus doit commencer par la formation d'un gouvernement d'unité nationale qui ratifie l'accord israélo-libanais, puis se poursuit par l'ouverture de négociations entre ce gouvernement et Damas en vue du retrait des troupes syriennes, un accord sur ce point devant ouvrir la voie au départ de toutes les forces étrangères du Liban.

Les dirigeants syriens estiment, pour leur part, que ce processus doit être inversé. Ils demandent d'abord le retrait total et inconditionnel de

l'armée israélienne, ce qui implique l'abrogation de l'accord du 17 mai, puis le retrait de la force multinationale, laquelle, à leurs yeux, s'est distinguée en « prenant parti pour une fraction contre la majorité des Libanais ». Après quoi, affirmant-ils, il sera possible de former un gouvernement d'unité nationale qui garantisse un équilibre politique entre toutes les fractions libanaises. C'est alors seulement que la Syrie retirera ses troupes si ce gouvernement le lui demande, assure-t-on à Damas.

On en est là, et rien n'indique, pour le moment, un rapprochement des points de vue.

EMMANUEL JARRY.

LUCIEN GEORGE.

LA CONTROVERSE SUR L'ENVOI DE « CASQUES BLEUS »

La France se prononce pour l'éloignement de la VI^e flotte que M. Reagan souhaiterait maintenir un an

De notre correspondant

New-York. — Après une semaine de contacts exploratoires, le Conseil de sécurité de l'ONU a entamé, mercredi 15 février, l'examen des propositions françaises visant à un cessez-le-feu au Liban et à la relève de la force multinationale (Etrats-Unis, France, Italie, Grande-Bretagne) par des « casques bleus » de l'ONU. Mais rien n'indique encore que cette initiative « des chances d'aboutir ».

L'URSS, qui voit surtout dans l'initiative française un moyen de prendre sa revanche sur les Etats-Unis et de faire sa rentrée officielle sur la scène diplomatique au Proche-Orient, a posé des conditions léonines à son accord: éloignement de la VI^e flotte américaine hors de portée de canon du Liban, engagement des pays de la FM de renoncer à l'avenir à toute intervention militaire dans le pays, départ de la FM avant l'arrivée des « casques bleus ». Ces exigences sont, évidemment, jugées inacceptables à Washington.

Tout en manifestant un intérêt pour les propositions françaises, les milieux diplomatiques américains ne cachent pas, en privé, une certaine irritation à l'égard de Paris qui les a à peine consultés sur son initiative et dont l'analyse de la situation au Liban diverge maintenant sensiblement de celle qui est présentée à Washington, du moins en public. Mercredi, devant le Conseil de sécurité, le représentant

de la France, M. Luc de la Barre de Nanteuil, a mis les points sur les « i » en soulignant que le remplacement de la force multinationale par des « casques bleus » devrait entraîner le départ des navires de guerre accompagnant la FM. Quelques heures plus tard, à Washington, le président Reagan indiquait que la VI^e flotte américaine pourrait rester « un an » au large des côtes libanaises.

Autre indice du fossé qui sépare les Etats-Unis de la France, M. de la Barre de Nanteuil n'a à aucun moment, en présentant ses propositions au Conseil de sécurité, prononcé le nom du président Gemayel, et il n'a fait que deux références discrètes au gouvernement libanais pour rappeler que la force multinationale, à laquelle il a rendu hommage pour sa ténacité et son courage, avait été envoyée à la demande de Beyrouth. Au même moment, au département d'Etat, le chef de la diplomatie américaine, M. George Shultz, affirmait que l'abrogation du traité israélo-libanais « n'entraînerait pas forcément » le retrait de l'appui américain au président Gemayel. Signe supplémentaire de la méfiance américaine, la représentation des Etats-Unis à l'ONU, M^{me} Kirkpatrick, était absente de cette première réunion du Conseil de sécurité, où elle était remplacée

par son adjoint. Elle devait, cependant, prendre la parole ce jeudi, lors de la seconde séance du Conseil où son intervention était attendue avec intérêt.

Gagner du temps

On a ici l'impression que les Etats-Unis, voyant la situation se dégrader chaque jour davantage à Beyrouth et ignorant pendant combien de temps encore ils pourront compter sur le président Gemayel, cherchent surtout à gagner du temps et à éviter une humiliation qui ne manquerait pas de jaillir sur le déroulement de la campagne présidentielle.

La France, quant à elle, a inscrit son initiative dans le cadre des changements indispensables devant intervenir dans la vie politique libanaise pour permettre le retour à la paix. M. de la Barre de Nanteuil a fait valoir que « les circonstances ont maintenant changé à Beyrouth... Le recours à une force internationale se substituant à la force multinationale devient un élément nécessaire d'apaisement ». Conscient des difficultés qui se présenteront pour trouver des pays acceptant de mettre des détachements militaires à la disposition de l'ONU, il a suggéré que les nouveaux « casques bleus » soient choisis dans les rangs de la force intermédiaire de l'ONU stationnée au Liban du Sud (FINUL). « Si les Nations unies nous le demandent, a-t-il dit, nous ne ferons pas obstacle à ce que des éléments français de la FINUL figurent parmi ces détachements. Mais il est sans doute préférable que la force internationale dans l'agglomération de Beyrouth ne comprenne aucun ressortissant des Etats membres permanents du Conseil de sécurité. »

Le représentant français, qui a engagé les membres du Conseil de sécurité à prendre leurs responsabilités et à voter rapidement, a d'autre part précisé que les compétences des « casques bleus » seraient limitées au Grand Beyrouth, comme c'était le cas pour la FM. Il a, en outre, souligné qu'ils prennent position au moment du départ de la force multinationale, et non pas après, comme le demande l'URSS. Définissant enfin le rôle de la nouvelle force, il a demandé qu'elle contribue à la protection des populations civiles — et, par là, au rétablissement de la paix nécessaire à la restauration de l'intégrité territoriale, de l'unité, de la souveraineté et de l'indépendance du Liban. »

Dans les milieux diplomatiques, on ne croit pas à une décision rapide du Conseil sur les propositions françaises, qui n'ont d'ailleurs pas encore fait l'objet d'un projet de résolution. (Interim.)

RECEVANT M. BUSH

M. Mitterrand confirme « l'autonomie de la démarche française »

M. Bush, vice-président des Etats-Unis, a regagné Washington, dans la nuit de mercredi 15 à jeudi 16 février, après un voyage d'une semaine qui l'a conduit à Londres, à Moscou, où il a assisté aux funérailles de Iouri Andropov, ainsi qu'à Rome et à Paris.

Au cours de sa demi-journée parisienne, le vice-président américain s'est entretenu avec M. Mauroy ainsi qu'à l'Elysée, pendant une heure et quart, avec M. Mitterrand. Le président de la République a souligné « l'autonomie de la démarche française au Liban » et a rappelé à cette occasion, selon M. Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, que la France préconise depuis longtemps le remplacement de la force multinationale au Liban par une force de l'ONU et « toujours été très réservée » à l'égard de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983.

M. Vauzelle a ajouté que, au cours de cette conversation jugée « positive », MM. Mitterrand et Bush ont évoqué l'initiative fran-

çaise actuellement débattue à l'ONU. Le vice-président américain a précisé à ce sujet, devant la presse, qu'il « doutait » que les Etats-Unis puissent faire preuve de « beaucoup de souplesse » à propos des conditions posées par l'URSS. Sans exclure tout à fait l'idée d'un retrait de la flotte américaine hors de portée de canon de Beyrouth, M. Bush a catégoriquement rejeté un éloignement « de la région ».

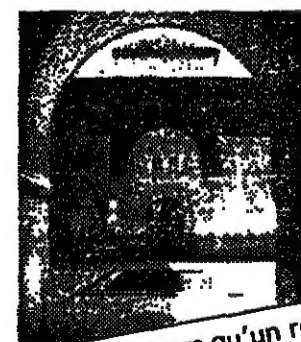
Auparavant, MM. Mauroy et Bush étaient tombés d'accord pour estimer que la presse occidentale avait été excessive en présentant la Thérèse comme un homme malade ou épuisé. Cette description, ont-ils dit, ne correspond pas à l'impression personnelle qu'ils ont retirée de leur rencontre avec le numéro un soviétique. M. Mauroy, qui s'était entretenu à Moscou avec M. Oréga, dirigeant du Nicaragua, a confirmé au vice-président américain que les sandinistes entendent organiser des élections générales au Nicaragua en 1985.

Un Orient imaginaire plus vrai que nature

NICOLAS SAUDRAY

La maison des prophètes

ROMAN



Ce n'est pas tous les jours qu'un romancier, croisant poésie et sociologie, nous hisse à de tels sommets. Jacqueline Piatier / Le Monde
Saudray nous donne le premier grand roman français inspiré par la moderne « question d'Orient » J.-P. Péronnel-Hugoz / Le Monde

Roman Seuil

75 F

L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS

La débâcle des troupes gouvernementales

(Suite de la première page.)

La route bordée d'immeubles calcinés est déserte. A quelques encablures, les tourelles d'acier du New Jersey sont parfaitement visibles. Il y a 2 kilomètres que nous avons franchi le dernier barrage des miliciens d'Amal à Khaldé. Cette position stratégique, qui commande à la fois la route du Sud et celle de la Bekaa, est tombée aux mains des milices d'Amal, après, semble-t-il, la débâcle de l'armée.

Un officier aurait tué un soldat qui refusait d'obéir, avant d'être lui-même abattu par un de ses hommes. L'incident, dément par l'état-major mais confirmé de plusieurs sources, aurait provoqué l'écroulement de l'unité, dont les hommes se seraient séparés, certains rejoignant le Sud, d'autres Beyrouth.

« Le moral est au plus bas », raconte un milicien. « Les soldats ne voulaient qu'une chose, rentrer chez eux et ne plus entendre parler de cette guerre. On laisse entendre, à Beyrouth, que les milices - mais les pouvaient-elles seules ? - avaient « découvert » le code radio des unités de l'armée, et que toute la journée celles-ci auraient été « intoxicées » et soumises à des ordres contradictoires.

Sous le pont de Doha deux véhicules blindés transportant du ravitaillement et un camion militaire gisent sur le bas-côté, abandonnés. Au balcon de l'hôtel Family Beach, un cinq étoiles en bord de mer, un homme s'agit. A l'intérieur ils sont trois. Comme si de rien n'était, le général, en costume-cravate, reçoit, entouré de deux employés et d'un garçon de plage, un grand Noir en survêtement rouge que la situation rend étrangement hilare. La guerre, ils ne l'ont pas vue. Ils ont simplement assisté, toute la journée de mardi, au départ précipité de cinquante chars et de dizaines de VTT qui se dirigeaient vers le sud.

Beaucoup de soldats ont été pour leur part évacués mardi soir par hélicoptère, non sans avoir tenté de détruire les véhicules qu'ils étaient contraints de laisser sur place. « Il n'y a plus personne dans les environs », dit le général de l'hôtel. Les civils ont suivi l'armée et les Forces libanaises. Jusqu'à Saïda, tous les villages sont vides. La route est libre jusqu'à Damour. L'armée couvrait tout le ravitaillement venant du sud vers Beyrouth-Ouest, et c'est sans doute pour cela que les autres ont attaqué.

A 7 h 30 arrivent les premiers combattants de la milice Amal.

« Où est l'armée, où sont les phalangistes ? », demandent-ils avant d'explorer méticuleusement les blindés abandonnés. Un grand milicien récupère une veste de treillis et un casque, tandis qu'un autre s'empare d'une cartouche encore garnie de balles.

Sur la route qui monte à Doha, le poste tenu par l'armée régulière a été évacué si vite que les restes d'un repas traînent encore sur un bureau devant l'entrée. A l'intérieur du bâtiment sur lequel est placardée une affiche de recrutement, avec un bien optimiste : « Demain il y a nous ! », une caisse entière de RPG-7 a été abandonnée au milieu des duvets, chaussures et objets de toilette. Les miliciens, fusil pointé, escaladent une colline avec précaution, alors que disparaissent, à quelque 300 mètres, deux jeeps non identifiées.

Un sommet d'une maison surplombant la mer, une famille prend tranquillement son petit déjeuner, sans paraître troublée outre mesure par cette irruption guerrière. « Quant les Israéliens sont venus, je suis resté ; quand les Katoeb sont venus, je suis aussi resté ; maintenant, c'est Amal, pourquoi partirais-je ? », dit Mahmoud, qui s'empresse plutôt d'ouvrir son supermarché parfaitement approvisionné.

Endroit chic, pour le Beyrouth en mal de villégiature, Doha, comme Naamé, le village suivant, semble désert. Le passage des deux jeeps inquiète cependant assez les miliciens pour qu'ils préfèrent ne pas avancer trop vite.

Sans combat

Une chose, en tout cas, est sûre : la prise de contrôle de cette première portion de route côtière s'est faite sans combat. Une fois la montagne tombée aux mains des milices druzes, l'armée et les Forces libanaises ont préféré abandonner une position devenue indéfendable. Il n'en reste pas moins que les conditions de ce repli s'apparentent plus à une débâcle qu'à une retraite en bon ordre.

La même impression prévaut dans Chahar-el-Gharbi, où, tout le long des petites routes de montagne défendues par les chars, les troupes ont laissé derrière eux des débris. A Kfarmatta, deux chars M-48 se sont heurtés dans leur fuite et gisent abandonnés, balles engagées dans les mitrailleuses. Des casques sont éparpillés sur les bas-côtés, et de nombreux blindés M-113 ont été laissés en parfait état de marche. Les miliciens du PSP s'en emparent et les pilotent avec dextérité.

C'est dans la région de Kab-Chmoun, nœud de communication vital sur la route militaire utilisée par les forces d'opposition pour pénétrer dans la banlieue sud de Beyrouth et aller de là vers cette région et la Bekaa, que se sont déroulés les accrochages les plus violents. L'armée n'occupait pas cette localité mais l'avait dans sa ligne de tir.

En ce mercredi matin, une centaine de miliciens du PSP, les yeux rougis de fatigue, y célèbrent leur victoire. Juchés sur des blindés ou entassés dans une voiture récupérée sur les Forces libanaises, les combattants druzes, drapeau au vent, font le « V » de la victoire et caracolent dans la ville ravagée par les bombes. Toute la région de Chahar-el-Gharbi n'est plus qu'un champ de ruines : Ain-Ksour, Kfarmatta, Abaye, Bnaye, Baawarta, évacués par les miliciens druzes et chrétiens lors de la guerre de la montagne en septembre dernier, ne sont plus que des villes fantômes.

Les missions « dynamiques » de l'armée, assure M. Nizar el-Halabi, responsable politique du PSP pour la région, se sont effondrées comme des châteaux de cartes et ne sont plus qu'amas de blocs de pierres enchevêtrées. « Voyez ce qu'a fait cette armée ! s'exclame M. Halabi. Est-il normal que l'armée libanaise se comporte comme cela ? Ce ne peut être que l'armée de M. Amine Gemayel. » D'ailleurs, le responsable du PSP refuse de faire la différence entre l'armée régulière et les phalangistes. « C'est la même chose, dit-il, ils combattent ensemble. » Toutes les permanences des milices chrétiennes sont soigneusement visitées, et certains combattants emportent en souvenir des portraits du chef suprême des Phalangistes, M. Pierre Gemayel, ou de son fils Bechir.

Les retrouvailles entre miliciens

A Bnaye, trois cadavres à moitié dénudés et recouverts de branchages en feu achèvent de se consumer dans l'indifférence générale. Partout, dans ce Chahar-el-Gharbi « libéré », selon l'expression des miliciens du PSP, ce ne sont que mouvements de troupes incessants, les combattants venant à la hâte « voir » leur village. Les retrouvailles entre miliciens donnent lieu à d'intenses fusillades en l'air, tandis que les premiers civils font leur réapparition, offrant des fleurs aux soldats.

A Daqqoun, un vieil homme réjouit par à bout de bras la cage de

son canari : « Ils me l'avaient volé il y a six mois, mais il est revenu à son maître. Comme aujourd'hui tout le pays. » Pendant huit ans, ajoute-t-il, nous avons protégé les chrétiens quand les fédéralistes voulaient du mal. Eh bien ! regardez ce qu'ils nous ont fait ! Mais cela n'a pas d'importance. Nous reconstruirons ici et nous nous y réinstallerons.

A Abaye, sur la petite place jonchée de douilles du mausolée de Sayed Abdallah, un des lieux saints des druzes complètement détruit, la colère tempère le joie de la victoire. Les tir de kalachnikov en direction du ciel redoublent, et une mitrailleuse se met de la partie. Tous les combattants viennent, semble-t-il, constater la profanation du lieu saint et s'y recueillir. Chacun place son obole dans une boîte de balles vide, et beaucoup déposent un clergé.

A l'intérieur du sanctuaire, des miliciens en saïen kaki, bonnet de laine vert ou blanc sur la tête, font la chaîne pour dégager le tombeau du saint des monceaux de pierres qui le recouvrent. « Nous ne pouvons faire cela qu'à la main, précise un milicien révolté par ce sacrilège. C'est notre saint qui a cassé Amine Gemayel ! Revenez dans quelques jours, nous rebâtirons nos mausolées et il sera encore plus beau. » Un jeune homme apporte des gâteaux et des galettes aux hommes qui s'affaiblissent sans relâche. Dans l'orphelinat qui jouxte le sanctuaire et où était installée l'armée, tout est saccagé.

Évacuée dans la matinée par l'armée, Baawarta, qui se trouve à quelques kilomètres de Damour, sur la côte, est, mercredi le point le plus avancé de la progression des milices druzes. Du haut d'une colline qui domine la mer, des combattants essaient leurs nouvelles mitrailleuses lourdes récupérées sur l'armée. Ils envoient de longues rafales en direction de Naamé. Le fait que leurs alliés d'Amal soient stationnés à sa périphérie depuis le matin ne semble pas les troubler.

Les deux forces combattantes alliées semblent d'ailleurs agir sans aucune coordination, comme si chacun n'était préoccupé que de ses propres intérêts. Pour les druzes, il s'agit de reconquérir toute la montagne, ce qui est pratiquement fait. Les miliciens d'Amal voulaient prendre position sur la route côtière, cordon ombilical qui relie la banlieue sud à la Bekaa d'une part, et au sud du pays d'autre part. Ces derniers jalonnent d'ailleurs avec soin leur progression.

Des portraits de l'imam Moussa Sadr sont immédiatement déployés et fixés à chaque barrage, et des militants épinglent sur la veste des combattants de première ligne l'insigne d'Amal. Interrogés sur leurs relations avec leurs alliés chiites, les druzes se contentent d'un laconisme : « Ce sont nos cousins. » L'un d'eux ajoute furtivement : « L'insigne d'Amal à Beyrouth-Ouest a été protégé par notre combat dans la montagne. »

La différence entre les deux milices est d'ailleurs frappante. Quoi de commun en effet entre ces jeunes miliciens chiites de Beyrouth arrivant au front dans des Buick et des Chevrolet, le plus souvent en bleu jeans avec des vestes de treillis dépareillées, et combattant en costume rayé trois-pièces, kalachnikov à la main, qui tient le barrage de Doha, et les miliciens druzes en uniformes kaki, ne circulant qu'en véhicules blindés ou en Range Rover, avec un équipement digne d'une armée régulière.

Damas n'a pas lésiné pour armer les forces de M. Joumblatt : canons de 196 sans recul montés sur roues, canons antiaériens, mitrailleuses lourdes, blindés M 113, chars, rien ne manque à ces hommes, guerriers dans l'âme. C'est visiblement toute une communauté qui combat, les vieux comme les jeunes, certains n'hésitant pas à sortir d'antiques fusils Enfield britanniques datant de la première guerre mondiale.

L'avenir du Chahar-el-Gharbi, région à l'origine druze-chrétienne, paraît bien sombre. « Le PSP a un plan de reconstruction », assure M. Elhalabi. Mais comment reconstruire un semblant de coexistence communautaire sur ces champs de ruines ? Ce plan inclut-il, d'ailleurs, le retour des chrétiens dont les maisons ont subi le même sort que tout le Chouf ? Le responsable politique du PSP préfère esquiver la question. Le Chahar-el-Gharbi retentissait des tirs de joie des vainqueurs druzes, et aucun d'eux ne souhaite voir plus loin.

Pourtant, on peut se demander quelle va être la réaction de Washington, alors que Souk-el-Gharbi, considérée, il y a encore une semaine par le président Reagan comme située sur la « ligne rouge » à ne pas franchir par les forces anti-gouvernementales, est sérieusement menacée.

Lors de la bataille dans la montagne, en septembre dernier, la marine américaine était intervenue pour soutenir l'armée libanaise dans cette région qui commande l'accès au palais présidentiel de Baabda. La faiblesse du soutien américain dans les combats de mardi ne laisse pas présager une réaction très efficace.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

Jérusalem met en garde les druzes

contre une collusion avec les « ennemis d'Israël »

De notre correspondant

Jérusalem. — Le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a lancé, mercredi 15 février, une mise en garde aux druzes et aux chiites du Liban en leur demandant de cesser toute coopération avec les Palestiniens au sud de Beyrouth. « Si vous acceptez d'être utilisés contre Israël », a déclaré M. Arens, nous n'aurons pas d'autre choix que d'agir pour protéger nos intérêts. »

« Les druzes et la plupart des chiites », a ajouté le ministre, « obéissent pas à une ligne idéologique anti-Israélienne. Mais nous nous inquiétons de constater que ces deux communautés, dans leur lutte contre le président Gemayel, ont sollicité et reçu l'assistance des Syriens et de divers groupes relevant de l'OLP, tous ennemis d'Israël. »

Cet avertissement s'adresse en premier lieu aux combattants druzes. Jusqu'aux récents événements de Beyrouth, Israël s'était toujours félicité de l'attitude des druzes, en soulignant que ceux-ci prenaient soin d'empêcher toute infiltration palestinienne au sud d'Aley et de Bhamdoun. Il n'en est plus, semble-t-il, tout à fait ainsi.

Selon les informations recueillies par l'armée israélienne, plusieurs douzaines d'officiers syriens et des unités de « dissidents » palestiniens accompagnent les combattants anti-gouvernementaux lorsque ceux-ci ont atteint Damour mardi. Des Palestiniens se sont installés dans les villages sunnites de Burja et de Sh'Chim, à cinq kilomètres seulement au nord de la rivière Awali, la ligne de défense israélienne. L'influence du parti communiste libanais serait prédominante dans ces deux localités.

Aux yeux d'Israël, la communauté druze aurait donc cessé de respecter l'accord tacite conclu avec Israël après le retrait de son armée du Chouf, en septembre. En janvier, lorsqu'on crut à l'imminence d'un accord de sécurité inter-libanais, les Israéliens firent remarquer que les druzes leur avaient promis de ne pas couper la route côtière Beyrouth-Saïda. Cet engagement n'a pas été tenu. Pour manifester son mécontentement, l'armée israélienne a envoyé, par deux fois, cette semaine,

des chars patrouiller jusqu'à Damour. Cette démonstration de force n'ayant, semble-t-il, pas suffi, M. Arens a opté pour l'avertissement public.

Afflux de soldats libanais à Saïda

Dans une interview, ce jeudi, au *Jérusalem Post*, le sous-député druze d'Israël, M. Nizar El-Dia, observe que l'annulation de l'accord du 17 mai, « ne porterait pas atteinte aux intérêts » de Jérusalem. « Israël, dit-il, ne devrait pas perdre de temps en regrets. Tant qu'un nouvel accord politique interne n'est pas conclu au Liban, la Syrie encourage les infiltrations de l'OLP. Mais, si un tel accord est atteint avec la bénédiction de Damas, les druzes chasseront l'OLP de leur région. Walla Joumblatt a toutes raisons de craindre que, lorsqu'il ne sera plus utile à Assad, celui-ci le laissera tomber pour traiter exclusivement avec les chiites. »

Les druzes d'Israël ont célébré, mercredi, les succès militaires de leurs frères libanais. Ils se réjouissent, en particulier, de la reconquête, au sud de Beyrouth, de la région abritant le tombeau du cheikh Abdallah Al Tanouch, l'un des maîtres à penser de la faction druze. Les druzes du Golan, quant à eux, ont observé une grève générale pour protester contre les récents bombardements israéliens sur les positions druzes en Liban.

Environ deux mille réfugiés, civils et militaires, en majorité chrétiens mais aussi sunnites, ont été évacués, mercredi, le pont sur l'Awali à Saïda, qui reste ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Parmi eux, figurent plusieurs centaines de soldats appartenant des unités de la quatrième division de l'armée libanaise qui s'étaient débandées lors des combats de Beyrouth-Ouest. Ils sont arrivés à Saïda à pied, en autobus ou dans des véhicules volés, et avaient dû abandonner leurs armes à un barrage routier tenu par les phalangistes.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LA GUERRE DU GOLFE

Le CICR demande à Téhéran et à Bagdad de mettre un terme « aux violations du droit international »

De notre correspondant

Genève. — Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) vient de lancer un nouvel appel solennel aux cent cinquante-cinq pays signataires des conventions de Genève pour que, conformément à leurs engagements, ils interviennent auprès des autorités de Bagdad et de Téhéran, afin que les forces armées de ces pays mettent un terme aux « violations graves et répétées du droit international humanitaire ».

Ce nouveau cri d'alarme a été jugé nécessaire du fait qu'un premier appel dans le même sens, rendu public en mai dernier (le *Monde* du 12 mai) était resté lettre morte et qu'aucune démarche diplomatique entreprise n'avait abouti. Le CICR s'est donc trouvé dans l'obligation de rappeler aux gouvernements que, en Irak et en Iran, ses délégués ont constaté de graves violations qui « mettent non seulement en danger la vie et la liberté des dizaines de milliers de victimes du présent conflit, mais qui, de plus, attentent à l'essence et aux principes fondamentaux du droit international humanitaire ».

Dans un mémoire adressé le 13 février à l'ensemble des Etats, parties aux conventions de Genève, le CICR précise qu'il a enregistré en Iran, où il a pu effectuer quelques visites de camps, dix mille nouveaux prisonniers de guerre iraniens, mais que ces visites étant interdites depuis le 27 juillet dernier, environ cinquante mille prisonniers demeurent sans protection. Le CICR manifeste, par conséquent, une inquiétude quant aux motifs réels pour lesquels Téhéran l'empêche de poursuivre son activité et évoque, à

ce propos, « des pressions idéologiques et politiques, un processus d'intimidation », ainsi que de « constantes atteintes à l'honneur et à la dignité des prisonniers de guerre ». En outre, des prisonniers iraniens ont été déclarés « morts sur le front », alors que des délégués du CICR les avaient visités à plusieurs reprises durant la période où cela leur avait été autorisé. Le CICR avoue également son impuissance à venir en aide aux civils iraniens réfugiés en Iran, notamment aux Kurdes.

La situation serait moins révoltante en Irak : les délégués du CICR ont pu apporter assistance, confort, notamment aux conventions de Genève, aux prisonniers de guerre iraniens et procéder au rapatriement de cent quatre-vingt-dix d'entre eux, dont quatre-vingt-sept blessés et malades. Ils ont pu venir en aide à plus d'un millier de civils iraniens et kurdes, notamment à des femmes et à des vieillards. Il n'en reste pas moins que leur action humanitaire a été entravée dans certains cas, et qu'ils n'ont pas pu accéder à un nombre important de prisonniers maintenus au secret dans des lieux qui leur sont cachés.

Enfin, le CICR se plaint de ce que, « en violation des lois et coutumes de la guerre », et notamment du principe essentiel de la distinction entre objectifs militaires et personnes et biens civils, les forces armées iraniennes ont poursuivi leurs bombardements de zones civiles iraniennes.

ISABELLE VICHNAC.

(Publié)
escargots oui... mais

La saveur d'un escargot c'est d'abord sa race et son provenance. Pas de chinois à la MAISON DE L'ES-CARGOT et tout le ramassage est contrôlé, le plus réputé reste le bourgogne cuit aux aromates et préparé au bain-marie. Vous pouvez l'acheter tous les jours (sauf le lundi) de 8 h 30 à 20 h et le dimanche jusqu'à 13 h 30, rue Fondary - 19° 575.31.02.

Pour le 25^e anniversaire du CUEJ

Hommage à MANITOU ASKENAZI

Grand cocktail
JEUDI 16 FÉVRIER
de 18 h à 20 h
CENTRE MACH 30, bd de Port-Royal 75006 Paris

LE MONDE
diplomatique

FÉVRIER 1984

LA POLITIQUE AGRICOLE EUROPÉENNE ET LE SORT DES PAYSANS FRANÇAIS
(Gilles Allaire et Alain Lipietz)

NOUVELLES CHASSES, VIEILLES SORCIÈRES II. La trahison des intellectuels et des diplomates
(Claude Julien)

Comment la presse a entretenu l'hystérie
(Marie-France Toinet)

Le changeant visage des mauvais Américains
(Victor Navasky)

L'ACTION DES MÉDIAS ET LA GRANDE PEUR DES PEUPLES DE L'OCCIDENT
Pour-il laisser l'opinion s'abandonner à l'idée d'un possible conflit nucléaire ? (Georges-Albert Astruc). — Enquête sur le « mouvement de paix » en France (J.-F. Guillaudis, Daniel Colard et Jacques Fontanel).

L'EXPLOSION TUNISIENNE
(Daniel Jungua)

Face aux tentatives de mainmise étrangère L'OLP ET LES IMPÉRATIFS DE LÉGITIMITÉ
(Samir Kassir)

L'EGYPTE ET L'OLP Réconciliation chargée d'ambiguïté
(Mohamed Sid-Ahmed)

Une décision politique LE VETO AMÉRICAIN À L'UNESCO
(Henri Delahate)

Un roman de Tayeb Salih : « SAISON DE LA MIGRATION VERS LE NORD »
(présentation d'Abdelwahab Meddeb)

- Redéploiement militaire dans la péninsule ibérique (Alain Echegut).
- LA GRANDE FRESQUE TÉLÉVISÉE AMÉRICAINE SUR LA GUERRE DU VIETNAM : la tentation interventionniste et les dangers d'enlèvement (Patrice de Beer). — Comment l'OSS aide Ho Chi Minh à prendre le pouvoir en 1945 (Pierre Brocheux). — Dans les livres récents : Rasseoir les consciences... (Marilyn Young). — Révolution et bureaucratie (Camille Scabrin).
- JAPON, tradition et changement (supplément).
- Les livres du mois.

DROITS DE L'HOMME, DROITS DES PEUPLES
De la souveraineté à la solidarité (Tran Van Minh). — Autodétermination interne et démocratie (Léo Matarasso). — Une nouvelle conception de la légitimité (Rodolfo Mattarollo). Les insinuations des codes de conduite (François Rigaux). — Une initiative novatrice à l'UNESCO (Jacques Bolsson). — L'appel des tribunaux d'opinion à la conscience universelle (Edmond Jouré). — Le sort des minorités et la défense des Etats (Joseph Jacoub). — Au-delà du simple transfert de ressources (Uwe Holts).

EN VENTE, 11 F, CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »
5, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 09

prenez une
en anglais !

INTERNATIONAL
LANGUAGES CENTRE

L'ÉDUC
FÉVRIER
LYC
DE JOUEZ U
3^e - SECONDE
SECONDE : ATTEN
1^{er} S : MATH
TROIS MÉTH
APPRENDRE

17 VOYET 88

سكربت الازدي

هكذا من الأمل

AFRIQUE

Le Nigéria aux arrêts de rigueur

II. - La religion du naira

De notre envoyé spécial LAURENT ZECCHINI

Une démocratie discréditée par un personnel politique dont l'unique objectif était de s'enrichir, l'imminence d'une action violente préparée par de jeunes officiers radicaux, ont amené les généraux nigériens à prendre le pouvoir, le 31 janvier dernier. La corruption généralisée dans ce pays risqué fort de gêner la tâche d'assainissement de la société nigérienne qu'ils veulent entreprendre (le Monde du 16 février).

Maiduguri. - Le responsable de Gas Air Travels Ltd, coupant court aux protestations véhémentes et aux insultes des passagers rassemblés sur la piste d'envol, sentait dans sa voiture et prend la fuite. Le petit voyage, avec fatalisme, se dirige vers l'aéroport rudimentaire. Histoire presque banale : l'homme, un vent de sable qui peut empêcher toute visibilité à plus de 50 mètres, interdit l'atterrissage à Kano, située à plus de 500 kilomètres à l'ouest. Après quatre heures d'attente, les passagers sont prévenus de ce contretemps. Ceux qui le souhaitent peuvent toujours prendre un vol pour Lagos (850 kilomètres au sud de Kano). La plupart refusent et exigent le remboursement de leur billet. Une demi-heure plus tard, l'avion de Lagos décolle. A son bord, un employé de Gas Air, qui a fait main basse sur l'argent des billets Maiduguri-Kano. Tout remboursement est impossible. Les voyages, au Nigéria, sont pleins de charmes...

La route qui conduit au centre de la ville est hérissée de pancartes en trompe l'œil. Les multiples organismes annoncés (Institut national de la recherche agronomique, Bureau de la planification de l'Etat de Borno, sous-commission de l'agriculture, Bureau central des études hydrauliques, etc.) n'ont souvent aucune existence véritable. Les bureaux et autres offices ont surtout pour vocation d'être des structures d'ascension provisoires, le temps de fixer le montant du *dak* (bribe) qui accompagne la conclusion de toute transaction commerciale.

Située aux confins nord-est de la fédération, Maiduguri, capitale du

Borno, occupe une place stratégique pour cette industrie qu'est la contrebande. 150 kilomètres plus à l'est, la frontière camerounaise ; après, il n'y a guère plus de 50 kilomètres pour arriver au Tchad. Si la fermeture des frontières, décidée par les autorités militaires au moment du coup d'Etat, n'a pas apporté de résultats très probants pour enrayer la fuite des fonctionnaires de l'ancienne administration civile, elle a, en revanche, généré un moment le flux de la contrebande et, dans une moindre mesure, celui de l'immigration clandestine.

La « filière Cotonou »

Aujourd'hui, de six mille à sept mille Tchadiens résident encore dans l'Etat de Borno. La guerre et le « miracle nigérien » avec ses grands chantiers pourvoyeurs d'emplois expliquent ce flux d'immigration. A la différence des Ghanéens, des Béninois ou des Nigériens, les Tchadiens ont été moins durement éprouvés par les expulsions massives décidées par Lagos en 1983. Certains, avec la complicité - d'ailleurs rétribuée - des fonctionnaires locaux de l'immigration, ont réussi à rester, et beaucoup d'autres sont revenus. Aujourd'hui, ils occupent d'autant plus facilement de nombreux postes, aussi bien dans le secteur privé que dans l'administration, que les rafles dans les milieux immigrés ont cessé.

Les Libyens qui, au cours de l'année 1983, se sont efforcés de convaincre des réfugiés de venir se battre dans les rangs du GUNT de M. Goukouni Oueddei (environ mille six cents hommes, selon certaines estimations), ont apparemment renoncé. La « filière Cotonou » (les Tchadiens enrôlés pour se battre contre le gouvernement de N'Djamena passaient par la capitale du Bénin avant de se rendre à Bardo (Tchad), via la Libye), a été pour l'instant arrêtée.

Cette « contrebande humaine » est en fait marginale par rapport à celle qui concerne les marchandises, et notamment les produits pétroliers.

Acheté 2 francs (20 kobos) (1) au Nigéria, le litre d'essence se revend 5 francs dans les pays limitrophes, Bénin, Niger et Tchad. Même en soustrayant du bénéfice escompté le prix du silence des douaniers, un seul camion rempli d'essence suffit pour constituer une petite fortune. Souvent, des conteneurs entiers de pièces détachées disparaissent, contraignant les entreprises de travaux publics à arrêter leurs activités pendant plusieurs semaines. Ce phénomène, associé aux mesures de restriction des importations, explique l'état de chantier permanent des villes nigériennes.

Pays riche, le Nigéria montre, paradoxalement, tous les signes d'une économie de pénurie. L'approvisionnement du marché s'effectue de façon anarchique, au gré de la spéculation. Brusquement, tous les clous disparaissent à la vente, remplacés par un afflux d'aquariums pour poissons rouges. L'explication est toujours la même : les clous ont été systématiquement achetés par un riche Alhadi, qui attendra que les prix montent pour les revendre quatre fois plus cher quelques mois plus tard. Quant aux aquariums, ils n'ont en tant que tels aucun intérêt : seul compte le montant de la commission prélevée à un moment ou à un autre de la transaction. De toute façon, la marchandise a été souvent détournée de sa destination initiale.

Des « mercenaires du commerce »

A Lagos, le « marché aux voleurs » fournit un large éventail de magnétoscopes japonais, introuvables sur le marché officiel. Les Occidentaux ne savent pas que, moyennant un supplément de prix de 30 %, ils pourront acheter immédiatement, au marché noir, tel ou tel modèle de voiture, sans attendre le délai de six mois imposé par l'importateur qui a pignon sur rue.

Loin de l'activité fébrile de la capitale fédérale, isolée d'elle par des liaisons téléphoniques quasi inexistantes, Maiduguri vit l'attente tranquille et un peu engourdie d'une ville de province. Depuis le coup d'Etat, peu de choses ont changé et chacun vit dans l'attente des décisions que prendra le nouveau gouverneur militaire. Bien sûr, à l'échelle du pays, les autorités ont pris des mesures spectaculaires à l'encontre des spéculateurs les plus notoires et, avec le concours de la presse, elles ont donné une large publicité à la découverte d'entrepôts illicites contenant d'importantes quantités de denrées alimentaires.

Le montant de la fortune de personnalités connues, proches de l'ancien chef de l'Etat ou membres de son parti, le NPN (National Party of Nigeria), est étalé sur la place publique, et les révélations se multiplient concernant l'évasion des capitaux. A Maiduguri aussi, le « petit peuple », qui n'a rien à perdre, a applaudi aux premières manifestations du changement de régime. Le retour des militaires au pouvoir signifiait la baisse des prix de première nécessité, le paiement des arriérés de salaires, la lutte contre la criminalité, des poursuites engagées contre une classe possédante qui s'est indûment enrichie. Demain, en quelque sorte, « on rasera gratis »...

Comme partout ailleurs, la bourgeoisie, qui a profité de ce capitalisme débridé qui était la marque de l'économie nigérienne, tente d'échapper aux mailles du filet, en attendant des jours meilleurs. On ne le dit pas publiquement, mais tout le monde sait bien, au Nigéria, que les militaires ne parviendront pas à éradiquer ce qui constitue le mode de fonctionnement de la société nigérienne, la religion du naira. Ici, explique un Français établi depuis trente ans à Maiduguri, les gens « font de l'argent » par tempérament et parce qu'ils sont, historiquement, des marchands et non pas des producteurs. Cette propension nationale à la caravane, ajoute-t-il, a vu ses effets démultipliés par le bouleversement qu'a provoqué dans la société traditionnelle africaine la brusque intrusion de l'argent facile, issu des recettes pétrolières. Les trafics, le business demandent

moins d'efforts que le travail proprement dit.

La société nigérienne a ainsi généré toute une catégorie de « mercenaires du commerce », qui ne produisent rien, mais dont le rôle d'intermédiaires est indispensable au bon fonctionnement du système. Le principe est simple : tout service, toute intervention se paie. La notion de « service public » étant inexistante, à tous les échelons de l'administration, les fonctionnaires ont pris conscience de la valeur marchande de leur pouvoir de bloquer ou de faire accélérer un dossier. L'exemple de la prévarication étant donné au plus haut niveau, ils jouissent d'une totale impunité. Si quelques billets de 10 nairas sont suffisants pour obtenir un formulaire, au sommet de l'échelle, le haut fonctionnaire ou le ministre demandera plusieurs milliers, voire plusieurs millions de naira pour apposer sa signature au bas d'une demande de licence d'importation.

La Presidential Task Force, la Nigerian National Supply Company (NNSC), le Pan Atlantic Group of Companies sont autant d'organismes étatiques qui se sont arrogés des monopoles d'importation. A leur tête se trouvaient des personnalités proches du pouvoir, qui prélevaient de juteuses commissions, comme M. Umaru Dikko, homme de confiance du président Shagari, aujourd'hui réfugié à Londres. Les sociétés étrangères n'échappaient pas à une forme de racket dans la mesure où, au moment des campagnes électorales, il était bien vu qu'elles versent une contribution dans les caisses du parti présidentiel. Souvent, raconte un industriel de Lagos, on ne donnait pas directement des fonds au parti. Disons que

cela se passait de manière plus détournée, par l'intermédiaire de contrats commerciaux - vrais ou faux - passés avec des personnalités nigériennes administrateurs de notre propre société. Il suffisait de grossir le montant des transactions. Mais il faut bien voir qu'une part importante de ces commissions, théoriquement politiques, allait dans des poches privées.

La « Kaduna mafia »

A Kaduna, cet homme d'affaires occidental avoue avoir fait construire gratuitement à un fonctionnaire du ministère de l'économie une maison d'une valeur de 150 000 nairas. Représentant d'une importante société de travaux publics, ce petit « cadavre » lui a considérablement facilité ses démarches avec l'administration. En quelque sorte, on doit au régime civil d'avoir opéré une véritable « démocratisation » de la corruption quant au nombre de ses bénéficiaires. En outre, si avant 1979, les commissions se limitaient à 5 % de la valeur des marchandises, à la fin du régime civil, elles pouvaient atteindre 20 à 25 % de celles-ci.

Cette volonté individuelle de se tailler la plus grande part du gâteau se heurte parfois à des intérêts collectifs. Ainsi, la « Kaduna mafia » (du nom de la ville située dans l'Etat nordiste de Kaduna), née à l'origine d'une réaction de l'élite nordiste qui craignait de se voir supplanter par les gens du Sud, est d'abord un regroupement d'intérêts de la bourgeoisie foulani. Formellement, son existence n'a jamais été démontrée, même si on l'accuse, depuis une quinzaine d'années, de peser fortement sur la vie économique et politique du pays, voire de provoquer des changements de régimes. Certains n'hésitent pas à

voir sa marque dans le coup d'Etat du 31 décembre.

Nombreux sont les Nigériens et les Occidentaux pour qui la corruption est une forme de « redistribution des richesses ». C'est leur « sécurité sociale », affirme un diplomate. C'est vrai que l'argent qui échappe aux circuits économiques officiels ne profite pas uniquement à celui qui a reçu un *dash*. La famille élargie en reçoit sa part. Une commission de 500 ou 1 000 nairas peut ainsi aider à faire vivre dix ou quinze personnes, mais cette thèse ne vaut guère s'agissant de personnalités connues dont la fortune, de notoriété publique, est à l'abri sur des comptes bancaires en Suisse. De plus, dans un pays où plus de deux cent mille enfants meurent avant l'âge d'un an d'épidémies et de malnutrition, il y a, semble-t-il, quelque chose qui ne fonctionne pas dans ce système de « redistribution des richesses ».

Cette corruption généralisée est une donnée essentielle qui explique l'inefficacité du personnel politique et participe à la dégradation de la situation économique. Il serait pourtant faux de croire qu'elle en est la cause première. Le Nigéria souffre en effet d'une crise structurelle liée à la récession du marché pétrolier, d'une absence totale de planification et d'une politique d'investissement souvent aberrante. L'administration civile de M. Shagari porte, à cet égard, une lourde responsabilité, mais il est juste de reconnaître que, avant 1979, les régimes militaires qui se sont succédé n'ont pas fait grand-chose pour préparer l'avenir.

Prochain article :

LE POIDS DE L'« HÉRITAGE ».

(1) Un naira, divisé en 100 kobos, vaut 11,75 francs français au taux officiel.

Devenez une lumière en anglais!

PROCHAINS COURS INTENSIFS les 13 et 27 février 1984
INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37



L'Éducation de L'Éducation

FÉVRIER 1984

LYCÉE :

DÉJOUÉZ LES PIÈGES

3^e - SECONDE : Un saut rude

SECONDE : Attention aux options

1^{er} S : Maths en folie

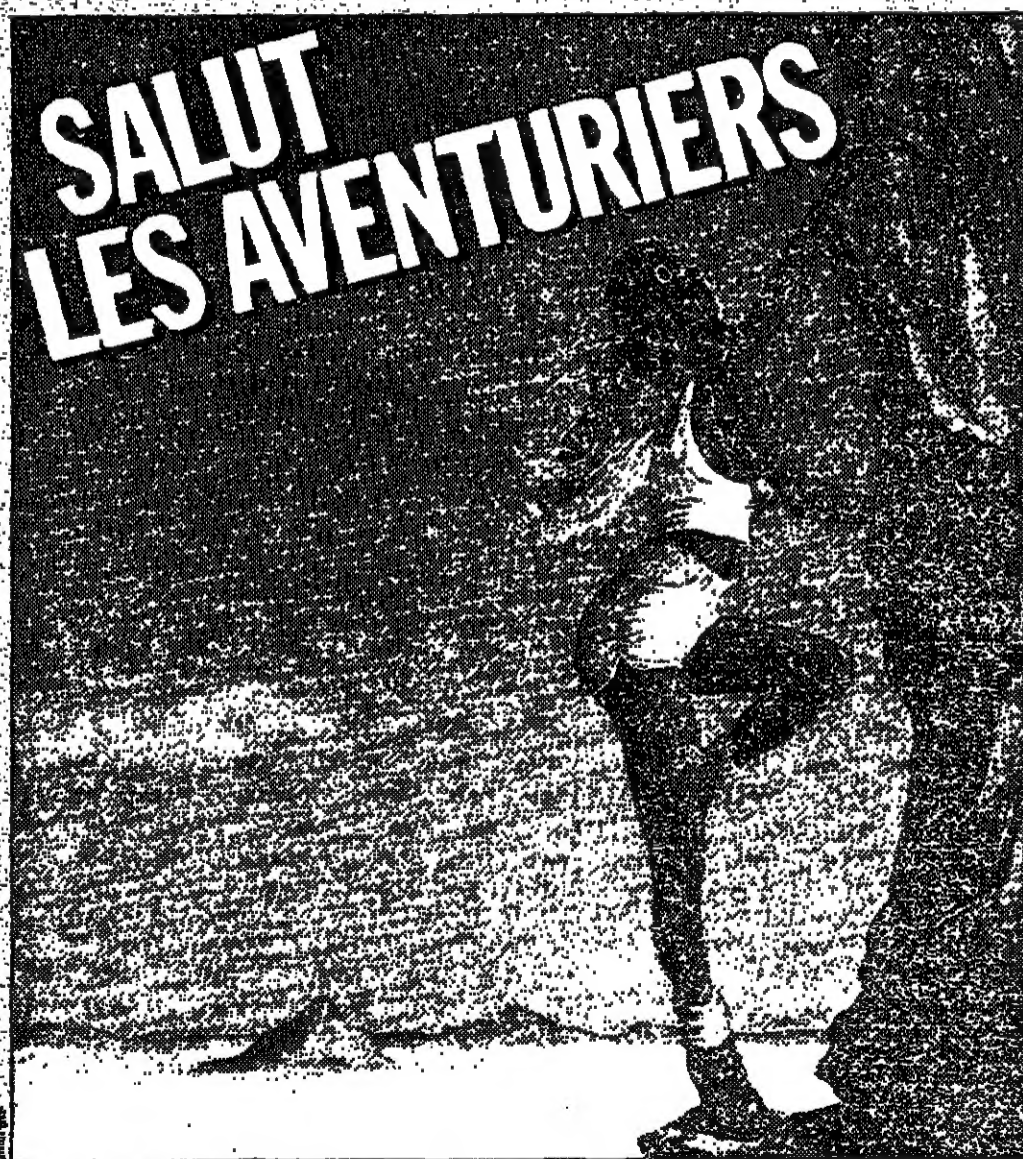
TROIS MÉTHODES POUR APPRENDRE L'ANGLAIS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

NOUVELLES

SALUT LES AVENTURIERS



L'HEBDO QUI FAIT BOUGER LES NOUVELLES.



MANITOU ASKENAZI
Grand éditeur
JEUDI 16 FÉVRIER
de 15h à 20h
CETTE MAISON

EUROPE

M. Trudeau croit à un retour de l'« esprit Brejnev » dans les relations Est-Ouest

Le président Reagan a déclaré, mercredi 15 février, que le nouveau secrétaire général du PC soviétique, M. Constantin Tchernenko, semblait « disposé à nouer des rapports plus constructifs avec les États-Unis ». Par la suite, le président américain a rencontré M. Tchernenko et le vice-président M. George Bush. Il a ajouté : « J'ai l'impression que la nouvelle direction soviétique s'efforce de mettre une sourdine à la rhétorique, afin d'explorer les voies susceptibles de promouvoir un dialogue plus constructif. (...) Il n'y a pas de moment plus propice que maintenant. Les Américains ont toujours été prêts à rencontrer les Soviétiques, à chercher des solutions aux nombreux problèmes qui nous opposent et à parvenir à un accord équitable sur le désarmement. Si la nouvelle direction soviétique décide de se joindre à nous dans un élan de bonne volonté, nous pourrions réaliser de bonnes choses ensemble ».

Cependant, M. Tchernenko, qui a poursuivi mercredi ses entretiens avec les dirigeants étrangers venus assister aux obsèques de Iouri Andropov, a décliné, avec M. Fidel Castro, « les intrigues agressives de l'impérialisme américain ».

De notre correspondant

Moscou. — Dans le district moscovite de Proklatarski, une ouvrière d'une usine de roulements à billes a été choisie pour remplacer Iouri Andropov, qui était candidat dans cette circonscription aux élections au Soviet suprême du 4 mars prochain. La vie reprend donc son cours normal à Moscou, tandis que les derniers chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers quittent la capitale soviétique.

Le dernier dirigeant occidental à partir a été M. Trudeau, qui avait rencontré, mercredi 15 février, M. Tchernenko. Le premier ministre canadien a, semble-t-il, bénéficié d'un traitement de faveur. Un compte rendu succinct de son entretien avec le nouveau secrétaire général est publié ce jeudi en première page de la *Pravda*. M. Trudeau est ainsi mis sur le même pied — du moins typographique — que quatre amis et alliés de l'URSS qui ont droit, ce jeudi, au même honneur : M. Castro (Cuba), Truong Chinh (Vietnam), Ortega (Nicaragua) et Karmal (Afghanistan).

Ce compte rendu fait référence à la nécessité de « revenir sur le chemin de la détente ». M. Trudeau, lors d'une conférence de presse, a également relevé que son interlocuteur avait, à plusieurs reprises, employé cette expression. « Je crois qu'il y aura une continuité avec l'esprit de Brejnev, qui était un esprit de détente », a déclaré le premier ministre canadien. M. Trudeau a déclaré M. Tchernenko comme un homme « pratique, solide et réaliste qui va droit au but ».

Le général Zia-Ul-Haq n'a pas eu droit au même traitement. L'occasion était pourtant bonne de reprendre contact avec le président pakistanais, dont le pays sert de base

arrière aux maquisards afghans. En novembre 1982, Iouri Andropov lui avait accordé quarante minutes d'entretien, malgré la présence de dizaines d'autres dirigeants étrangers venus aux obsèques de Brejnev. L'évidence, l'Afghanistan était alors au centre de ses soucis.

Les responsables soviétiques — en tout premier lieu M. Gromyko — en ont-ils tiré depuis la conclusion qu'il était inutile de parler au président pakistanais ? Toujours est-il qu'ils lui ont infligé cette fois une humiliation de mille.

M. Zia-Ul-Haq, qui avait fait connaître son désir de rencontrer M. Tchernenko après les cérémonies de la place Rouge, est resté pour cela jusqu'à mercredi à Moscou. Non seulement l'audience n'a pas été accordée, mais il n'y a même pas eu de réponse formelle à sa requête. Cela peut signifier aussi que M. Tchernenko, au moins dans l'immédiat, est beaucoup moins préoccupé par le dossier afghan que ne l'avait été son prédécesseur.

Le compte rendu de l'entretien entre MM. Tchernenko et Karmal, chef du Parti afghan, outre les formules habituelles sur l'« amitié traditionnelle » entre les deux pays et l'« atmosphère chaleureuse » de la rencontre, indique seulement que « les relations soviéto-afghanes et la situation autour de l'Afghanistan » ont été évoquées, la situation intérieure afghane relevant évidemment de la seule souveraineté de Kaboul.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LE VICE-PREMIER MINISTRE CHINOIS A ÉTÉ REÇU PAR M. ALIEV

Recevant son homologue chinois, M. Wan Li, qui conduisait la délégation de la République populaire aux obsèques de Iouri Andropov, le premier vice-premier ministre d'URSS, M. Aliev, a affirmé que la direction soviétique a toujours été favorable « à l'amélioration des relations entre l'URSS et la Chine ». Cité par l'agence Tass, M. Wan Li a exprimé l'espoir que « les relations entre les deux pays iront en se développant ».

En novembre 1982, le chef de la délégation chinoise aux obsèques de Léonid Brejnev, M. Huang Hua, alors ministre des affaires étrangères, avait été reçu par son homologue, M. Gromyko. Certains observateurs s'attendaient que M. Wan Li, qui est la plus haute personnalité chinoise à se rendre en URSS depuis vingt ans, soit reçu par M. Tchernenko lui-même, ce qui aurait marqué un nouveau pas dans le processus de rapprochement entre les deux pays.

Le fait que cette entrevue n'ait pas eu lieu ne semble pas cependant devoir être interprété comme le signe d'un refroidissement nouveau dans les relations sino-soviétiques. A Pékin en effet, un autre vice-premier ministre chinois, M. Ji Pengfei, a déclaré dans une interview à la revue *Affaires mondiales* que la Chine s'attendait à « des progrès substantiels » lors de la prochaine session des discussions soviéto-chinoises qui doit avoir lieu au mois de mars prochain à Moscou. M. Ji Pengfei a laissé entendre qu'un échange de visites d'un haut niveau pourrait intervenir prochainement, faisant ainsi allusion au projet de voyage à Pékin du premier vice-premier ministre soviétique, spécialiste des échanges économiques, M. Ivan Arkhipov.

● **Départ à la retraite du ministre de la construction industrielle.** — M. Alexandre Tokarev, ministre de la construction industrielle, a fait valoir ses droits à la retraite et a été libéré de ses fonctions, a indiqué, le mercredi 15 février, Radio-Moscou. M. Tokarev, âgé de soixante-trois ans, occupait ce poste depuis 1967. — (AFP.)

URSS

Le Kremlin sans maître

(Suite de la première page.)

Peut-être, s'il avait vécu, Iouri Andropov serait-il parvenu à s'imposer comme un nouveau maître du Kremlin. Il en avait manifestement le caractère, la volonté, et aussi les moyens. Dix-sept ans à la tête du KGB, cela permet d'accumuler pas mal de dossiers, donc autant d'arguments susceptibles de faire taire les plus assidueux. Brejnev et ses collaborateurs eurent d'ailleurs l'occasion de s'en rendre compte pendant les dix premiers mois de 1982, lorsqu'ils durent faire face aux campagnes de discrédit lancées contre des proches du secrétaire général et qui ne pouvaient être l'œuvre que du KGB.

Parti immédiatement sur la voie de l'épuration au nom de la lutte contre la corruption, du retour à la discipline socialiste et de l'exaltation de la productivité en tout genre, Iouri Andropov fut victime de la maladie qui le minait. Quand ses collègues ont été mis au courant de cet élément nouveau ? On peut penser que ce fut au début de juin 1983. Il y eut en effet, ce mois-là, un important plénum du Comité central. Quelques jours avant qu'il ne se réunisse, les rumeurs généralement répandues dans Moscou laissaient entendre que M. Constantin Tchernenko serait rétrogradé.

Ce fut le contraire qui se produisit : ce plénum, qui fut marqué par un discours particulièrement « dur » du compagnon de Brejnev, permit à M. Tchernenko de « récupérer » le secteur de l'Industrie, dont Andropov avait hérité à la mort de Sousslov. Echange de bons procédés ? Deux membres de la « jeune génération » favorables à Andropov firent, à ce moment-là, l'objet de promotion : M. Romanov entra au secrétariat, et M. Voronin entra au bureau politique, mais en tant que suppléant seulement.

C'est une hypothèse, mais elle mérite d'être prise en considération : le réajustement de juin 1983 ne marque-t-il pas le début de la succession d'Andropov ? Tout, ensuite, va en effet très vite. C'est à partir du 18 août que Iouri Andropov disparaît définitivement de la scène. Le lendemain, plus tôt, il avait paru en bien pire état à M. Kovitski, le président finlandais, qui lui avait rendu visite. Dès cette époque, les membres les plus influents du bureau politique savent manifestement que les mois, sinon les jours, de l'acrobate général sont comptés. Ce n'est pas sans raison que se seraient-ils pas déjà souciés d'assurer la continuité du pouvoir ?

Le choix était relativement simple pour les membres du bureau politique les plus importants : se rabattre sur un septuagénaire, et ne prendre pratiquement aucun risque, ou faire le saut d'un génération, ce qui désignerait à l'attention du comité central un « jeune » de cinquante ou de soixante ans. Le conservatisme a finalement prévalu, et ce n'est pas étonnant, tant il est vrai que l'inconnu est hasardeux pour tous ceux qui participent au pouvoir.

La désignation de M. Constantin Tchernenko, âgé de cinquante-deux ans à la santé sans doute précaire, si l'on se souvient qu'il avait disparu l'an dernier de la scène pendant plus de deux mois, constituait bien évidemment une solution de transition, et l'obscure compagnon de Léonid Brejnev n'est certainement pas le seul maître à bord. On dispose déjà de nombreux indices allant dans ce sens : le ton du discours d'acceptation prononcé lundi matin par M. Tchernenko devant le comité central, par exemple, est très « andropovien », ne se démarquant de la rhétorique officielle que par le nouveau promu a fait l'éloge de « charme personnel » et de la « modestie » de celui contre lequel il n'avait pas fait le poids quinze mois plus tôt, mais il a repris, au nom de la « continuité », les grandes idées de son prédécesseur pour accroître l'efficacité du système économique. Une seule omission : la lutte contre la corruption est passée sous silence, ce qui confirme bien que Iouri Andropov s'est servi de cette croisade pour éliminer ou réduire au silence certains de ses rivaux.

Autre indice significatif : la place importante que tient M. Gromyko depuis la mort d'Andropov. C'est ainsi que le ministre des affaires étrangères a pris la parole aux obsèques d'Andropov et qu'il a assisté à toutes les réunions de M. Tchernenko avec les chefs d'Etat et de gouvernement venus à cette occasion à Moscou. Il est probable que l'immuable ministre, qui est aussi vice-premier ministre et qui, jout, lui, d'une santé de fer, restera au contrôle de la diplomatie soviétique. Le maréchal Oustinov paraît également avoir rien perdu de son importance, ce qui n'implique d'ailleurs aucun danger de bonapartisme, puisque son rôle est plus de « tenir » l'armée que d'en exprimer les éventuelles ambitions. De la même manière, Iouri Andropov n'était pas un « flic » ayant investi le parti, mais un homme du parti qui avait été chargé, pendant dix-sept ans, de contrôler la police politique.

Reste enfin le « mystère » Gorbachev, du nom du benjamin du bureau politique — il n'a que cinquante-trois ans —, souvent cité en tête des « outsiders ». Lui aussi, depuis quelques jours, est apparu en bonne place aux côtés de M. Tchernenko. Certains officiels traditionnellement chargés des fuites de circonstance ont affirmé à des Occidentaux qu'il est le numéro deux dans la hiérarchie, ce que ne confirme pas encore l'ordre protocolaire relevé à plusieurs cérémonies. Autre indication : la télévision soviétique a annoncé mercredi soir 15 février que M. Mikhail Gorbachev avait pris la parole au cours du comité central qui a désigné M. Tchernenko comme secrétaire général. C'est une révélation qui confirme l'importance actuelle de M. Gorbachev. Mais de là à en conclure que ce spécialiste de l'agriculture, qui doit sa carrière tout aussi bien à Brejnev qu'à Andropov, est ou sera le vrai maître du Kremlin, il y a une marge.

La transition Tchernenko sera semée d'embûches pour les jeunes loups qui montrent trop leurs dents. Car c'est finalement la grande et la seule leçon que les apparatchiks ont tiré de la période de Staline : ils ne veulent plus être dévorés par un chef tout puissant.

JACQUES AMALRIC.

LES PIONNIERS DE L'ANTISOVÉTISSME

Il n'y a pas de limites à l'antisovétisme. Cette « perversion » a existé bien avant la formation de l'Union soviétique et même avant la naissance de la doctrine communiste. C'est en la conclusion qu'il s'impose après mésaventures d'un archiviste de Moscou, M. Alexandre Bogoslovski, avec le KGB. A la fin de l'année dernière, les représentants des « origines », à la recherche de littérature « antisovétique », le présentèrent à l'heure du déjeuner chez M. Bogoslovski. Ne trouvant rien, ils entreprirent de fouiller la bibliothèque laissée par son père Nicolas Bogoslovski, un spécialiste de littérature russe, ami de nombreux écrivains soviétiques, aujourd'hui décadés. Ils saisirent alors une dizaine d'ouvrages philosophiques russes d'avant la Révolution qui appelaient de temps à autre dans les vitrines des bouquinistes moscovites. Puis leur attention est attirée par un livre de poche en français, la réédition des souvenirs de Nicolas de Custine sur la Russie en 1839, l'un des plus sévères réquisitoires contre le régime tsariste (Nicolas I^{er} en avait interdit personnellement la diffusion en Russie) : « Ah ! voilà un livre antisovétique », antisovétique, aussi un brouillon d'articles sur l'incapacité du gouvernement russe... en 1918.

Parmi les ouvrages saisis, un recueil de 1910 avait été acheté chez un bouquiniste le plus légèrement du monde en 1958. Le juge d'instruction qui dirige la perquisition fait alors remarquer avec beaucoup d'à-propos : « Mais nous ne sommes pas en 1958 ! ».

PHILIPPE PONS.

Italie

Les Brigades rouges seraient responsables de l'assassinat du général américain Leamon R. Hunt

De notre correspondant

Rome. — Le général américain Leamon R. Hunt, responsable de la logistique de la force multinationale dans le Sinaï, a été assassiné, mercredi 15 février, à Rome, alors qu'il rentrait à son domicile dans sa voiture blindée. Attentat à la bombe par une rafale d'armes automatiques, il est mort à son arrivée à l'hôpital. L'attentat a été revendiqué par les Brigades rouges.

Il était 18 h 30. La voiture du général venait de s'arrêter devant la porte de son domicile dans le quartier moderne de l'Eur, et le chauffeur était en train d'activer l'ouverture automatique du garage lorsque, d'un véhicule, ont surgi deux hommes qui ont commencé à tirer sur l'autonome du général. Le blindage de celle-ci résistait, l'un d'eux a réussi à introduire le canon de son arme entre la protection en plastique et la vitre arrière, atteignant le général Hunt à la nuque. Enclenchant la marche arrière, le chauffeur a, semble-t-il, touché l'un des agresseurs, qui ont cependant réussi à fuir à bord d'une autre voiture où les attendait un complice. Le général n'avait pas d'escorte.

L'attentat était revendiqué, à peine une demi-heure plus tard, par un coup de téléphone anonyme à une radio privée de Milan : « Ici le Parti communiste combattant. Nous revendiquons l'attentat contre le général Hunt, garant des accords de Camp David. Hors du Liban les forces impérialistes ! Hors de l'OTAN l'Italie ! Non aux missiles à Comiso ! ».

La rapidité de la revendication de l'attentat, alors que les radios n'avaient pas encore donné le nom du général victime d'une agression,

les armes utilisées (probablement des mitrailleuses légères des forces armées italiennes, dont deux débris ont été retrouvés par les BR l'année dernière), la technique de l'attentat, enfin, donnent à penser aux enquêteurs qu'il peut s'agir des Brigades rouges. Le Parti communiste combattant est l'un des réseaux des BR né dans l'île militariste (dane) du mouvement terroriste. La police n'exclut cependant pas a priori l'hypothèse d'une action d'un commando arabe.

Agé de cinquante-six ans, le général Hunt, qui a fait une longue carrière de diplomate, surtout au Proche-Orient, habitait Rome depuis 1982, époque à laquelle le quartier général de la force multinationale dans le Sinaï (FMO) a été transféré dans la capitale italienne. Le choix de Rome s'explique par les facilités de liaison avec Le Caire et Jérusalem, mais aussi par le rôle que l'Italie joue dans le maintien des équilibres au Proche-Orient. La FMO, qui est en place depuis janvier 1982, a été créée sur la base des accords de Camp David entre l'Egypte, Israël et les États-Unis pour contrôler les mouvements armés dans le Sinaï. Elle est composée de trois mille cinq cents hommes. Dix pays en font partie, dont l'Italie et la France.

Le général Hunt est la septième victime d'attentats commis en Italie contre des personnalités étrangères depuis 1976. Le dernier avait été l'assassinat, le 21 janvier, de l'ambassadeur de Libye à Rome. Un autre officier américain, le général Dozier, avait été tué par les BR en 1981 et finalement libéré.

PHILIPPE PONS.

Le gouvernement demande une modification du statut de la banque du Vatican

De notre correspondant

Rome. — Depuis la faillite retentissante du Banco Ambrosiano, le statut de l'Institut pour les œuvres de religion (IOR), la banque du Vatican, mêlé à cette affaire, constitue un problème délicat dans les rapports entre l'Italie et le Saint-Siège. Bien que menant ses activités en territoire italien, l'IOR bénéficie, en effet, d'un statut d'extra-territorialité. Une situation pour le moins ambiguë du point de vue du droit.

Répondant à des interpellations parlementaires, mardi 14 février, M. Goria, ministre du Trésor, a déclaré qu'une « clarification de la situation de l'IOR » était nécessaire. Selon le ministre, l'Institut devrait prendre l'initiative de créer une filiale italienne, ce qui permettrait à la banque centrale d'exercer un contrôle, notamment sur les mouvements en devises qu'il effectue. L'IOR conserverait son statut d'extra-territorialité, mais ne pourrait plus entretenir de rapports bancaires avec des citoyens italiens, si non par l'entremise de sa filiale.

C'est la seconde fois qu'un ministre du Trésor aborde de front la question du statut de l'IOR. Une première fois, en octobre 1982, M. Andreotti avait évoqué les responsabilités éventuelles que pouvait avoir la banque vaticane dans le krach du Banco Ambrosiano. Sans préciser si l'IOR a ou non une responsabilité dans cette affaire, M. Goria a cependant confirmé officiellement qu'une négociation est actuellement en cours entre l'IOR et les banques créditrices du vieux Banco Ambrosiano.

En ce qui concerne l'enquête menée par une commission conjointe italo-vaticane, depuis décembre 1982, sur les liens IOR-Banco Ambrosiano, M. Goria a admis que les experts sont parvenus à des conclusions divergentes. Il a donc donné qu'il s'agit d'une affaire entre « institutions privées », il est impossible au gouvernement, a précisé M. Goria, de publier les conclusions de la commission mixte, à moins d'un accord entre les parties intéressées.

PH. P.

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

● **M. CRAXI A VIENNE.** — C'est la première fois qu'un chef de gouvernement italien visite l'Autriche depuis l'unité italienne, il y a cent trois ans. M. Bettino Craxi, président du conseil, est arrivé à Vienne, mercredi 15 février. Il devait s'entretenir avec M. Fred Sinowatz, chancelier autrichien, au sujet des droits et garanties (définies en 1969 par l'accord austro-italien) de la population germanophone du Tirol du Sud, province autrichienne et rattachée à l'Italie après la première guerre mondiale. — (AFP.)

Chili

● **ARRESTATION D'UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION.** — M. Manuel Almeyda, président du Mouvement démocratique populaire (MDP), a été arrêté et emprisonné, le mercredi 15 février, à Santiago-du-Chili. Le MDP est une coalition qui regroupe une fraction du Parti socialiste, le PC, ainsi que le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire). Récemment, M. Almeyda s'était prononcé en faveur de la grève générale pour accélérer le retour à la démocratie.

Guatemala

● **DÉPART DE L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN.** — M. Frederick Chapin doit quitter

son poste à la fin du mois de février, a annoncé, le lundi 13 février, M. Fernando Arce, ministre guatémaltèque des affaires étrangères. M. Chapin avait été rappelé à Washington, en novembre 1983, après la mort d'un ressortissant guatémaltèque travaillant à un projet américain. En outre, les dirigeants du pays reprochent à l'ambassadeur d'avoir eu des entretiens officiels avec les leaders de Belize, ex-Honduras britannique. — (Reuters.)

Kenya

● **PERSECUTIONS DANS LE NORD-EST.** — Deux députés d'origine somalienne ont accusé, mercredi 15 février, le commissaire (préfet) du district de Wajir (nord-est du pays, peuplé de Somaliens) d'avoir fait arrêter, depuis le 5 février, quelques milliers de suspects, détenus dans un « camp de concentration », sous le couvert de la lutte contre les « shifas » bandits qui opèrent traditionnellement aux confins somalo-kenyans). L'enquête, victime de ces persécutions serait celle des Degodia, un clan somali installé dans cette région désolée et difficile d'accès. — (Reuters.)

Nigéria

● **SAISIE DES AVIONS PRIVÉS.** — Les autorités ont annoncé, mercredi 15 février, la saisie de tous les avions privés, mesure qui affecte également les

appareils de location. Entre 1979 et 1982, près de 3,5 milliards de nairas (environ 5 millions de dollars, au taux officiel) auraient été consacrés à l'achat d'avions privés par une dizaine de riches Nigériens. — (AFP.)

RFA

● **LE PRIX CHARLEMAGNE.** — Le président de la RFA, M. Karl Carstens, s'est vu décerner vendredi dernier par la ville d'Aix-la-Chapelle le prix Charlemagne, qui récompense chaque année une personnalité particulièrement dévouée à la cause de l'unité européenne. Winston Churchill, Robert Schuman, Konrad Adenauer et le roi Juan Carlos figurent parmi les anciens lauréats les plus prestigieux de cette distinction.

Turquie

● **AMNESTY INTERNATIONAL DEMANDE DES EXPLICATIONS.** — L'organisation de défense des droits de l'homme, qui siège à Londres, a demandé, le mercredi 15 février, à Ankara, de s'expliquer sur la mort de sept détenus à la prison militaire de Diyarbakir, dans l'est de la Turquie. Elle a demandé, en outre, au général Necdet Uygur, chef d'état-major de l'armée turque, d'enquêter sur les nombreuses plaintes pour tortures et mauvais traitements dans les prisons, qui lui sont parvenues. — (Reuters.)

le Monde

LE MONDE EN

M. Lemoine

en tiendra

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

le Monde

LA TENSION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Lemoine : le gouvernement s'en tiendra au calendrier fixé

Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, qui était, mercredi 15 février, l'invité à déjeuner de l'Association de la presse calédonienne, s'est employé à déramatiser la portée du télégramme adressé la veille au président de la République par le secrétaire général de l'Union calédonienne (UC), M. Elie Macbora, au nom du Front indépendantiste de la Nouvelle-Calédonie, pour demander « le départ des Français » du territoire (le Monde du 16 février).

M. Lemoine a estimé que cette prise de position s'inscrit dans le cadre de la pré-campagne pour les prochaines élections territoriales que les indépendantistes envisagent de boycotter si le gouvernement ne modifie pas la loi électorale, afin d'exclure du droit de vote les résidents de fraîche date. Il s'est déclaré ouvert à certaines retouches du mode de scrutin majoritaire institué en 1979 et n'a pas exclu, en particulier, de supprimer la barre de 7,5 % des inscrits que chaque liste doit atteindre pour être représentée à l'Assemblée territoriale, actuellement contrôlée par la coalition du Front indépendantiste et les centristes de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNSC).

M. Lemoine a aussi précisé que le télégramme reçu à l'Elysée ne demandait pas comme l'avait laissé entendre M. Macbora, « le départ de tous les Français opposés à l'indépendance canaque et socialiste », mais le départ des « Français récemment installés en Nouvelle-Calédonie ». Il a ajouté que le vice-président du conseil de gouvernement (exécutif local), M. Jean-Marie Tjibaou, dirigeant de l'UC, en voyage à Paris, ne lui avait pas présenté une telle demande au cours de l'entretien qu'il avait eu avec lui mardi.

L'avenir de Mayotte

Dans l'entourage de M. Lemoine, on affirme même que M. Tjibaou aurait été surpris par les déclarations du secrétaire général de l'UC, alors qu'à Nouméa ce dernier avait déclaré que la décision d'envoyer le télégramme à l'Elysée avait été prise en concertation avec le chef de l'exécutif local. M. Lemoine a affirmé que le gouvernement, en tout cas, entend s'en tenir au calendrier fixé qui prévoit l'organisation d'un référendum dans le territoire en 1989.

M. Tjibaou et le président de l'Assemblée territoriale, M. Jean-Pierre Alfa (FNSC), venus en Europe pour avoir des contacts avec les représentants de la CEE, devaient être reçus, jeudi après-midi 16 février, par M. François Mitterrand.

Interrogé sur l'avenir de Mayotte, M. Lemoine n'a pas démenti que le gouvernement cherche à favoriser l'intégration de l'île au sein de la République des Comores. « Le problème posé est un problème de souveraineté, n'est-il pas, et c'est donc le ministre des relations extérieures

■ Un tract contre M^{me} Simone Veil distribué à l'Assemblée européenne. — Les membres de l'Assemblée de Strasbourg ont trouvé dans leur casier personnel un tract mettant en cause M^{me} Simone Veil pour son action du temps où elle était ministre de la Santé. Il lui était reproché de ne pas avoir interdit tous les médicaments à base de bismuth.

Ce document était signé par M. Olivier Roujansky qui, depuis 1978, mène campagne contre certains laboratoires pharmaceutiques, et qui, docteur en médecine, a été radié à vie par le conseil de l'ordre des médecins. M. Gérard Israël, député RPR à l'Assemblée européenne, a protesté, le mercredi 15 février, contre la distribution de ce tract dans le courrier officiel des parlementaires.

qui a la maîtrise des opérations. Je ferai ce qu'on me dira de faire. Nous devons respecter les engagements que nous avons à l'égard des Malorais, mais nous ne devons pas sous-estimer le problème des relations extérieures avec la République des Comores.

Le secrétaire d'Etat a également mis en avant la nécessité de prendre en considération la concurrence que livrent à la France l'Afrique du Sud et l'URSS pour le contrôle de la route du pétrole dans le canal du Mozambique.

A propos de l'appel à la grève illimitée décidée à partir du 20 février par les fonctionnaires de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon à la suite de la rupture des négociations engagées par le gouvernement, M. Lemoine a affirmé que six des sept revendications des syndicats « ont reçu une réponse » et que le dernier point en litige — la compensation de la réduction du pouvoir d'achat consécutif au rythme de l'inflation dans la zone dollar (17,7 % en 1983) — connaît « un sort particulier » au cours des négociations salariales qui auront lieu prochainement pour l'ensemble de la fonction publique.

A. R.

L'UPC confirme son retrait de l'assemblée de Corse

L'Union du peuple corse (UPC) a commenté, mercredi 15 février, dans un communiqué sa décision — annoncée la semaine dernière — de ne plus siéger à l'Assemblée régionale de Corse. Cette suspension de la participation à la vie politique insulaire du mouvement autonomiste, animée par le docteur Edmond Simonini, est davantage la conséquence d'un bilan final que d'une motivation particulière.

L'UPC, en effet, critique sans nuances la plupart des acteurs chargés de donner corps à l'Assemblée régionale, née des élections de l'été 1982. L'Etat, la « majorité nationale », l'opposition insulaire, les clans, sont considérés à des degrés divers comme les responsables du médiocre fonctionnement de cette assemblée. « La confusion politique y règne », estime le comité central de l'UPC. Les budgets ne sont plus utilisés pour le développement général mais en grande partie pour la satisfaction des intérêts de clan ou de coterie. Pour les autonomistes, l'Assemblée régionale serait plus qu'un « troisième conseil général ».

L'UPC critique aussi « le désengagement de l'Etat ». « En dépit des assurances données par le ministre de l'Intérieur et le chef de l'Etat, indique le communiqué, le pouvoir traite le statut particulier comme un hochet pour apaiser la revendication populaire. Paris s'est accommodé du clanisme en refusant, par exemple, de dénoncer l'utilisation perverse de l'argent public et de provoquer une refonte totale des listes électorales ».

Toutefois, au-delà de ce bilan, jugé négatif, le mouvement du Dr Simonini exprime sa déception d'une institution insulaire portuaise, dans sa conception, d'un projet de changement. Il reconnaît aussi qu'il n'a pas réellement trouvé sa place à l'Assemblée régionale. « (...) Une minorité peut faire beaucoup dans la clarté, mais dans la confusion, elle est elle-même noyée, et sa présence devient caution plus que

RECTIFICATIF. — M. Francis Bonnet, qui conduit la liste du PNF à l'élection municipale partielle de Draguignan, est fonctionnaire municipal de la commune de Hyères et non conseiller municipal comme nous l'avons écrit dans nos éditions datées du 16 février.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Les quatre membres du gouvernement ne devraient pas figurer sur la liste du PCF

Le comité central du parti communiste s'est réuni, jeudi 16 février, pour prendre connaissance, sur le rapport de M. René Piquet, de la liste des candidats aux élections européennes, proposée par le bureau politique. L'adoption définitive de cette liste et celle des orientations de la campagne européenne du PCF seront l'objet d'une réunion du conseil national (comité central élargi, notamment, aux parlementaires), prévue pour la mi-mars.

La liste des candidats communistes aux élections européennes, qui devait être rendue publique jeudi après-midi, est conduite par M. Georges Marchais. Aucun des quatre communistes siégeant au gouvernement ne devait en faire partie. En revanche, le secrétaire général a souhaité que la composition de la liste manifeste l'engagement de la direction du parti dans cette campagne.

En 1979, le PCF avait présenté une liste, conduite par M. Marchais, et dont les premières places étaient occupées, pour une large part, par des personnalités ne détenant pas

des responsabilités de premier plan au sein du parti, mais représentatives d'une région ou d'une catégorie socio-professionnelle. Il devait en aller autrement cette année, la présence des principaux dirigeants au début de la liste devant assurer une plus forte mobilisation du parti. Chacun sera, en effet, responsable du résultat obtenu dans sa région, et le succès ou l'échec de la campagne ne pourront être imputés au seul secrétaire général.

L'absence des membres du gouvernement résulte logiquement du fait que les communistes seront campagne notamment contre l'élargissement de la CEE, alors que la France, qui préside le conseil de la Communauté, est favorable au principe de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. Cette absence confirme, en outre, que le PCF entend distinguer ses propres interventions, d'une part, et, d'autre part, les orientations qu'assument ses représentants au gouvernement.

P. J.

LES COTES DE POPULARITÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET DU PREMIER MINISTRE SONT EN HAUSSE

Selon le sondage mensuel de l'IPSOS réalisé du 7 au 13 février auprès d'un échantillon représentatif de 1023 personnes et publié par France-Soir, 32 % des Français (31 % le mois dernier) se déclarent « très » ou « plutôt satisfaits » de M. François Mitterrand comme président de la République. 46 % d'entre eux (50 % précédemment) émettent un avis contraire. Quant au premier ministre, M. Pierre Mauroy, il satisfait 28 % des Français (25 % en janvier) et en mécontente 48 % (au lieu de 54 %).

Une enquête réalisée par BVA du 1^{er} au 5 février auprès d'un échantillon national de 999 personnes et publiée dans Paris-Match indique que 43 % des Français ont, comme le mois dernier, une bonne opinion de M. Mitterrand, 45 % d'entre eux (44 % en janvier) ont une opinion négative. M. Mauroy est en baisse. Il recueille 29 % d'avis positifs (au lieu de 32 % le mois dernier) et 58 % d'avis négatifs (54 % précédemment).

Propos et débats

M. Giscard d'Estaing : l'après-socialisme dans deux ans

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui sera l'invité de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2 le 5 mars, a déclaré, le 15 février, au cours d'un débat organisé par Magazine-Hobbs : « L'après-socialisme, si chacun fait son devoir, c'est pour dans deux ans, et il est urgent de s'y préparer. » L'ancien président estime qu'en 1986 « la France aura un taux de croissance relativement faible, un chômage réel de 2,8 millions de personnes, qu'il n'y aura plus d'ouvriers de plus de cinquante-cinq ans en activité et que l'inflation sera supérieure à celle des pays voisins ». Il a ajouté : « La réalisation de la politique de redressement suppose le consensus de deux Français sur trois ».

M. Debarge : le PC est acceptable

M. Marcel Debarge, secrétaire national du Parti socialiste aux relations extérieures, écrit, dans Paris-Match du 15 février : « Le Parti communiste cherche à se refaire une santé par une politique de slogans. Il prend date, sans plus. » Au plan gouvernemental, le PC se semble assumer la solidarité. Au niveau du Parti, il y a certes plus de distance dans les positions. Néanmoins, cela me paraît acceptable dans l'état actuel des choses ».

M. J.-C. Gaudin : accords locaux avec M. Le Pen

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale a déclaré à Metz mercredi 15 février : « Je ne vois pas comment le Parti républicain pourrait constituer une liste dissidente car elle créerait la division et n'aurait pas la potentialité qu'elle espérait sur l'échiquier politique. Cette liste se situerait à droite de M^{me} Veil et à gauche de M. Le Pen et elle serait obligée de tenir le même langage que ce dernier, ce qui est impensable ! » Il a ajouté : « Nous n'avons avec le Front National qu'un point de convergence : nous sommes opposés à la pénétration du communisme. Pour le moment nous n'avons prévu avec lui que la conclusion d'accords locaux ».

M^{me} Pelletier : auto-stop

M^{me} Monique Pelletier, ancien ministre, membre du Conseil national de l'UDF, a déclaré à RTL : « Les électeurs de M. Le Pen sont contre le fisc, contre les immigrés, contre tout. C'est le front du refus. Est-ce que nous, opposition, n'avons pas créé un peu un désert au niveau des idées, des projets ? » Reprenant la formule de M. Peyrefitte à l'égard de M. Marchais en 1972, M^{me} Pelletier a ajouté, visant M. Le Pen : « Je ne le prendrais pas en auto-stop ».

M. Genesseeux : pour les immigrés

M. Guy Genesseeux, président du Parti démocrate français (opposition), conseiller de Paris (groupe RPR), a déclaré à M. Mitterrand dans laquelle il écrit : « Dire que renvoyer un immigré chez lui donnerait un emploi en France est grotesque (...). Je vous demande, ainsi qu'à tous les responsables de partis, d'obtenir du président de la République la création d'une grande « table ronde » des partis politiques où les immigrés seraient représentés en premier lieu ».

La Défense (Hauts-de-Seine) change de directeur

M. Jean-Paul Lacaze, actuel directeur général de l'Etablissement public pour l'aménagement de la Défense (EPAD), quartier d'affaires et d'habitation situé à l'ouest de Paris, dans les Hauts-de-Seine, va être remplacé par M. Jacques Deschamps, ancien directeur général de la RATP, a-t-on appris le mardi 14 février après une réunion du conseil d'administration de l'EPAD.

Le ministre de l'urbanisme et du logement, M. Paul Quilès, s'apprête à confier à M. Lacaze d'importantes responsabilités dans le cadre de la nouvelle politique urbaine, indiquée au ministre. M. Lacaze, qui dirigeait l'EPAD depuis 1979, prendra d'ici quelques semaines la direction générale de l'Agence nationale pour l'aménagement de l'habitat (ANAH), qu'il aura pour mission de « rénover profondément ». Il sera en outre chargé de préparer une rencontre internationale sur les problèmes du logement dans les grandes zones urbaines des pays développés.

[M. Jacques Deschamps, né le 29 juillet 1925 à Clermont-Ferrand, dans le Puy-de-Dôme, ancien élève de l'Ecole polytechnique, est inspecteur général des ponts et chaussées. Après un début de carrière au Maroc à la direc-

tion des travaux publics de 1950 à 1961, il rejoint en métropole les services de l'équipement, avant d'être détaché à la RATP en 1966. Il en devient le directeur général en 1975, poste qu'il occupe jusqu'en 1981. M. Deschamps est officier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite.]


[M. Jean-Paul Lacaze, né en décembre 1930 à Paris, ancien élève de l'Ecole polytechnique, est ingénieur en chef des ponts et chaussées. Il a commencé sa carrière en 1954 au service départemental des ponts et chaussées des Pyrénées-Atlantiques, puis du département de la Seine. En 1965, il est nommé directeur pour l'organisation d'étude et d'aménagement de la Basse Vallée de la Seine. En 1969, il devient directeur général de l'Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle du Val d'Avenir (Eure). De 1976 à 1979, il est secrétaire général de la mission interministérielle d'aménagement du Languedoc-Roussillon. Après quoi, il est nommé directeur général adjoint puis directeur de l'Etablissement public d'aménagement de la Défense.]

■ Le Front national contre la création d'une mosquée à Dunkerque. — La section du Front national de Dunkerque (Nord), créée le 9 janvier dernier et qui compte selon son président, M. André Herin, une centaine de membres, s'inquiète de la création prochaine d'une mosquée et d'une école coranique dans l'agglomération de Dunkerque.



Inoubliable Canada
Plus abordable que vous ne croyez ! Avec Air Canada.

Gratuit: le Canada d'Air Canada.




Elle sort le 10 février, à l'occasion de la Semaine Mondiale du Tourisme! La brochure Air Canada, c'est le Canada en Technicolor, une mine de renseignements pratiques et la découverte des tarifs Air Canada, les bien nommées « Meilleures Aubaines ».

Découvrez-la en première mondiale au CNIT La Défense du 10 au 19 février, ou demandez-la à votre agent de voyages et chez Air Canada. Elle vous promet des vacances inoubliables, avec Air Canada.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

Paris : Service Tourisme - 24, bd des Capucines 75008. Tél. (1) 742.21.21. Lyon : 66, place de la République 69002. Tél. (7) 842.43.17



AIR CANADA
Intercontinental

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 15 février, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été diffusé :

CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le ministre des relations extérieures a présenté quatre projets de loi autorisant la ratification de conventions internationales :

- La convention franco-portugaise du 20 juillet 1983 à pour objet de réviser, dans l'intérêt des enfants, les difficultés d'application des décisions judiciaires liées au divorce ou à la séparation de parents résidant respectivement en France et au Portugal ;

- Les conventions internationales du travail n° 141, 142 et 149 ont pour objet de fixer des dispositions d'ordre général dans le domaine de l'orientation et la formation professionnelle des jeunes et des adultes, dans celui du développement rural et en ce qui concerne les services et le personnel infirmier. En adhérent à ces accords conclus sous l'égide de l'Organisation internationale du travail, la France confirme son attachement à des principes déjà inscrits dans la loi française : il ne sera donc pas nécessaire, du fait de ces ratifications, de modifier les lois et règlements déjà adoptés par notre pays en ces matières.

LE REVENU DES TRAVAILLEURS PRIVÉS D'EMPLOI

Sur proposition du ministre délégué chargé de l'emploi, le conseil des ministres a adopté une ordonnance, prise en application de la loi d'habilitation du 20 décembre 1983, relative au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi.

Le système actuel d'indemnisation a été fixé initialement par la loi du 16 janvier 1979 et l'accord des partenaires sociaux pris pour son application. Modifié par voie réglementaire et prolongé par des accords successifs, ce système prendra fin le 31 mars 1984.

Un nouvel accord négocié par les partenaires sociaux a été conclu le 10 janvier 1984. Il repose sur le principe de la séparation entre les allocations d'assurance financées par des contributions des partenaires sociaux et les allocations de solidarité à la charge de l'État. Il définit le régime des allocations d'assurance.

Parallèlement, une concertation a eu lieu pour définir les grandes lignes du régime des allocations de solidarité à mettre en place par l'État. Elle a abouti, le 9 février 1984, à un relevé de conclusion signé par l'ensemble des partenaires sociaux.

L'ordonnance adoptée par le conseil des ministres constitue l'aboutissement de ces différentes procédures. Elle définit l'archi-

tecture d'ensemble du nouveau système qui prendra effet le 1^{er} avril 1984. Elle fixe les modalités d'attribution des allocations de solidarité :

- Une allocation d'insertion accordée sous certaines conditions aux jeunes et aux femmes seules à la recherche d'un emploi ;

- Une allocation spécifique destinée aux chômeurs de longue durée qui ont épuisé leurs droits aux allocations d'assurance ;

Les allocations d'assurance et les allocations de solidarité seront servies par les mêmes institutions gestionnaires : les attributaires de prestations pourront ainsi s'adresser, quelle que soit la nature de celles-ci, à un guichet unique.

LE STATUT DES PERSONNELS ENSEIGNANTS ET HOSPITALIERS DES CENTRES HOSPITALIERS ET UNIVERSITAIRES

Le ministre de l'éducation nationale a présenté au conseil des ministres un projet de décret portant statut des personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires. Ce texte remplace le décret du 24 septembre 1960, pris en application de l'ordonnance du 30 décembre 1958, dont les principes fondamentaux sont maintenus.

Le nouveau décret simplifie le statut des différents corps de personnels hospitalo-universitaires exerçant conjointement une fonction hospitalière et une fonction d'enseignement et de recherche. Il respecte la spécificité des disciplines médi-

cales à l'université et organise une coopération étroite entre l'hôpital et l'université. Il facilite l'ouverture de l'hôpital aux techniques scientifiques nouvelles et garantit le développement d'une médecine de haut niveau.

Dans les disciplines cliniques, les personnels hospitaliers sont regroupés en un corps de professeurs. Dans les disciplines biologiques et mixtes, un corps de maîtres de conférences et un corps de professeurs sont créés.

Les praticiens hospitaliers, dont le statut est fixé par un autre décret, peuvent, après avoir été détachés sur des postes hospitalo-universitaires, accéder à ces corps.

Un tour extérieur de recrutement est également prévu pour chacun de ces corps. Il est ouvert à des chercheurs et à des praticiens hospitaliers.

Un ensemble de mesures transitoires résultant de la concertation menée avec l'ensemble des syndicats hospitaliers maintiendra ou améliorera les droits des personnels actuellement en fonctions.

LA SITUATION INTERNATIONALE

Réunion ministérielle franco-espagnole :

Dix membres des gouvernements français et espagnol se sont réunis les 11 et 12 février à Rambouillet pour la pratique semestrielle existant depuis le début de 1983. Tous les aspects de la relation entre les deux pays ont ainsi pu être examinés

de manière approfondie entre les ministres concernés.

Convention de Lomé :

Le ministre des relations extérieures a rendu compte de la conférence ministérielle de négociation entre la Communauté européenne et les seize pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique qui lui sont associés par les accords de Lomé.

Le gouvernement confirme son intérêt pour le modèle original de relations entre les pays industrialisés et les pays en développement que représente la convention de Lomé. Nulle part ailleurs n'existe un tel rapport, commercial, plurinational, global dans ses champs et méthodes d'application. Une région entière, l'Afrique du sud du Sahara, est ainsi liée à l'Europe dans des conditions exemplaires.

La France souhaite que la négociation puisse s'achever à temps pour l'adoption d'une nouvelle convention, Lomé III.

LA LUTTE CONTRE LES TRAFICANTS DE DROGUE

Le secrétaire d'État, chargé de la sécurité publique, a présenté au conseil des ministres une communication sur le bilan de la lutte contre les trafiquants de drogue.

L'action engagée sera poursuivie et constitue l'un des volets de la politique globale menée par des différents ministères intéressés sous l'égide de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.

(Lire page 9.)

LE BILAN ÉNERGÉTIQUE EN 1983

Le secrétaire d'État chargé de l'énergie a présenté au conseil des ministres une communication sur le bilan énergétique de la France en 1983.

I. - Les principaux éléments de ce bilan sont les suivants :

- La consommation totale d'énergie de la France a décroché pour la quatrième année consécutive ;

- La production nationale d'énergie s'est accrue de 8 millions de tonnes d'équivalent pétrole par rapport à 1982 à la faveur d'une progression soutenue de la production nucléaire et de la stabilisation de la production nationale de charbon et d'hydrocarbures ;

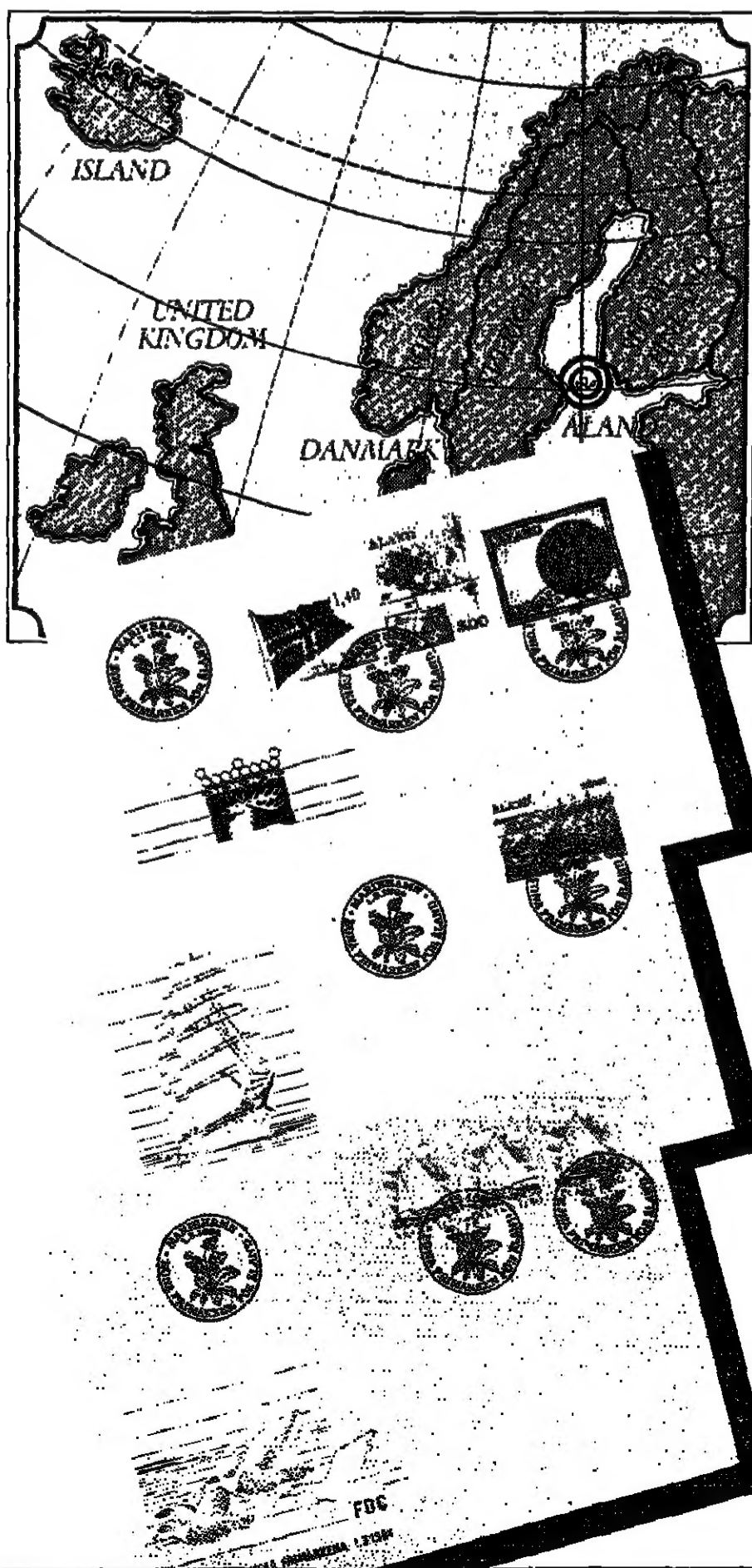
- Les importations d'énergie ont baissé de 5 % par rapport à 1982 en dépit d'une hausse de 16 % du dollar, qui est la troisième dans laquelle ces importations sont payées ;

An total, nous avons d'indépendance énergétique a atteint 37,8 % ce qui représente une progression de près de 4 % par rapport à 1982.

II. - Les résultats ainsi obtenus sont conformes aux objectifs que le gouvernement s'est fixés en vue d'atteindre en 1990 un taux d'indépendance énergétique de 50 %.

Pour tirer le meilleur parti de nos atouts la politique d'utilisation nationale de l'énergie sera poursuivie. En outre, il convient que les entreprises du secteur énergétique soient gérées de façon rigoureuse et développent leurs efforts de commercialisation.

Trouvez un trésor dans la Mer Baltique
A tous les collectionneurs de timbres en France.



Une des séries de timbres européennes les plus exceptionnelles de ce siècle sera émise le 1 mars 1984.

L'archipel d'Åland est situé dans la Mer Baltique, entre la Finlande et la Suède. Il comprend 6 574 îles, dont le nombre des habitants est d'environ 23 000. Åland est un district autonome appartenant à la Finlande. Sa position a été ratifiée en 1921 par une décision prise par la Société des Nations. Conformément à cette décision, Åland est complètement démilitarisé. La position de la province fait preuve d'une unité internationale exceptionnelle.

Maintenant, le 1^{er} mars 1984, Åland aura ses propres timbres-poste. La première émission comprend sept timbres et cinq motifs. La valeur faciale des timbres est de 18,20 FIM au total. Le prix des Enveloppes Premier Jour (3 exemplaires), produites en connexion avec cette émission, est de 0,50 FIM/enveloppe. Le prix de vente de l'assortiment annuel est de 50,00 FIM.

Vous pouvez vous abonner aux timbres-poste d'Åland et aux autres timbres émis par la Direction Générale des Postes et des Télécommunications de Finlande en versant au CCP 2118-5 de la Section Philatélique une somme correspondant aux commandes d'une année, le minimum étant de 50,00 FIM. Vous pouvez aussi commander les timbres-poste et l'assortiment annuel à la Section Philatélique par commande isolée, en versant au CCP 1800-5 de la Section une somme correspondant à votre commande.

Dans les deux cas, le paiement peut aussi être effectué par chèque certifié, par mandat international ou par coupon-réponse international.

DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
Section Philatélique
Boîte postale 654
SF-00101 HELSINKI 10
FINLANDE
Téléphone : +358 0195 4732
+358 0195 4787

BUREAU DE POSTE PRINCIPAL DE MARIEHAMN
Service Philatélique
Boîte postale 108
SF-22101 MARIEHAMN
ÅLAND
FINLANDE
Téléphone : +358 28 14460

M. RALITE ET LES DÉLAIS DE LICENCIEMENT

« Un écart »

L'examen de l'ordonnance fixant les grandes lignes du nouveau régime d'indemnisation du chômage, qui constituait mercredi 15 février le plus important des sujets inscrits à l'ordre du jour du conseil des ministres, n'a donné lieu de la part des membres du gouvernement à aucune délibération particulière.

Le ministre-délégué chargé de l'emploi, M. Jack Ralite, a personnellement insisté toutefois sur la nécessité de compléter ultérieurement cette ordonnance par des dispositions qui puissent garantir un revenu de remplacement aux catégories professionnelles qui ne sont pas couvertes par le nouveau système d'indemnisation, notamment les gens du spectacle, les agents intermédiaires de la fonction publique, les travailleurs intermittents et saisonniers.

En revanche, une déclaration faite par M. Ralite au terme du conseil des ministres a suscité certaines interrogations tant à l'Élysée qu'à l'hôtel Matignon. Questionnée par les journalistes sur l'éventualité de mesures tendant à réduire les délais de licenciement, le ministre chargé de l'emploi a en effet déclaré sur le perron de l'Élysée : « Cela est réglementé par la loi de 1975. Je n'ai pas eu d'indications du président de la République... Il y a des gens qui aiment bien faire de la politique dans la stratosphère, mais moi qui suis sur le terrain je fais avec les outils que nous avons, et M. Mitterrand ne m'a pas demandé de les modifier. Je pense que le perron, qui augmente les licenciements économiques, voudrait le faire plus librement. Mais on sait bien, et le conflit Talbot le prouve, qu'il faut du temps et de vraies négociations. »

Dans l'entourage du président de la République et du premier ministre, certains conseillers ont aussitôt tenu à relever que, faisant cette déclaration, M. Ralite laissait l'impression de ne faire aucun cas des directives qui ont bel et bien été données par M. François Mitterrand. L'opportunité de réduire dans certains cas les délais de licenciement avait été évoquée une première fois au conseil des ministres du 1^{er} février.

Le ministre du commerce extérieur, M^{me} Edith Cresson, avait précédemment en ces termes une modification de la réglementation relative aux contrats à durée déterminée dans le cadre des contrats à l'exportation. Le ministre des affaires sociales, M. Pierre Bérégovoy, avait souligné que toute modification de la législation du travail se heurterait à l'hostilité des syndicats ouvriers. Le chef de l'État, qui venait d'avoir l'occasion de s'entretenir de ce sujet avec les représentants professionnels du secteur du bâtiment et des travaux publics, avait néanmoins souligné qu'il n'était pas le moyen de recourir certains délais de licenciement sans porter atteinte au dispositif législatif. Et onze jours plus tard, au cours de l'émission « 7 sur 7 » de TF1, M. Mitterrand affirmait publiquement : « Le lecteur des réponses apportées aux demandes justifiées de licenciement est souvenu une cause de difficulté. Il faut corriger cela. » Il est clair, selon l'Élysée et l'hôtel Matignon, que, dans l'esprit du chef de l'État, il s'agit moins de modifier la législation en vigueur que de donner aux services administratifs concernés les instructions nécessaires pour réduire de plusieurs semaines et même de plusieurs mois dans la pratique des délais qui excèdent souvent six mois alors que théoriquement ils ne devraient pas dépasser un mois en cas de licenciements conjoncturels et trois mois en cas de licenciements structurels.

Tout en considérant que la déclaration de M. Ralite n'était pas dans le fond contradictoire avec la volonté présidentielle, il n'est pas question en effet de modifier la loi de 1975, on jugeait « peu acceptable », de source autorisée et que le ministre chargé de l'emploi feignait d'ignorer les déclarations du président et se montre ostensiblement « aussi peu zélé » au risque que le chef de l'État paraisse avoir parlé pour ne rien dire. « M. Ralite a commis un écart », concluaient-ils. Sans aller cependant jusqu'à interpréter l'attitude du ministre communiste.

ALAIN ROLLAT.

Un mouvement préfectoral

HAUTES-ALPES

M. RÉMY PAUTRAT

M. Rémy Pautrat, sous-préfet, chef de cabinet de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, est nommé commissaire de la République des Hautes-Alpes. (Né le 12 février 1940 à Noyen (Nièvre), M. Rémy Pautrat, ancien élève de l'ENA, a été détaché au titre de la coopération au ministère des finances et du Plan en Algérie. Il fut ensuite administrateur au ministère de l'Industrie et de la recherche, secrétaire général adjoint du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz avant d'être détaché en 1978 comme sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de la Moselle (M. Chevillon). Il était secrétaire général de l'Yonne depuis 1979, quand il est devenu en 1981 chef de cabinet de M. Cheysson.)

M. Paul Cousseran, qui avait été démis de ses fonctions de directeur général de la police nationale et nommé préfet hors cadre en juin 1983 après les manifestations policières du 3 juin, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite.

LA LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE

Plusieurs centaines de magistrats et de médecins ont suivi en 1983 une formation sur la drogue

MM. Franck Perriez et Jean Calvet, respectivement président et secrétaire de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie, ont dressé, jeudi 16 février, le bilan des actions entreprises depuis la réunion, le 2 février 1983, du comité interministériel chargé des problèmes de la drogue. Ce comité avait pris plusieurs décisions concernant les actions de formation, l'adaptation des méthodes de répression et l'amélioration de la réinsertion.

En un an, la mission a pu mettre en application plusieurs mesures préconisées. Elle a notamment mis en place une formation des spécialistes et des médecins généralistes,

et formé deux cents personnes appartenant aux professions de l'éducation. Elle a d'autre part aidé les policiers et les personnels du ministère de la justice, principalement les magistrats, à mieux connaître la question de la toxicomanie.

Les moyens de la mission ont été renforcés, un budget propre lui a été alloué, et cinq chargés de mission travaillent aux côtés de MM. Perriez et Calvet. Ces moyens accrus ont permis l'étude d'un nouvel appareil statistique, sous la responsabilité du docteur Rodolphe Ingold et de M. Jean-Jacques Brachet, pour une meilleure évaluation du phénomène de la drogue.

Enfin, M. Perriez annonce plusieurs mesures ponctuelles concernant les solvants. A l'heure actuelle, trois principales catégories de produits sont détournées de leur usage normal : l'éther, le trichloréthylène et certaines colles. D'ores et déjà, la mission a obtenu l'interdiction de la vente aux mineurs du trichloréthylène (le Monde du 16 février) et des produits en contenant plus de 5 %. En ce qui concerne les colles, des procédures de dénaturation, difficiles à mettre au point, sont en cours d'étude et devraient être prochainement mises en œuvre. Enfin, la mission envisage la limitation de la vente libre au public de l'éther.

A PARIS

Les suites de l'évacuation de l'ilot Chalon

C'est sur commission rogatoire délivrée par M. Gilles Boulouque, juge d'instruction à Paris, qu'a été décidée la vaste opération de police menée, mardi 14 février, dans l'ilot Chalon, un quartier vétuste du douzième arrondissement de Paris (le Monde du 16 février).

Trois cent quatre vingt dix grammes d'héroïne, 30 grammes de cocaïne et plus de 1 kilo de bachelin ont été saisis lors des perquisitions, et vingt-cinq personnes - dix usagers et seize trafiquants et revendeurs - ont été entendues par la brigade des stupéfiants. D'autre part, une cinquantaine d'étrangers ont été déferés, le 15 février, devant le tribunal correctionnel pour défaut de titres de séjour. Enfin, six personnes ont été placées en garde à vue, et deux autres auront à répondre de l'existence d'un atelier clandestin de coupe.

L'opération, si elle a suscité l'assentiment d'élus communistes des

Hauts-de-Seine - MM. Yves Sautmont, maire de Nanterre, Dominique Frélaud, maire de Colombes, et M^{me} Jacqueline Frayssé-Cazalis, député de Nanterre-Suresnes, qui « se félicitent de la fermeté avec laquelle cette initiative a été menée » - n'en a pas moins provoqué leur colère à propos de ses conséquences. A leurs yeux, la décision de transférer à Nanterre les squatters expulsés de l'ilot Chalon est « inadmissible ». Ils exigent le « départ immédiat » de ces personnes, provisoirement hébergées à la Maison de Nanterre, hôpital-hospice et dépôt de mendicité d'une capacité de mille places.

[Le projet de rénovation-réhabilitation de l'ilot Chalon, mis à l'enquête publique en février 1983, prévoit la démolition de 1400 logements, la construction de 500 logements, d'un hôtel et d'un foyer pour travailleurs immigrés de 120 lits. La réhabilitation portera sur 150 logements. Le conseil de Paris a définitivement approuvé ce dossier le 24 octobre 1983.]

30 % des Français victimes d'accident sont des buveurs chroniques

M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, lance, jeudi 16 février, une campagne nationale sur « la prévention des risques liés à la consommation excessive des boissons contenant de l'alcool » (1). Cette campagne, organisée par le Comité français d'éducation pour la santé, fera l'objet pendant plusieurs mois de nombreux messages diffusés sur le thème « Un verre, ça va... trois verres, ça fait du mal ». A cette occasion, M. Hervé a rendu publics les premiers résultats d'une vaste enquête épidémiologique sur les liens entre alcoolisme et alcool.

Sur cent personnes victimes d'un accident corporel, près de trente sont des buveurs chroniques et dix des buveurs occasionnels. Telle est la première conclusion de cette enquête épidémiologique de grande dimension qui, pour la première fois en France, apporte des données précieuses sur les liens pouvant exister entre l'imprégnation alcoolique, qu'elle soit chronique ou aiguë, et la traumatologie.

Cette enquête a été réalisée par un groupe de travail comprenant des experts du Haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme, de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale et de l'Organisation nationale de la sécurité routière. Elle a été financée par la direction générale de la santé. L'une de ses originalités tient à la méthodologie retenue. On a proposé comme sujet de thèse à une vingtaine d'étudiants en médecine, dans vingt et un hôpitaux répartis sur

l'ensemble du territoire, de recueillir dans les mêmes conditions une série de données biologiques chez les personnes arrivant aux urgences chirurgicales des hôpitaux.

D'octobre 1982 à mai 1983, quatre mille huit cents observations furent ainsi recueillies et groupées en différentes catégories : accidents de la circulation, accidents domestiques, accidents au travail, suites de rixes, accidents sportifs. Pour chaque patient, plusieurs dosages étaient effectués. Il s'agissait d'établir le degré d'imprégnation alcoolique au moment de l'accident (alcoolémie), mais aussi de déterminer si l'on avait affaire à un « buveur chronique ». Certains paramètres biologiques (comme les résultats du dosage d'un enzyme hépatique, la gamma glutamyl transférase ou de la mesure du « volume globulaire moyen » des globules rouges sanguins) constituent en effet de véritables stigmates de l'imprégnation alcoolique chronique.

Ce sont les accidents, conséquences de rixes, qui détiennent le record des alcoolémies élevées. Viennent ensuite les accidents de la voie publique et les accidents domestiques. En revanche, les accidents du travail et ceux qui sont liés à la pratique d'un sport présentent les plus faibles pourcentages d'alcoolémie élevée.

L'analyse complète des résultats n'est pas terminée.

La difficulté qu'il y a pour certaines catégories, comme celles des accidents domestiques, à constituer des « groupes témoins » rend très ardue l'établissement d'une corrélation entre l'alcool et l'accident, entre la dose et l'effet. Néanmoins, la photographie ainsi obtenue donne déjà une première image de la réalité qui témoigne à la fois de l'ampleur du phénomène alcool sur le terrain quotidien et de la fréquence de ses conséquences chirurgicales.

D'autre part, M. Hervé a indiqué qu'un projet de loi anti-alcoolique (nouvelle organisation des structures de prévention et de soins, contrôle de la publicité en faveur des boissons alcoolisées) fait actuellement l'objet de discussions interministérielles.

JEAN-YVES NAU.

(1) Le Monde Aujourd'hui date 19-20 février consacrera un dossier à cette campagne.

JUGEMENT LE 24 AVRIL AU PROCÈS PARIBAS

La défense d'un dirigeant suprême

Les débats du procès Paribas se sont achevés, comme prévu, mercredi 15 février. La onzième chambre du tribunal de Paris, présidée par M. Pierre Cuffé, rendra son jugement le 24 avril. Elle n'aura pas trop de temps pour motiver une décision qui doit fixer le sort de plus de cinquante prévenus, pour la plupart clients de la banque.

Paradoxalement, le cas Moussa n'avait pas occupé le temps le plus long lors du réquisitoire oral. Sans doute avait-il été demandé contre l'ancien PDG deux à trois ans de prison avec sursis, mais sans qu'il soit accusé d'avoir participé à la fraude par un acte matériel. Seule était invoquée contre lui une présomption d'intérêt général, cette fraude fondée sur l'affirmation qu'il n'avait pu ignorer, en sa qualité de dirigeant suprême, ce qui se passait au sein de la gestion privée.

C'est cette thèse qu'avait à combattre M^{re} Jean Loyrette, défenseur de M. Moussa. M^{re} Loyrette n'est pas un avocat de verbe. C'est un homme de dossier et celui qu'il a présenté, durant deux heures d'interrogatoire, n'a rien laissé dans l'ombre. A chacun des arguments de l'accusation, il a opposé une parade et, mieux encore, une réponse suivant un plan rigoureux.

Sans doute, on retrouvait dans sa bouche beaucoup de ce que Pierre Moussa avait invoqué lui-même lors de son interrogatoire. D'abord, bien sûr, le rappel de la réalité des fonctions et des missions du PDG d'un groupe qui occupait cent vingt mille personnes et pour qui un service comme celui de la gestion privée de Paribas-France était obligatoirement secondaire. Autrement dit, M. Moussa avait à se soucier de choses plus sérieuses que d'un service représentant 0,6 % des bénéfices. Sans doute l'accusation faisait valoir que ce service s'était développé sous sa présidence. Mais ce développement avait commencé avant lui et se poursuivait encore, depuis que Paribas est nationalisée, sous la présidence de M. Jean-Yves Haberer.

Mais il est bien évident qu'elle aura tout autant à peser les responsabilités des inculpés qui, à l'époque des faits reprochés, occupaient des fonctions à la banque et, en premier lieu, celles de M. Pierre Moussa, l'ancien PDG, dont la mise en cause donnait à l'affaire tout son relief, la transformant en affaire Moussa.

et puis des veuves, encore des veuves, toujours des veuves.

Pour l'avocat, cela permet de penser que Léonce Boissonnat agissait en solitaire et au profit de gens qu'il connaissait personnellement pour la plupart. Il l'a du reste déclaré aux enquêteurs des douanes dès le premier jour de leur arrivée à Paribas. Il est vrai qu'il a dit aussi aux clients concernés de ne pas mettre la banque en cause.

L'avocat a observé également que si culpabilité de M. Moussa il y avait, cela devait entraîner celle des trois directeurs généraux qui se trouvaient entre la gestion privée et lui. Or ils ont été laissés à l'écart, « ce qui, au demeurant, est très bien ». Alors ? Alors, dit M^{re} Loyrette, c'est qu'on voulait faire un sort spécial à M. Moussa.

M^{re} Loyrette a rappelé alors comment M. Moussa avait cherché, à l'automne 1981, à convaincre le gouvernement qu'il ne serait pas bon de nationaliser une banque comme Paribas. Comment, faute d'avoir réussi, il fit alors échapper à la nationalisation Paribas-Suisse en vendant 20 % maximum légal et autorisé, de la participation qu'avait Paribas-France dans cette filiale. Il a dit que la réaction fut immédiate, que ce fut le signal « d'une campagne d'une extrême violence, que M. Moussa fut physiquement menacé, obligé de quitter son domicile ».

Il a ajouté qu'après cette « opération légale », on songea, malgré tout, à ouvrir contre l'ancien PDG une procédure en abus de biens sociaux mais que l'on dut reconnaître que l'affaire ne tiendrait pas. Alors ce furent les plaintes contre Paribas pour les transferts en Suisse qu'avaient révélés les douanes, un an auparavant.

Voilà pour l'histoire. Cependant, pour M^{re} Loyrette, l'argument majeur en assurance juridique. Car si l'article 399 du code des douanes, dans le premier paragraphe de son deuxième alinéa, présume le chef d'entreprise intéressé à la fraude qui a pu se commettre dans sa maison, la jurisprudence la plus récente montre que la Cour de cassation comme la cour d'appel de Paris, dans des arrêts devenus définitifs, n'admettent plus, aujourd'hui, la culpabilité du chef d'entreprise si un acte de participation à une fraude n'est pas établi contre lui. Et où le trouver en ce qui concerne M. Moussa ?

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

En fait de crise il s'agit surtout aujourd'hui d'une crise de la politique, de ses partages idéologiques périmés au regard des formes d'un social de plus en plus nécessairement autonome.

Jacques Donzelot

L'invention du social

Essai sur le déclin des passions politiques

Fayard

FAYARD

272 pages 75 F

ministres

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

LA POLITIQUE

DÉFENSE

Le quart des régiments de l'armée de terre française seront totalement ou partiellement professionnalisés

L'armée de terre française va se professionnaliser davantage avec le recrutement, d'ici à 1987, de cinq mille cinq cents engagés volontaires supplémentaires et avec le rattachement de ces engagés - soldats du rang - au sein de formations homogènes. Au total, le quart des cent soixante régiments de combat ou formations équivalentes que compte l'armée de terre seront totalement ou partiellement professionnalisés, c'est-à-dire composés de cadres de métier et d'engagés volontaires sous contrat.

Cette évolution de l'armée de terre, dont le Monde avait fait état dans ses éditions du 11 octobre 1983, a été exposée par son chef d'état-major, le général René Imbot, qui s'est adressé, le 15 février à Belfort, aux cadres du 35^e régiment d'infanterie. Installé à Belfort depuis près d'un siècle, ce régiment a été commandé entre 1969 et 1971 par le colonel Imbot et il sert, depuis dix-huit ans environ, entre autres missions, à une série d'innovations des structures régimentaires ou d'expérimentations des matériels de l'armée de terre.

Deux voies

Le général Imbot a notamment expliqué qu'il cherchait à former « des techniciens de combat » pour lesquels la durée du service est importante - car la durée est nécessaire, à la fois, à l'acquisition de la technique et à sa rentabilité. Deux voies, a-t-il ajouté, permettent d'atteindre cet objectif : l'appel à des volontaires dits « service long » et l'appel à des engagés.

1. - Le service long est offert à des appelés du contingent volontaires pour rester sous les drapeaux quatre à douze mois au-delà de la

durée légale du service national, qui est aujourd'hui d'un an. Selon le chef d'état-major de l'armée de terre, il y a eu, en 1983, sept mille sept cents appelés volontaires pour un service long, et, depuis le début de 1984, on en compte déjà mille cinq cents qui ont fait acte de volontariat avant la date normale de leur incorporation comme appelés du contingent.

2. - L'armée de terre devra, d'autre part, recruter, principalement en 1984 et 1985, environ cinq mille cinq cents engagés volontaires supplémentaires, qui serviront sous contrat comme militaires du rang (soldats et petits gradés). L'objectif est, à terme, de disposer de treize mille engagés.

Alors que nous avions jusqu'ici, a expliqué le général Imbot, une poussière d'engagés répartis dans l'ensemble de l'armée de terre, nous allons assister à un regroupement au sein de formations homogènes d'engagés ou de formations hétérogènes, combinées à des unités d'appel. (...) L'objectif est d'acquiescer ses intérêts limités ou de répondre aux appels individuels que nous sont lancés. Il n'est pas possible de compter uniquement sur une armée de conscription qui, par essence, relève du concept de la nation en arme levée pour sauvegarder l'ultime intérêt vital.

Sur les cent soixante régiments de combat ou formations équivalentes

dans l'armée de terre française, on comptera vingt régiments entièrement professionnalisés (dont neuf régiments de légion étrangère) et vingt autres partiellement professionnalisés.

Une nécessité

« Toutes les armes et tous les services, a précisé le chef d'état-major, seront représentés au sein des unités professionnalisées, qui seront, par ailleurs, implantées sur ensemble du territoire national. » Concrètement, cela veut dire que les unités professionnalisées ne se limiteront plus, pour l'essentiel, aux parachutistes, aux légionnaires et à l'infanterie de marine et qu'en Bretagne ou dans le Sud-Ouest, comme c'est aujourd'hui le cas.

D'autre part, le général Imbot a indiqué que des appelés non volontaires pour servir outre-mer pourrout, au sein du régiment auquel ils appartiennent, relever désormais des détachements de volontaires ou d'engagés en Afrique, en Guyane ou en Nouvelle-Calédonie pour des séjours dits « d'ouverture sur l'outre-mer » qui dureront de deux à quatre mois et où ils s'instruiront. « Nous répondrons ainsi aux besoins d'évasion des jeunes Français », a dit le général, en souhaitant « une armée » entre appelés et engagés.

Cette dernière mesure répond, en réalité, à une nécessité pour l'armée de terre française de dégager des professionnels de postes non opérationnels qu'ils occupent outre-mer, pour les confier à des appelés, volontaires ou non, et de disposer ainsi de forces plus nombreuses d'engagés sur des théâtres d'opérations.

JACQUES ISNARD.

Les réformes de l'armée de terre

(Suite de la première page.)

Promise par les socialistes, cette réforme consisterait à laisser coexister, selon une formule à définir, un service court de défense opérationnelle du territoire, un service plus long - au sein d'un service différencié ou « à la carte » - avec une professionnalisation, totale ou partielle, des unités les plus aptes à intervenir au plus tôt du déclenchement d'une crise internationale, en Europe ou sur des théâtres extérieurs.

Il est possible, aussi, de juger qu'une certaine professionnalisation ou semi-professionnalisation de l'armée de terre française n'est ni un mal, ni une erreur, ni une hérésie,

compte tenu du fait que, déjà, la marine, l'armée de l'air et la gendarmerie rassemblent une majorité de volontaires et s'en portent bien.

Mais ce qu'il importe d'observer est que les deux formations de l'actuelle majorité sont loin d'avoir des avis convergents sur ce sujet précis. Au PS, il y a un débat interne sur la part respective qu'il convient d'attribuer, au sein des armées, à la conscription inspirée de Jaurès et à un volontariat de plus ou moins longue durée. Au PCF, la force d'action rapide et le service long ne font pas l'unanimité : le secrétaire général, M. Georges Marchais, a lancé, la semaine dernière (Le Monde du

14 février), un avertissement au gouvernement contre le « risque d'un glissement accentué » vers une armée de métier.

Tout se passe, en réalité, comme si le gouvernement, en redéployant ses unités de métier, se donnait les moyens d'éviter d'avoir à demander l'autorisation du Parlement avant d'engager des forces sur des théâtres extérieurs d'opérations. Mais il se conserve la possibilité de remplacer, en zones moins dangereuses, par des conscrits, volontaires ou non, les professionnels qu'il lui est plus utile de pouvoir expédier dans les secteurs « chauds ».

JACQUES ISNARD.

NOMINATIONS MILITAIRES

L'amiral Brac de La Perrière

devient inspecteur général de la marine nationale

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du 15 février a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● MARINE. - Est élevé au rang et à l'appellation d'amiral le vice-amiral d'escadre Christian Brac de La Perrière, nommé inspecteur général de la marine nationale en remplacement de l'amiral Jean-Paul Orosco, décédé le 22 janvier.

(Né le 4 septembre 1926 à Lyon et ancien élève de Navale, Christian Brac de La Perrière a servi en Indochine en 1948 avant d'occuper plusieurs postes embarqués ou à l'état-major de la marine. En 1964, il commande l'escouade rapide le Lorrain et, en 1973, le porte-hélicoptère Jeanne d'Arc, qui sert de croiseur-école aux enseignes de vaisseau issues de Navale.

Chef de cabinet du général Guy Méry, alors chef d'état-major des armées, de 1975 à 1977, il est promu contre-amiral et commande l'escadre de l'Atlantique en 1977. En 1980, il devient sous-chef d'état-major « plans » à l'état-major de la marine. Promu vice-amiral en mars 1980, Christian Brac de La Perrière devient préfet maritime de Brest, et il est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre en 1982.)

Est nommé préfet maritime de la II^e région maritime (Brest) et com-

mandant en chef en Atlantique, le vice-amiral Claude Corbier, en remplacement du vice-amiral d'escadre Brac de La Perrière.

Est promu contre-amiral le capitaine de vaisseau Yves Goupil.

Est nommé président de la commission permanente des essais des bâtiments de la flotte le contre-amiral Jacques Campredon.

● TERRE. - Sont promus : général de division, les généraux de brigade Robert Delbos et Arnaud Cottreau ; général de brigade, les colonels François Bresson, Mary-Jean Voinot et Michel Roquejeoffre, nommé chef d'état-major de la force d'action rapide.

● ARMEMENT. - Est promu ingénieur général de deuxième classe l'ingénieur en chef Daniel Paget.

Est nommé directeur français de l'Institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis l'ingénieur général de deuxième classe Raymond Meunier.

● GENDARMERIE. - Est promu général de brigade le colonel Rodolphe Blassco, nommé sous-directeur du personnel de la gendarmerie nationale.

Composée essentiellement de légionnaires

UNE DIVISION BLINDÉE S'INSTALLERA À NIMES

Le commandement de la 6^e division légère blindée (DLB) sera installé à Nîmes (Gard) au cours de l'été prochain. Cette unité sera principalement équipée de blindés à roues AMX-10 RC et Sagaie (un matériel proche de l'automitrailleuse légère AML Panhard, mais plus moderne et plus puissant).

La 6^e DLB est l'une des composantes de la force d'action rapide. Elle comprend deux régiments d'infanterie (le 2^e régiment étranger d'infanterie à Nîmes, et le 21^e régiment d'infanterie de marine, à Fréjus), deux régiments blindés (le 1^{er} régiment étranger de cavalerie, à Orange, et le 1^{er} régiment de spahis, qui sera prochainement transféré de Spire, en Allemagne fédérale, à Valence), un régiment d'artillerie (le 6^e, à Lyon) et un régiment du génie (le 7^e, à Avignon) qui deviendra à terme le 6^e régiment étranger du génie composé à partir du bataillon étranger du génie précédemment au Larzac.

Outre le commandement de la 6^e DLB, Nîmes accueillera le régiment de commandement et de soutien associé à cet état-major, soit un total de huit cents militaires environ.

HISTORIEN DU SCOUTISME RECHERCHE

JAMBOREE MONDIAL DE LA PAIX FRANCE 1984

Historien du scoutisme voudrait acquiescer pour un bon prix le badge représente ci-dessus, ainsi que d'autres souvenirs de jamboree. Ecrire : Michael Faigenbaum 1520 First Ave - New York NY 10021 - Etats-Unis

SPORTS

Les XIV^{es} Jeux olympiques d'hiver

Sarajevo. - Rien n'est simple. Favorisés du relais nordiques dames, les Soviétiques sont archi-battus par les Norvégiennes, les Tchécoslovaques et les Finlandaises. Partie pour faire le grand chèque du patinage de vitesse, l'Allemande de l'Est Erika doit se contenter finalement de deux médailles d'or et de deux médailles d'argent. Grands invincibles, les lugeurs de RDA sont dépassés par les Allemands de l'Ouest et les Soviétiques. Tous se compliquent. Vent, neige et brouillard sur Jeleznice. Dix concurrents s'élancent pour une descente-terre. Puis on efface tout encore une fois et on recommence ce jeudi, jusqu'à ce que la descente hommes. Bref, il y a des glissements dans le programme olympique. - A.G.

PATINAGE ARTISTIQUE :

le petit géant

Sarajevo. - Plus nerveux que Scott Hamilton, on meurt. Le triple champion du monde de patinage artistique qui se perfectionne en train de faire et de refaire les mouvements qu'il doit exécuter sur la glace. Il est dévoré par l'anxiété de mal faire. Pourtant, il a atteint sur patins une perfection qui fait oublier son corps maigre, une perfection qui tient du miracle. Ce petit est un géant.

A l'âge de dix ans, une terrible maladie infantile stoppe sa croissance. Il ne dépassera pas 1,59 m et ne pèsera pas plus de 49 kilos. Le professeur qui le soigne conseille à ses parents de lui faire apprendre le patinage. Le père de Scott, qui est professeur de biologie, les moyens de payer des leçons. Il l'envoie chez Pierre Brunet, l'ancien champion olympique français des années 30 qui enseignait aux Etats-Unis. Le petit garçon s'entraîne avec rage, mais il progresse à pas de Liliputien. Les professeurs successifs ne savent pas trop comment faire travailler cet enfant chétif auquel on avait formellement interdit le sport. En France, Scott s'obstine pourtant. Il passe même dans la première « usine à champions » de Carlo Fassi à Denver (Colorado) dont il se sépara après les Jeux de Lake Placid.

De notre envoyé spécial

C'est auprès de Donald Lawt qu'Hamilton va pouvoir mettre en valeur la prodigieuse énergie qui se consume dans son corps. Son nouvel entraîneur, qu'il n'a pas quitté depuis, met au point un programme parfaitement adapté à sa morphologie et à ses possibilités techniques.

Scott Hamilton ne peut pas faire le pas sur la glace comme les derniers champions olympiques John Curry et Robin Cousins. Il ne peut pas sauter aussi haut que le Canadien Brian Orser ou que le Soviétique Fedeïev. En revanche, sa vitesse est supérieure à celle de tous les autres patineurs et sa sensibilité lui permet de trouver les rythmes justes.

Coups de sabre

Ce jeudi soir, il doit ouvrir son programme libre par un morceau de jazz lent composé par George Duke, poursuivre sur la composition moderne du groupe japonais Hiroshima et terminer, comme en 1983 à Helsinki, sur le *Beau Danube Bleu* de Strauss et le *Lac des cygnes*, de Tchaïkovski. Il doit tenter au total quatre triples sauts différents et quatre doubles axels. Du patinage

au rayon laser : il est le seul dont le pied n'a pas le moindre tremblement à la réception d'une pirouette. Les virgules qu'il laisse sur la glace sont nettes comme des coups de sabre.

Pour mettre au point ces quatre minutes patinées à un rythme d'enfer, même lors des passages lents, il a écouté des milliers de disques et il s'est entraîné jusqu'à sept heures par jour. L'Américain a déjà remporté les fruits de ces entraînements : aux championnats des Etats-Unis, il a obtenu la note maximale en technique et à Sarajevo, il a, pour la première fois, fait mieux que le Français Jean-Christophe Simond en figures imposées.

Seule une catastrophe peut empêcher d'être le quatrième représentant des Etats-Unis après Bouton (1948 et 1952) et les frères Jenkins (1956 et 1960) à recevoir l'or olympique. Celui-ci est fort peu pour autant sa fortune. Contrairement aux danseurs britanniques Torville-Dean, il n'aura pas de jans lent composé par George Duke, poursuivre sur la composition moderne du groupe japonais Hiroshima et terminer, comme en 1983 à Helsinki, sur le *Beau Danube Bleu* de Strauss et le *Lac des cygnes*, de Tchaïkovski. Il doit tenter au total quatre triples sauts différents et quatre doubles axels. Du patinage

ALAIN GRAUO.

Temps et contretemps alpins

Sarajevo. - Temps et contre-temps jusqu'à l'absurde : mercredi 15 février, la descente olympique dames a été lancée, interrompue puis ajournée.

Parce que la chaîne américaine de télévision ABC avait réservé des heures de satellite de communication pour transmettre la course en direct, celle-ci ne pouvait pas commencer avant midi. C'est malheureusement l'heure à laquelle le temps commence à se détériorer tous les jours. Résultat : dix skieuses seulement ont pu prendre le départ dans des conditions de plus en plus épouvantables.

Parce que les organisateurs ont acquis des engins de damage trop lourds, ils n'ont pas pu préparer convenablement la piste après les abondantes chutes de neige de ces derniers jours. Résultat : les plus mauvaises skieuses tirées au sort

De notre envoyé spécial

pour faire la trace aux meilleurs ont croulé dans un désert des sillons qui ont obligé la Canadienne Gerry Sorensen, championne du monde en titre, à débaucher un ski.

Et, parce que les sites des compétitions de ski alpin ont été éparpillés sur deux massifs distants de 70 kilomètres, il a été possible de programmer, pour ce jeudi 16 février, la descente féminine à 10 h 30, c'est-à-

à-dire quatre-vingt-dix minutes avant le départ prévu pour la descente masculine. Résultat : il faut avoir le don d'ubiquité pour assister à l'une et l'autre des courses.

Mais le pire c'est que cette étrange programmation des épreuves alpinaires ne tient pas compte des prévisions météorologiques : elles sont pessimistes jusqu'au dimanche 19 février.

A. G.

Audience télévisée et performances

De notre envoyé spécial

Sarajevo. - La chaîne de télévision américaine ABC a acheté 90 millions de dollars (785 millions de francs) l'exclusivité des droits de retransmission des Jeux olympiques d'hiver. Plus de neuf cents personnes, techniciens, producteurs et journalistes, ont fait le voyage de Sarajevo pour réaliser ces programmes. La chaîne américaine estime que ces retransmissions devraient être suivies par cent millions de téléspectateurs américains et par quelques centaines de millions de personnes à travers le monde.

Jusqu'à présent, ces chiffres n'ont pas été atteints. Depuis l'ouverture des Jeux, l'indice d'écoute a été inférieur aux prévisions. Trois raisons à cela : d'abord, les défectes de l'équipe américaine de hockey sur glace, championne olympique à Lake Placid ; ensuite, la tempête de neige qui a retardé la descente masculine, un des plus grands événements des Jeux ; enfin la faiblesse des résultats d'autres concurrents américains que les hockeyeurs.

« La déception boursière nous a fait beaucoup de mal. Les Américains appréhendent le pire des résultats à leur petit déjeuner et décident alors si cela vaut la peine ou non de regarder la télévision le soir », a noté Roone Arledge, responsable des programmes pour ABC. Une baisse d'audience embarrassante pour la chaîne américaine, qui demande aux annonceurs jusqu'à 280 000 dollars (2 210 000 F) les trente secondes de publicité pendant les retransmissions des Jeux.

Heureusement pour ABC, les Américains ont réussi un doublé en skalon géant et le temps s'est amélioré. Les taux d'écoute semblent remonter.

A. G.

AU PALAIS OMNISPORTS DE BERCY

Les limites du football « in door »

La participation au premier tournoi de Paris de football « in door » (1) des Brésiliens de Fluminense, des Allemands de Hambourg, détenteurs de la Coupe d'Europe des clubs champions, des Algériens de Tizi-Ouzou et d'une bonne dizaine d'internationaux français sous les couleurs de Bordeaux, de Monaco, et de Paris-Saint-Germain, n'a pas suffi pour créer l'événement sportif espéré. Tant qu'il ne sera pas mieux codifié, le football « in door » restera un football ce que les Six jours sont au cyclisme : une occasion de montrer, de plus près au public, les champions qu'il a admirés dans les grandes compétitions.

Avec douze matches et soixante-trois buts marqués en deux soirées, les 14 et 15 février, les quinze à vingt mille spectateurs venus au Palais omnisports de Bercy ont, a priori, été gâtés. Sans se montrer déçu, ce public est pourtant rarement sorti de sa réserve malgré les exhortations d'un animateur lui-même pas très inspiré.

Confrontés à cette expérience, nouvelle pour la plupart d'entre eux, les joueurs ont été plutôt séduits.

L'exiguïté du terrain (60 mètres sur 30 mètres), la réduction des équipes à un gardien de but et à six joueurs de champ, amènent ces derniers à participer constamment à l'action. Le rythme est d'ailleurs si intense que les matches se disputent en deux mi-temps de quatorze minutes et que l'entraîneur peut, à tout moment, changer autant de joueurs qu'il le désire.

Ces conditions un peu particulières suffisent pourtant à modifier profondément la nature du jeu. L'espace réduit, la forte concentration de joueurs à proximité du ballon, favorisent la précision, le jeu en déviation, les enchaînements rapides, la spontanéité. En revanche, les dribbles longs, les grandes percées qui provoquent habituellement l'enthousiasme ne trouvent pas place dans ce football.

Pour être séduisant, ce sport exige, plus encore que son grand frère, un bon état d'esprit et une parfaite correction des acteurs. Ce n'est pas un hasard si l'un des matches les moins spectaculaires du tournoi a

été le dernier, qui opposait Monaco et Hambourg, pour la victoire finale et le prix de 100 000 F. Après une première mi-temps où les Monégasques misaient un peu trop sur le résultat nul qui leur suffirait, les accrochages se sont multipliés sans que l'arbitre utilise autant qu'il aurait pu le faire les explications temporaires de dix minutes pour calmer les esprits. Hambourg l'emportait finalement par 3 à 1, mais la preuve était faite que, avec ses conditions de jeu très particulières, le ballon « in door » perdait tout intérêt si les adversaires recherchaient les contacts au lieu de les éviter.

Une leçon à méditer pour M. Havelange, le président de la Fédération internationale de football, venu assister au tournoi de Bercy dans la perspective d'un premier mondial de football en salle qui pourrait voir le jour en 1985 ou 1986.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Il existe une Fédération internationale de football en salle, mais ses règles n'étaient pas appliquées au tournoi de Paris-Bercy.

en livraison immédiate



février!
Un mois stupéfiant chez **NEUBAUER**

pour tout achat d'une essence ou diesel
305 PEUGEOT
TALBOT SOLARA
TALBOT HORIZON

Le bon prix - le bon service
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

HISTORIEN DU SCOUTISME RECHERCHE

JAMBOREE MONDIAL DE LA PAIX FRANCE 1984

Historien du scoutisme voudrait acquiescer pour un bon prix le badge représente ci-dessus, ainsi que d'autres souvenirs de jamboree. Ecrire : Michael Faigenbaum 1520 First Ave - New York NY 10021 - Etats-Unis

سكنا من الاله

Les mille et un souvenirs de Jean Hugo

Les « années folles » ? Jazz, cocktail, acrobates...
De cette époque de joie et d'innocence, il reste des œuvres en pigaille - des *Trois Petites Pièces montées* d'Erik Satie au *Cog et l'Arquin* de Jean Cocteau - des toiles, des robes, des esquisses et des projets, de quel remplir le premier aux souvenirs. Les étoiles qui, le soir, au Bonheur sur le toit, « s'alignaient ensemble dans ce ciel beige et noir », nous évoquent encore des télégrammes de l'an-déjà, vifs et pimpants.

Pourtant, les *Mille et un souvenirs*, comme Sachs (*An temps du Bonheur sur le toit*), Raigues (*Portraits de famille*), ou n'en livrent, comme Auric, que des bribes, avant de mourir. Les historiens interrogent les survivants et font la queue à la bibliothèque Jacques Doucet. Il suffit de

lire le *Diaghlér* de Richard Buckle (Lattès, 1979) pour voir que, de ces années heureuses, rien ne peut leur échapper, sans l'esprit.

Alors, le livre de Jean Hugo, *Le Regard de la mémoire*, tient un miracle. En cinq cents pages, tout est là ! Un œil de peintre s'ouvre comme un vaste théâtre. Ce diorama prodigieux donne l'illusion de la vie. Les personnages, croqués au passage, vont et viennent. Radiguet, « les yeux pâles et presque aveugles », Cendrars, « les yeux couleur de brume », dans un veston de gros drap bleu. Auric et sa « moue de petit garçon privé de dessert ». Proust, Rodin, France, en quelques lignes, sont de retour parmi nous. Jean Hugo, quatre-vingt-dix ans, veut le voyage. Je suis allé lui rendre visite, en coup de vent, au mas de Fourques.

La mémoire fourmille de ces réunions où des gens devenus célèbres sont épinglés au même endroit : Brancusi avec Radiguet, Morand et Proust, Dreyer et Artaud... Jean Hugo me montre une esquisse pour ses costumes des *Mariés de la tour Eiffel*, le spectacle de Cocteau créé en 1921 par les Ballets suédois.

On reconnaît, sorties de quelques gouttes d'aquarelle, des créatures aussi fabuleuses que l'Austruche, le Chasseur, la Baigneuse et le Collectionneur. « Il a le Temps, pile sous le bras. Sans l'avoir jamais rencontré, je lui ai fait la tête de Doucet, avec sa belle barbe blanche. Mais venez voir la « tribune de Kerenski », dans le jardin. »

La « tribune de Kerenski »

Nous marchons à l'ombre des cèdres, des cyprès, des micrococciers. Jean Hugo désigne un cèdre. Comme des fruits blanchâtres, des paquets pendent autour de sa cime. Ce sont des nids de chenilles processionnaires. « Cet arbre a été planté par Jean Bourgot, le modèle des Enfants terribles, avant son départ pour la Trappe. Nous avions un terrain de boules. Auric y a joué avec Kerenski. Là où vous voyez ce bois de pins, c'était un désert de collines. On pouvait contempler les collines, plantées de chênes verts et d'oliviers, et la garrigue. Kerenski s'arrêtait ici, où vous êtes, et les bras croisés, en russe, il haranguait une foule invisible. Beaucoup d'amis sont venus au mas, Bérard, Benda, envoyés par Paulhan, durant la guerre, Louise de Vilmorin... »

En marchant vers le mas, Jean Hugo parle du plus exotisme de ses modèles, avec Sade. « Ravel avait une collection de gravures couleur d'arc-en-ciel ou, plutôt, couleur de tache. Au Bonheur, il se préparait des mixtures infectes, mélangeant des crânes de cochon. Personne ne voulait en boire. Vous avez vu sa maison, à Montfort-l'Amaury ? On dirait celle d'un rat. Il avait l'esprit d'un enfant de sept ans. J'ai connu deux personnages vraiment remarquables. Le Père Charles Hermon dont Cocteau, dans sa Lettre à Maritain, fait une belle description : « Un cœur entre, un cœur surmonté d'une croix rouge, au milieu d'une forme blanche... »

RAPHAËL SORIN.

(Lire la suite page 13.)



Dessin de BÉRÉNICE CLEEVE

Il m'attend au fond de l'atelier, à gauche du mas, construit pour son père, Georges Hugo. « J'aime mieux peindre qu'écrire, et écrire que parler. » Ce préambule, dit en riant, il le dément aussitôt et répond par rafales, suivies de silences. Sa présence massive, déjà, en impose. On cherche sur ses traits une ressemblance avec son arrière-grand-père, Victor Hugo. Il surprend aussi, si on le compare au jeune dandy qui posait pour un photographe forain au Magic City, vers 1921, avec Morand, Cocteau, Radiguet et Milhaud, en feutre et nœud papillon.

Cheveux blancs, Jones roses, pochette bleu lavande, cravate verte, chemise bleu ciel à pois blancs, gilet vert clair, veste en velours vert lustré, Jean Hugo joue avec une canne nouée, cloquée de cuivre. La tige est patinée, usée, élimée, ramée de taches de couleur pure... et d'une folle élégance. L'atelier, plein de poussière et de toiles d'araignée, encombré de toiles retournées contre le mur, est traversé diagonalement par la lumière du Midi. Sur un chevalet, une commande, à peine esquissée, le portrait du poète de la Luni, M. Valentin. « C'est un Catalan d'origine. Il a la moitié de visage balafre par des coups de sabre. J'ai toujours plusieurs choses en train. Je travaille aussi à deux ou trois autres œuvres... »

En 1929, à la mort de sa grand-mère maternelle, M^{me} Menard-Dorian, Jean Hugo hérita du mas de Fourques et s'installa au Tour-Pan. Son père, dont il évoque l'existence égarée et la fin pathétique, dans les combles d'une maison de jeux, ne s'y était jamais plu. « Il était dans la gloire de son grand-père, ce qui ne lui fit pas honneur. Quand il faisait des fringues, on disait : « Quelle bonte, un nocier, avec un tel nom ! » S'il voulait écrire ou peindre, on ricanait : « Faire ça, quand on s'appelle Hugo ! En France, les marchands ne m'ont jamais pris au sérieux. Mais j'ai des collectionneurs à Phi-

ladelphie, et c'est Toronto qui, en 1973, a organisé une rétrospective de mon œuvre. »

Février 1976, à l'occasion d'un colloque de Jean Hugo, ceux de la période mondaine. Le débat du manuscrit, le récit de sa guerre de 14, et ce qui va de sa lente conversion, sous le parrainage de Maritain, jusqu'à la Libération, on crut bon de l'écrire. Ainsi mutilé, le livre n'est pas de succès. Actes Sud le publie dans son intégralité. C'est, en effet, un triptyque où l'expérience des combats, les mondanités et la quête spirituelle ne peuvent pas être séparées. Leur union vient du regard d'une bonnie presque franciscaine avec lequel Jean Hugo considère les hommes et leurs actes. On cherche en vain le moindre règlement de comptes. Même Sacha y est épargné.

« Ah, vous trouvez ? En lisant le *Mille et un souvenirs*, j'ai été frappé par la puissance du portrait que Cocteau y trace de Proust. J'ai commencé

mon livre par ce long tableau guerrier, pour éviter de parler de mon enfance. Elle n'avait pas été très heureuse, à cause de la séparation de mes parents. Et j'étais un petit ravager. Les souvenirs très anciens, comme ma rencontre avec Adèle Hugo et mes séjours à Guernsey, ma vraie patrie, sont présents, mais en mineur. Quant à la période « mondaine », elle ne compte pas plus, pour moi, que les autres. Nous travaillions beaucoup alors, et nous nous amusons autant. Aujourd'hui, les peintres écrivent des préfaces pour leurs tableaux. Nous avions l'impression d'être toujours en vacances. Même sur la plage, nous ne cessions de créer. »

Dans un dessin de Jean Hugo, fait au Piquey près d'Arcachon, en août 1921, on voit sa première femme, Valentine, en train de lire ; Radiguet, de dos, dicte à Auric, qui le tape à la machine, le manuscrit du *Bal du comte d'Orgel*. *Le Regard de*

L'imagination vorace de David Gascoyne

• L'étrange journal parisien d'un poète qui apporta le surréalisme en Angleterre.

Rien n'est plus surprenant que la vie et l'œuvre du poète anglais David Gascoyne. En effet, son existence sera comme foudroyée par son ambition d'écrire des textes décisifs, et dans le même temps, les rares ouvrages qu'il publie sont un pathétique appel adressé à ceux qu'il ne parvient pas à mettre en forme.

Il y a, d'une part, un homme convaincu qu'il importe d'imaginer et d'inventer le monde, et, d'autre part, une situation historique et matérielle tellement contraignante qu'elle interdit l'imagination (la majuscule est de David Gascoyne). Dès lors, c'est l'homme qui s'effondre, se dilue, succombe : il passera, après la seconde guerre mondiale, des années et des années dans l'enfermement psychiatrique, rendu fou par l'impossibilité d'être un génie.

Gascoyne a ses maîtres. Au zénith : Rimbaud et Hölderlin. A un degré moindre : Pierre-Jean Jouve. Il a un gourou : Jacob Boehme. Il a trouvé des guides,

fort inconfortables il est vrai : Kierkegaard, Chestov, Fontaine, Berdiaev. A seize ans (il est né en 1916), un premier recueil de poèmes rend Gascoyne non pas célèbre, mais singulier. En 1937, il vient crever de faim à Paris, mais il y rencontrera le surréalisme, le débat politique, la menace nazie, l'effondrement de la République espagnole. Il veut tout dire, tout dénoncer, tout métamorphoser à travers des poèmes et des proses où seraient « la vraie vie ».

On publie, aujourd'hui, en version française, quelques-uns des plus beaux vers de Gascoyne. Son ami Lawrence Durrell le considère comme « un des plus authentiques poètes métaphysiques de son époque ». Il suffit de lire *Miserere* pour s'en convaincre ! Soumis à l'épreuve du quotidien - la guerre imminente, l'Autriche envahie, mais aussi le dénuement, Gascoyne se jette dans les bras du Christ. Solon Kathleen Raine, « il est, inévitablement, le poète de la Mise au tombeau qui doit précéder la Résurrection ».

Cet homme, misérable et hanté - qui fut, en quelque sorte, le « passeur », le « go between » du surréalisme vers l'Angleterre - a tenu un journal intime de 1936 à 1942. Ses cahiers ont été re-

trouvés par miracle il y a peu de temps, et Christine Jodis vient d'en donner une remarquable traduction en français. Ici, nous trouvons le détail de « cette longue histoire monotone, faite de manque d'argent, de dépression et d'impuissance à travailler ». Journal double en vérité.

D'une part, Gascoyne, qui a l'œil exact, nous montre Anais Nin, Gertrude Stein ou Christopher Isherwood au naturel ; d'autre part, l'écrivain anglais relate l'effrayante expérience spirituelle qu'il est certain de vivre : « Ce qui m'importe, c'est d'avoir assez de confiance en moi et de force pour crier ma propre vérité et l'imposer au monde extérieur, même si je ne peux pas y croire tout à fait moi-même. » Crier, écrire ! C'est cela justement qui est impossible ! Gascoyne deviendra traducteur, acteur de théâtre. Puis la charge de ce cri impossible, de cette écriture qui se dérobe, sera si forte qu'il succombera, et s'en ira pour des années dans un asile de l'île de Wight. La rencontre d'une femme, Judy, le sauvera de l'enfer.

Dans son journal, il écrivait, le 3 juillet 1939 : « Je suis la proie d'une imagination vorace, créature turbulente qui m'habite et qui a un besoin constant d'être alimentée, si bien que je ne connais pas de repos. Au pro-

cessus de digestion de ce monstre correspond celui de l'écriture poétique. Mais c'est à la recherche de sa nourriture qu'est consacrée ma vie. » Surgissent alors le visage du jeune artiste danois Bent qui sera pendu par les nazis, mais aussi le tumulte politique, l'activité des intellectuels en faveur de l'intervention en Espagne, bref ! ce que Gascoyne accepte et rejette à la fois, cette « monstruosité du monde extérieur » qui l'imprègne de toutes parts, alors même qu'il ressent jusqu'à la nausée son isolement et sa solitude. Il le dit : « Fascination double et horrifiante qui m'ôte l'usage de la parole. » David Gascoyne ira vers son destin d'homme hâlonné. Les cris de *Miserere* en témoignent :

« ... Peut-être
Seul le poème que je n'écrirai
jamais est-il vrai... »

HUBERT JON.

★ JOURNAL DE PARIS ET D'ALLESURS, 1936-1942, par David Gascoyne - traduit de l'anglais et présenté par Christine Jodis, - préface par Lawrence Durrell. Flammarion. 426 pages, 125 F.

★ MISERERE, poèmes (1937-1942) par David Gascoyne. Préface de Kathleen Raine. Postface de Robin Skelton. Éditions Grasset. 128 pages.

la feuilleton

DUHAMEL, CHAMSON, MISTLER

Les écrivains qui aiment dire du mal ... et les autres

« Q'EST-CE que vous pensez du maréchal Pétain ? » C'est de Gaulle qui pose la question, après dîner, le 3 septembre 1944, à Georges Duhamel, alors secrétaire perpétuel de l'Académie. Le maréchal n'est pas encore rentré en France. S'il se présente à la frontière, de Lattre a l'ordre de le refouler en Suisse. De Gaulle vient de dire qu'en 1914-1918 son ancien patron n'a été qu'un « bon tacticien », non un « grand stratège », et qu'il était déjà « sévère » en 1925, par désintérêt et ambition de « tout ».

« C'est une marionnette de Maurras », répond Duhamel, qui se souvient d'un Pétain voyant, dès avant la guerre, des franc-maçons et des « bolcheviques » partout, y compris chez lui, Duhamel, qui Dieu sait...

« Mais encore ? grogne le général. »
« Un raté. »
« Ou appelez-vous un raté ? insiste de Gaulle, intrigué. »
« Un homme qui n'est pas content de sa gloire, laisse tomber Duhamel. »

Et de Gaulle, qu'on imagine dodelinant de la tête, se fauconne d'acquiescer sans le montrer trop :
« En ce cas, vous avez raison ! »

Si vous n'avez pas soupé des anecdotes sur cette époque mille fois racontée, lisez les souvenirs de Georges Duhamel, dont est extrait ce dialogue - inédit, à ma connaissance. Le livre fourmille d'autres histoires du même tonneau, sur Poincaré, Bergson,

par Bertrand Poirot-Delpech

Blum, Giraudoux, Gide, Romaine, Valéry, Claudel, Mauriac : « toute la troupe », a-t-on envie d'ajouter, tant le milieu politico-littéraire de l'entre-deux-guerres se ramène à la même douzaine de personnes, comme dans les cirques ambulants.

DUHAMEL y tient sa part, dans ce cirque. A cause d'un « naufrage » particulièrement long, pour reprendre la métaphore gaullienne sur la vieillesse, on a retenu l'image d'un bon docteur à bérêt, jouant de la flûte en famille du côté de l'Isle-Adam, et appelant les hommes, du haut de ses honneurs nombreux et de sa voix perçante, à moins de folie. C'était oublier l'autour aigu, et très lu, de la Possession du monde, des Scènes de la vie future, de Salavin, des Pasquiers...

En 1940-1944, puisqu'en France aucun portrait ne vaut sans précisions sur cette période, toute sa œuvre a été interdite, ce qui était plutôt bon signe, et contre quoi ses confrères jugés moins dérangeants par l'occupant se sont bien gardés de protester, eux qui avaient tant se plaindre de proscription par la suite. Bref, un écrivain, doublé d'un citoyen estimable et, on le découvre aujourd'hui, un témoin plus caustique que ne le seraient croix ses Mémoires déjà publiés - *Lumières sur ma vie, les Espoirs et les épreuves*...

Le trait pointu vient naturellement sous la plume de celui que Jules Romains appelait, avec une perfidie qu'aucune amitié ne tempérait et qui, on le voit, limitait son intuition : « ce bon Duhamel ». Valéry en prend pour son grade de grand penseur : « Un des hommes les plus intelligents du monde ; à quel sert l'intelligence ? » Les Thibault, de Martin du Gard, sans doute parce qu'ils s'approchent trop de ses Pasquiers, relèvent, dit Duhamel, d'un « naturalisme épais ». Gide est tenté pour ses « épreuves », et sa postérité, mal vue. Mauriac blesse, par son impudeur, l'idée que Duhamel, dans son honneur, a gardée de Dieu. Mgr Baudrillard n'est pas gâté, ni Colette - « bonne vieille un peu grosse » - ni la propre sœur de l'auteur - « mégère paysanne, méchante sotte ».

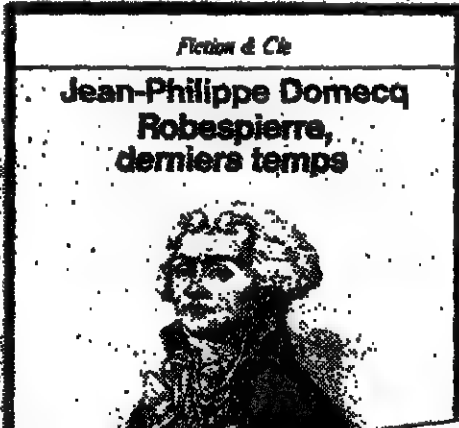
JULES ROMAINS est le plus métré, notamment à propos d'un congrès du Pen-Club à Buenos-Aires, en 1938. Les deux hommes s'y livrent à des bisbilotes et s'accablent du moment rend pueriles. Le vrai est qu'ils s'estiment et s'aiment bien, par-delà des natures opposées.

Le fils de Duhamel, Bernard, qui a établi et annoté le texte de l'ouvrage, explique bien cette « amitié douloureuse », sur laquelle il a eu le scrupule de susciter le témoignage contradictoire de M^{me} Romains.

(Lire la suite page 13.)

Quel livre ! Quel film !

Bernard Allot / Le Monde



L'exaltant et beau Robespierre, derniers temps, de Jean-Philippe Domecq. Claude Mauriac / Le Matin. Je crois avoir attendu depuis toujours ce livre-là. Pierre Lepage / Les Nouvelles. Un portrait orgueilleux, hautain, ciselé, précis et superbe de Robespierre. Jacques-Pierre Amette / Le Point.

Fiction & Cie Seuil

هكذا من الأمل

société

Jeux interdits

● Histoire et géographie de l'arnaque.

« Ils ont ça dans le sang », c'est la formule consacrée. Un mélange d'indulgence et de réprobation rassemble sous le même drapeau ces passionnés du jeu qui vont jusqu'à tricher et ces fous de la nature qui se prennent pour des indiens : les braconniers. La Triche et les Tricheurs, de Pierre Delannoy et Michel Pichol, se propose de faire toute la lumière sur les mille et une manières de tricher, de la Cour des miracles à l'Amérique de la prohibition, du poker de bar aux mises en scène de palaces. Les auteurs se sont vus exhaussés : histoire et géographie de l'arnaque, anthologie des meilleures séquences littéraires et cinématographiques, sociologie, psychologie et portraits. On apprend beaucoup de choses, en vrac : par exemple qu'à l'origine de la triche il y a la tricherie, un jeu de dés inventé du côté de la frontière italo-française, un jeu si étonnant qu'il fut interdit dès 1550 à Nice.

Les dés donnent l'occasion d'un chapitre réjouissant où sont passées en revue les diverses techniques de truquage du hasard. Cela va du bricolage — une goutte de mercure injectée discrètement — à l'électro-simulation, pas facile mais néanmoins plus élaborée. On peut, bien sûr, user de mouvements des mains sophistiqués qui font glisser la triche vers la prestidigitation. Bref, les dés sont le royaume des tricheurs, avec les cartes, évidemment.

Le sens du détail

Certains jeux se prêtent mal à la tricherie : aux échecs, par exemple, on ne peut guère contourner la loi. Tout au plus peut-on exaspérer l'adversaire par des gestes inconnus. Cela se fait. La triche, comme l'escalade des armoiries, suscite pour chaque invention un paradoxe, pour chaque parade son invention. Elle fait de son auteur, de son acteur, le héros d'exploits douteux.

Dans ce jeu des paradoxes, dans cette multitude de légendes, de faits divers, d'anecdotes, les auteurs se sont un peu perdus, préférant parler de tout, souvent un peu vite, comme pressés de passer à la suite. Les vrais tricheurs, eux, préparent leurs coups comme des œuvres d'art. Il manque

à ce panorama de la triche le goût et le sens du détail qui font les belles escroqueries.

Les Braconniers, de Mariette et Pierre Aucante, est un ouvrage beaucoup plus sérieux, et, sur un sujet d'apparence moins séduisant, il charme davantage. Cette histoire de mille ans de chasse clandestine s'articule autour d'une question : comment se fait-il que le braconnage dure toujours, deux cents ans après l'abolition des droits féodaux ?

A la fois chasseur et gibier

Pourquoi les braconniers ne sont-ils pas, tout bêtement, des chasseurs comme les autres ? Il était nécessaire de raconter la longue histoire de la résistance paysanne au droit de chasse seigneurial. Mariette et Pierre Aucante l'ont fait avec rigueur, avec brio : leur vivacité d'écriture ajoute beaucoup à l'attrait du livre. Le texte, le détail, des ordonnances répressives prises successivement par Charles VI, François I^{er} ou Guizot fait rêver. Les justifications sont à chaque fois de deux ordres : les braconniers, ou chasseurs non autorisés, détruisent l'équilibre de la faune, cassent le jeu (des tricheurs ?), ils ment sans discernement la propriété d'autrui ; et surtout ils sont dangereux, parce qu'ils sont des fauteurs de trouble, des individus rebelles.

Selon Victor Tixier, qui tente de définir le braconnier en 1878, la différence entre chasse et braconnage est difficile à cerner. Elle ne tient pas au permis : il y a des braconniers avec permis et des chasseurs (respectables ?) qui n'en ont point. Elle tient à une façon d'être : le braconnier est un chasseur avec excès. Voilà une jolie définition.

La triche, le braconnage : manières de jouer, de rester gosse, à la fois chasseur et gibier, de maîtriser des territoires imaginaires où sévit encore la peur de pendaison. Tous nos auteurs sont d'accord : quand la triche se fait professionnelle, industrielle, technocratique, elle vise à autre chose : quand le braconnage se fait aux phares des automobiles, lui aussi, il change de nature — fragiles frontières.

GENEVÈVE BRISSAC.

★ LA TRICHE ET LES TRICHEURS, de Pierre Delannoy et Michel Pichol. M. A. Kailash, 239 p., 78 F.

★ LES BRACONNIERS, de Mariette et Pierre Aucante. Éditions Arléa, 287 p., 69 F.

écrits intimes

Les mille et un souvenirs de Jean Hugo

(Suite de la page 11.)

« C'était quelqu'un de très mystérieux. Il s'est retiré en Haute-Provence, après avoir été emmené à Sidi-Saïd... L'autre personnage, c'était Picasso. Il dominait tous les autres. Sa conversation était caustique et fulgurante. Je raconte ce qu'il me dit, au cours d'un bal chez Mme de Beaumont, en 1921, tandis qu'il observait Proust occupé avec les ducs : « Regardez-le, il est sur le motif. » Un jour Picasso fut photographié avec Sartre et Chaplin : « Trois petits hommes... »

Nous montons jusqu'à la « bibliothèque », en traversant des pièces remplies de reliques de Victor Hugo. Jean Hugo prend un livre mince, à reliure sombre, avec, gravée en lettres d'or, l'enseigne des dévies de son arrière-grand-père : « Ego-Hugo ». C'est le manuscrit de l'ode que celui-ci composa en 1818, pour célébrer le duc d'Angoulême. La bibliothèque de Jean Hugo résume sa vie et correspond aux richesses de sa mémoire : on y voit notamment les œuvres de Maritain, et des vies des saints, dont celle de saint Joseph

Labre, qu'il découvrit grâce à Cendrars...

Ici, avec les portraits de sa mère par Boldini et Albert Besnard, les photographies de Valentin auprès de Breton et d'Eluard, les encres de Victor Hugo, tout se rejoint et s'accorde. Le faubourg Saint-Germain, Montparnasse et la gloire de Victor Hugo, Jean Hugo les a traversés avec sérénité, sans rien oublier d'essentiel. Je remonte l'allée de cèdres et, tandis que, rejoint par sa femme, Lauretta Hopo-Nicholson, il me salue de la main, je me répète en jubilant la dernière phrase du *Regard de la mémoire* : « Je m'épris d'elle. Je l'épousai ; nous fûmes heureux et nous eûmes de nombreux enfants. » En effet, ils en eurent sept, et ce bonheur, des tableaux et un livre en portent le témoignage aussi inaltérable que ce qui échappe au temps, à ses caprices et à ses modes.

RAPHAËL SORIN.

★ LE REGARD DE LA MÉMOIRE, de Jean Hugo, Actes Sud, 514 pages, 168 F.

La présence de Valentine

Valentine Gross était l'amie de Sade et de Cocteau. Elle épousa Jean Hugo en 1919. Ils se séparèrent dix ans plus tard. Elle se lia avec Breton et Eluard. A sa mort, en 1968, elle était pauvre et oubliée. Une « étude documentaire » par Anne de Margerie, très illustrée, permet de retrouver la « trace » de cette femme, qui fut une présence insaisissable dans le surréalisme, avec quelques toiles et de nombreuses illustrations.

Debussy, en 1947. Elle offrit à Breton un *Objet à fonctionnement symbolique* — deux mains gantées, l'une de noir, l'autre de blanc — qui est l'un des objets les plus érotiques et les plus mystérieux qui soient. Des lettres de Cocteau, Sade, Eluard adressées à celle qui eut la « passion de l'amitié » sont reproduites dans ce livre où une œuvre dispersée, enfin réunie, semble digne de durer.

R. S.

★ VALENTINE HUGO, d'Anne de Margerie, Jacques Denesque éditeur, 144 pages, illustr. en noir et blanc, 179 F.

la feuilleton

Les écrivains qui aiment dire du mal

(Suite de la page 11.)

J'approuve moins le choix du titre — le Livre de l'amertume — encore qu'il soit tiré d'une note exploitée de janvier 1936. Georges Duhamel se montre moins amer que déçu et inquiet. Sous ses narçardes, on sent la joie et la confiance dont il se reproche, dans la même note, de ne pas avoir tenu, aussi, le journal.

Devant ces taquineries de dîner et ces brouilles sans suite, on se demande d'où vient que les écrivains français, car c'est un sport national, s'abaissent à tant de gémissements et de mesquineries. C'est le malin qui le veut. L'écrivain du milieu et l'écrivain qui y règne entretiennent un climat de collige. On ne se dispute pas sans jalousie les faveurs d'une même personne : ce lecteur qui a le front de vous partager avec le voisin, ou pire, de le préférer. La vacherie flâte certaines plumes, et on pardonne mal, c'est connu, à ceux qu'on a offensés.

Les catholiques brillent à ces joutes de préaux ; sans doute par goût de la correction fraternelle et des repentins compliqués. Mauriac était le champion de la rosserie aussitôt regrettée, la main sur la bouche, mais décochée quand même, et au but. Le protestant Chamson, en tout cas, réussit à ne pas dire l'ombre d'une méchanceté sur qui que ce soit, dans ses ultimes souvenirs dont le titre — *Il faut vivre mieux* — sonne lugubrement, puisque, on le sait, l'auteur est mort à la fin de l'an passé.

Contrairement à une légende intéressée, on peut captiver et amuser, sans médisance des amis. Ceux de Chamson sont en partie les mêmes que ceux de Duhamel : plus Jean Grenier, Guillaumont, Privat, Guéhenno, Malraux, de Latre. Chamson a mieux à faire que les combattre : combattre avec eux, selon l'esprit de résistance qu'il a hérité de ses deux amis et qu'il a dressé successivement contre le fascisme des années 30, les déviations du communisme, le capitalisme des surréalistes, l'occupation allemande. En montant à l'assaut de l'Allemagne avec la brigade Alsace-Lorraine, Malraux pense à la gloire ; Chamson, lui, à un « pénible devoir », dont il n'aura pas honte, ensuite, de se dire « fatigué » ; quitte à ce que Sartre, qui ne fut pas le dernier à manier l'injure littéraire, doute de son héroïsme guerrier, lui qui n'en fut pas prodigue...

Chamson a peut-être le fin mot de ces chiquetages, lorsqu'il suggère que les écrivains français manquent de « générosité ». N'est-ce pas vrai de leurs écrits, comme à la ville ?

UTRE chien du même chenil, que les mordillements ne passionnent pas et qui en fait passer agréablement le goût : Jean Mistler.

Dans le *Jeune Homme qui rûde*, l'auteur de *Bout du monde* (Grasset, 1964) revient sur une période de sa vie, les années 20 à 30, dont il s'est notamment inspiré pour son roman *Éthérée* (1929, Livre de poche). Jeune normandien réchappé de la mort de 1914 (Gern de l'Est, Grasset, 1975), Mistler a séjourné à Budapest jusqu'en 1924, au titre des relations culturelles. Au passage, il a pris le temps d'entendre, à Vienne, le *Crepuscule des dieux* conduit par Richard Strauss. Tout en enseignant Flaubert aux étudiants hongrois, il écoute Bartok jouer ses chers airs folkloriques, les tziganes inépuisables, quelques deux cents opéras. Il observe les tentatives de restauration manquées du roi Charles de Habsbourg.

Après un séjour à Rome, le temps de se souter de merveilles, de visiter au tombeau la Pauline de Chateaubriand, de croiser Marie-Jeanne Durry au Farnèse, de voir monter le fascisme, et d'apercevoir les cicatrices du traître aux jambes pourdrées d'or, Jean Mistler revient au Quai d'Orsay remplacer Morand aux relations culturelles, où il s'occupe avec Giraudoux.

Ces promenades d'avant la trentième année ont le charme des matinées où on hâte encore sur le but du voyage et le temps qu'il va faire. La tentation et les déceptions de la politique viendront ensuite. L'insouciance est encore de mise : devant Briand glissant son pantalon sous son manteau pour en garder le pli... ou devant Hélène, future héroïne d'un premier roman, Châteaux en Belgique, et première femme aimée — cela se voit, à ses grands yeux violets.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ GEORGES DUHAMEL, le Livre de l'amertume, Mercure de France, 474 p., 149 F.

★ ANDRÉ CHAMSON, *Il faut vivre mieux*, Grasset, 288 p., 55 F.

★ JEAN MISTLER, le Jeune Homme qui rûde, Grasset, 288 p., 69 F.

IRWIN SHAW

LES VOIX DU PASSÉ

— Vous n'avez pas été sage, Roger... Ces quelques mots murmurés la nuit, au bout du fil, suffisent pour plonger Roger Damon en plein cauchemar. Que lui veut cet inconnu menaçant ? Un récit hallucinant, un tableau féroce de la vie actuelle aux États-Unis.



ROMAN

PRESSES DE LA CITE

5000 LIVRES SOLDÉS : SUCCOMBEZ A LA TENTATION

Du 11 au 29 Février



La librairie aux 45 librairies
3 Rue de Mézières 75006 Paris
(Métro Saint-Sulpice) Tél : (1) 548.20.25

Edouard Sablier

LE FIL ROUGE

Histoire secrète du terrorisme international

"La meilleure mise au point, la plus récente, sur le système terroriste international."
ANNIE KRIEGLER "LE FIGARO"

"Un travail historique impressionnant. Sablier est tout à fait convaincant."
WLADIMIR BERELOWITCH "L'EXPRESS"

"Le dossier d'Edouard Sablier est lumineux, écrasant."
EUGENE MORDACQUE "LA VOIX DU NORD"

PRIX VAUBAN 1984

PLON

Jean Autin
Les frères Pereire

Ils ont transformé la France

"Un modèle de documentation, de narration et d'intelligence des hommes et de leur époque."
JACQUES CELLARD "LE MONDE"

"Le vrai roman du XIX^e siècle c'est bien celui-là."
JEAN PRASTEAU "LE FIGARO"

Perrin

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrites inédites de romans, poésie, essais, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

PRIX GÉO-CHARLES

GÉO-CHARLES
PAR FRANS MASERIEL2^e Prix Géo-Charles

décerné par la ville d'Echoville à l'occasion de la biennale « Sport, Culture, Mouvement ».

Prix littéraire destiné à couronner une œuvre littéraire nouvelle ou poétique inspirée par le sport concourant ouvert à tous.

Jusqu'au 31 mars 1984.

Règlement complet à la Bibliothèque Pablo-Neruda 15-17, place Beaumarchais 38130 ECHIROLLES

Tél. : (76) 09-44-35



HISTOIRE

- les commanderies des Templiers et des Hospitaliers de saint Jean de Jérusalem en Saintonge et en Anjou, par A. M. Legras 80 F
- paroisses et communes de France - Isère (ouvrage collectif) 180 F
- paroisses et communes de France - Sarthe, par R. Pissier 170 F
- Atlas historique des villes de France, sous la direction de Ch. Higounet, J.B. Marquette et Ph. Wolff - chaque fascicule 48 F
- Rodez
- Albi
- Montauban
- Cahors
- Figeac
- les collèges français (XVI-XVIII siècles) en France du midi, par M.M. Compère et D. Julia 330 F
- recueil des instructions aux ambassadeurs et ministres de France - tome XXXI, Suisse - 2. Genève, les grisons, Neuchâtel et Valengin, l'évêché de Bâle, le Valais, par G. Livet 320 F
- répertoire des historiens français pour la période moderne et contemporaine, par R. Ferra et A. Faugères 100 F
- Hongrois et Français, de Louis XIV à la Révolution française, par B. Kopecki 100 F
- ordonnances des rois de France, règnes de François I^{er} - tome 9, troisième partie (mai-août 1530) 300 F
- bibliographie annuelle de l'histoire de France, du I^{er} siècle à 1983 - année 1982 400 F

Editions du CNRS

100 Avenue de la République 75012 Paris

librairie, ventes, publicité

295, rue St-Jacques, 75005 Paris

Tél. 326.58.11



Roland Jaccard

L'Âme est un vaste pays

"Plume alerte, trait incisif, aphorismes fulgurants : ce journal se lit d'une traite." Serge Doubrovsky / Le Monde

"C'est un exercice d'exhibitionnisme vrai, celui des sentiments, pas celui des muqueuses." Michèle Bernstein / Libération

histoire

Gibbon, le « Tacite anglais »

• **Connaissiez-vous ce petit homme qui ressemblait à un personnage de comédie, mais qui a laissé une œuvre majestueuse sur « le déclin et la chute de l'empire romain » ?**

L'HISTORIEN anglais Gibbon était un tout petit homme. S'il s'installait dans un fauteuil, ses pieds ne se posaient pas à terre. Sa figure est un rond dont la bouche occupe le centre et, sur le tableau de Reynolds, cette grosse tête ressemble à un bûche à une cornue. Avec cela de la coquetterie et de l'extravagance, un énorme jabot de dentelles sur un habit rouge, des fanfreluches, des broderies, un langage fat et mignard, surtout auprès des dames quand il faisait le coq dans les salons de Londres et de Paris.

En somme, une figure de comédie, mais le génie se fourre parfois dans de curieux atours : le petit homme pomponné fut le plus grand historien de son temps. Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain (de 96 à 1500), publiée entre la Déclaration d'indépendance américaine et la Révolution française, demeure inégalée.

La collection « Bouquins » donne accès à ce monument de 2 400 pages (accompagné d'une brillante préface de Michel Baridon). Gibbon a raconté la naissance du livre : « C'est à Rome, le 15 octobre 1764, alors que je méditais dans les ruines du Capitole et que les nonnes chantaient vêpres, pieds nus dans le temple de Jupiter, que l'idée d'écrire l'histoire du déclin et de la chute de la Ville éternelle se fit jour en moi pour la première fois. » Mais, dès cet instant, une deuxième idée hantait cette grosse tête : persuadé que Londres régnait alors sur les mers comme Rome régna sur les terres, il s'était juré de connaître comment l'ancienne splendeur s'était éteinte et pourquoi le monde fut englouti dans une si longue nuit, entre le glorieux des Antonins et la venue des Médiocres, puis de Louis XIV, puis des Anglais.

L'étrange est qu'à mesure du travail de Gibbon, l'Angleterre semble arpenter un chemin qui reproduit, sur un rythme précipité, la gloire et l'abaissement de Rome. Bientôt, la fragile douceur des ciels anglais sera traversée d'éclairs : les Américains trouvent que la Constitution anglaise et la monarchie intelligente ne valent rien, c'est la guerre de l'indépendance. En Angleterre, la prochaine révolution industrielle est précédée de l'apparition, spectrale encore, de ces masses humaines que Gibbon déteste. Et il est troublant que le dernier volume de Gibbon paraisse un an avant que la Bastille ne sonne les trois coups des temps nouveaux.

Une débauche de lectures

L'érudition de cet historien passe l'imagination. Même s'il possédait sept mille livres, et s'il savait grec et latin, c'est prodige qu'un seul cerveau ait contenu tant d'informations ordonnées. Il est vrai qu'il lisait tout le temps, même s'il traversait la France en diligence, son chien Muff sur les genoux. Tout petit, déjà, il se livrait à des débauches de lecture, mais il lui faut faire un séjour en Suisse pour découvrir les « Lumières ». A Lausanne, où son père l'avait expédié pour le guérir d'une crise religieuse qui lui fait troquer la

foi réformée contre le catholicisme. Gibbon fait le beau auprès des dames et manque d'épouser une personne charmante, Suzanne Curchod (qui se mariera avec Necker et dont la fille sera Germaine de Staël). Autre résultat de Lausanne : Gibbon revient au protestantisme, mais la religion s'est bien décolorée ; c'est une manière de déiste qui rentre en Angleterre.

Quand la guerre de Sept Ans éclate, Pitt lève une milice nationale pour protéger les côtes britanniques. Gibbon est mobilisé. Il est très content car on lui donne un bel habit rouge et il traîne un sabre immense. D'autres voyages le mèneront plus tard en France, en Italie aussi, où il rêve sur le Colisée. Son âme est pénétrée de douleur à la vue de ces ruines qui marquent la gloire, la décadence et la mort du grand Empire.

Tant d'activités, et pendant quelques années un siège aux Communes, les mémoires de salon, les flirtis, rien ne ralentit son énergie. Pierre à pierre, paragraphe sur paragraphe, l'édifice s'élève et, dès le premier volume, en 1776, on devine la beauté d'épure. Les autres suivront avec constance, et les lecteurs émerveillés découvriront à la fois la fresque monumentale et la question que pose Gibbon : de quelle manière le plus majestueux empire de l'histoire s'est-il défilé ?

La réponse de l'historien anglais, c'est que le miracle romain a été perverti, souillé, anéanti par les Barbares et par la religion chrétienne. Ce dernier point nous valant les célèbres chapitres 15 et 16 que Churchill connaissait presque par cœur, mais également des perditions ici et là : « La religion de Mahomet est moins contraire à la raison que cette foule de mystères qui déshonorent l'Eglise du septième siècle. » « La tolérance religieuse de Gengis Khan contraste avec la cruauté des inquisiteurs. » « Les croisades ont plutôt ramené qu'apporté la civilisation de l'Europe. » Et Gibbon se régale chaque fois qu'il peut relater dans ses notes quelque vilenie ou dépravation à propos de tout ce qui porte mitre, chapeau de cardinal ou robe de bure.

La religion malmenée

L'Angleterre lit l'ouvrage avec passion et un peu d'émotion. La société accepte mal que cet homme convenable déverse des horreurs sur la religion chrétienne. Pourtant, il est incontestable que, comme on le fait aujourd'hui à propos de la révolution française, que Gibbon fut pionnier dans cette entreprise de démolition. La religion avait déjà essayé quelques horizons. Voltaire, que Gibbon admirait, Hume qui fut son ami, avaient déjà dit pis que pendre sur ce sujet. Peut-être le « Tacite anglais » choqua-t-il davantage d'associer le plus grand désastre de l'histoire à la prédication chrétienne, pour des raisons énoncées avec jubilation : zèle passionné des chrétiens pour leur seule secte, intérêt pour l'autre monde, faiblesse des miracles, goût du martyre, perte de la sensualité antique au profit d'une ascèse qui mutila les hommes et les jeta dans les désordres...

Si Gibbon est un historien merveilleux, c'est que son arsenal théorique ne l'empêche jamais de nous berner aussi ce « matériel » : les images que délivre l'accomplissement basaradeux du temps. Gibbon traverse les siècles comme d'autres parcourent une géographie, il raconte pour nos délices tout ce qui s'est passé, et pas seulement les massacres, les guerres ou les sacres.

Ce dernier point est intéressant. Guizot, dans la préface qu'il donna pour la traduction que fit sa femme en 1812, note que Gibbon n'est pas seulement le chroniqueur des nobles événements, mais qu'il est informé sur les finances, les opinions, les mœurs, les systèmes militaires (l'historien français aurait dû ajouter sur les arts, les monnaies, les bijoux, les fourrures, les animaux, les paysages, la cuisine...). La définition de Guizot alerte. Ne conviendrait-elle pas à cette « nouvelle histoire » qui entend traiter autant des peuples que des conquérants, de la vie quotidienne que des frondes, des mentalités que des princes, cette « nouvelle histoire » qui ne fut probablement jamais aussi neuve qu'elle le prétendit ? Après tout, les grands auteurs du passé, Michelet, Gibbon, bien d'autres, avaient que raconter l'histoire, c'est faire entendre, sous ses bruits et sa fureur, ses silences.

Il va de soi, cependant, que Gibbon se distingue de la « nouvelle histoire ». Il écrit bien. Son discours est rapide, musical, on dirait une rivière qui chante comme elle avance. D'autre part, Gibbon nous restitue l'histoire totale, ses sentimentalités, ses mentalités, mais il ne se passe pas pour autant du secours des événements. Et si la lecture de son œuvre est belle, c'est par son élégance, certes, c'est aussi par les milliers d'événements dont il relève les traces mortelles.

C'est ici qu'il faut signaler un changement de ton entre les deux parties de l'ouvrage. Quand Gibbon se met en besogne, il a des idées, une théorie du déclin dont nous avons dit un mot. Sa conviction est qu'une rationalité organise la suite des événements, aussi obscurs qu'en soient les enchaînements. L'art historique doit donc relier les scènes aux scènes, dans un ordre qui leur restitue leur cohérence masquée. La révérence que Gibbon avait pour le classicisme le condamnerait à cette vue : pour que son discours fût harmonieux, encore fallait-il que les événements, même s'ils ont parfois des drôles de têtes, soient imbriqués eux-mêmes de rationalité et dociles à la mise en ordre. La première partie de l'ouvrage honore fort bien ce projet : de Trajan à la chute de Rome, la broderie se tisse comme d'elle-même, sans un accroc.

Le ton change avec la deuxième partie. C'est que Gibbon l'écrit comme les Lumières, déjà, déclinant. Et Byzance est plus rebelle à la rationalité que Rome. De sorte que ce deuxième volet, qui nous pro-



Dessin de CAGNAT.

Quand les chrétiens prirent le pouvoir

• **Un autre Anglais, Peter Brown, conteste l'idée même de décadence**

COMMENT passe-t-on d'une civilisation à une autre ? Et plus précisément, comment s'est opérée cette mutation capitale de l'Occident qu'a été la christianisation ? Traitant cette question monumentale, l'historien anglais Peter Brown lui apporte une réponse originale. Il s'attaque en effet à la thèse, couramment admise, selon laquelle le passage du paganisme au christianisme aurait été le résultat de l'effondrement du monde romain, les chrétiens ayant redonné l'espoir à une société ébranlée par le doute, l'aliénation spirituelle et la banqueroute financière.

Pour Peter Brown, cette vision dramatique de la chute de l'ancien monde est tout simplement un anachronisme, qui reflète les angoisses des historiens modernes, hantés par

le thème de la décadence. En fait, pour le chercheur anglais, il ne se produisit pas de déclin mais un changement, une adaptation. La crise du troisième siècle, qui fut marquée par une grande instabilité politique, militaire, économique, et qui aboutit à la conversion de l'empereur Constantin au christianisme, fut aussi caractérisée par une étonnante capacité d'innovation sur le plan intellectuel et culturel.

Sous les Antonins, la société romaine était parvenue à un équilibre subtil dans les relations sociales et dans ses rapports avec l'au-delà. Les puissants se partageaient le pouvoir en respectant des règles savamment codifiées de répartition des richesses, et entretenaient avec les divinités un commerce agréable et sans passion. A la fin du deuxième siècle, cette stabilité s'effondra, sous l'effet des menaces extérieures et des difficultés économiques. La société se durcit, la compétition entre les individus, au sein de la classe dirigeante, se fit plus âpre, le développement des villes rompt les solidarités traditionnelles, les méthodes de gouvernement deviennent plus autoritaires. La lutte pour le pouvoir est l'enjeu de conflits violents et s'accompagne d'un débat de fond sur le sacré.

Les « amis de Dieu »

Dans le monde antique, les hommes de pouvoir tenaient en effet leur légitimité d'une familiarité particulière avec le surnaturel. Les grandes décisions étaient le résultat de recommandations des dieux : on n'en prenait pas sans avoir consulté les oracles.

Or dans la période de tension qui commence après les Antonins, il apparaît de plus en plus clairement que les chrétiens étaient les mieux placés pour négocier avec l'au-delà.

Leur détermination, leur courage devant les persécutions, la vigueur de leurs prophéties ne pouvaient s'expliquer que par une intervention directe du « pouvoir divin ». Ils étaient les « amis de Dieu ». Mieux : ils avaient du divin en eux. A la petite monnaie, utile mais dévaluée, de la magie des prêtres païens, les chrétiens opposaient le diamant des miracles.

Dans cette société troublée, où un pouvoir immense tend à s'incarner dans un nombre restreint d'individus, le caractère divin est le critère naturel de sélection des élus ; c'est lui qui désigne les hommes dignes de commander, les institutions solides et durables. Les moines et les évêques devinrent les intermédiaires privilégiés de la puissance céleste, les détenteurs de la connaissance et de la vérité, de la sagesse et du pouvoir. En deux siècles, les chrétiens se substituèrent aux prêtres païens, parce qu'ils étaient plus efficaces, parce qu'ils correspondaient mieux aux tendances de la société urbanisée qui se mettait lentement en place, parce qu'ils étaient les interprètes les plus crédibles de la volonté divine. L'intensité de leur foi, les souffrances qu'ils s'imposèrent - et qui témoignaient de leur nature surnaturelle - les désignaient pour prendre en charge le destin des hommes. Ainsi se forma la société bureaucratique et théocratique que fut, pendant un millénaire, l'Etat byzantin.

Présentés avec une modestie et un détachement typiquement britanniques, les quatre articles composant cet essai n'en sont pas moins un brûlot, qui ne manquera pas de stimuler la réflexion des historiens. Paul Veyne ne s'y est pas trompé qui se préface : « Une ère Peter Brown commence... »

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

★ **GENÈSE DE L'ANTIQUITÉ TARDIVE**, de Peter Brown, traduit par Alain Rousselet, préface de Paul Veyne, Gallimard, collection « Bibliothèque des histoires », 195 p., 85 F.

★ **Peter Brown a publié un remarquable Vie de Saint-Augustin (Le Seuil, 1971). Un autre ouvrage de lui, Le Culte des saints, va paraître prochainement aux éditions du Cerf.**

★ **Il faut signaler aussi la traduction, par Claude Orrioux, des Papyrus de Zénon, papiers personnels d'un Grec d'Asie Mineure, venu s'installer en Egypte au troisième siècle avant Jésus-Christ. Découverts en 1914, ces documents n'avaient pas encore été traduits. Ils relatent, de façon extrêmement vivante, la vie quotidienne d'un petit notable local, ses relations avec le pouvoir local, ses affaires de famille, ses réactions devant la conduite des grands et l'évolution des mœurs...**

★ **LES PAPYRUS DE ZÉNON. L'HORIZON D'UN GREC EN EGYPTE AU TROISIÈME SIÈCLE AVANT J.-C.**, traduction de Claude Orrioux, préface d'Edmond Will, 199 p., 80 F. Editions Mactia, 6, rue Cottogno, 75006 Paris.

La sexualité dans le monde antique

A traductrice de Peter Brown, Alain Rousselet, a consacré à cette même période - du deuxième au quatrième siècle de notre ère - un livre passionnant sur l'évolution de la sexualité : *Porneia*. Elle y montre comment les débuts du christianisme ont été marqués par une exaltation de la continence et de la virginité et une renouement du désir, qui, parties des expériences mystiques des moines ascètes égyptiens, se sont étendues à toute la société gréco-romaine.

Cet étonnant mouvement fut encouragé par des raisons économiques et culturelles sans rapport entre elles : le développement de la misère en Egypte, le désir qu'avaient les riches Romains, formés au stoïcisme, de lutter contre les passions, la réputation de Grèce pour le mariage et l'aversion des femmes romaines pour la condition d'épouse...

Bernard Sergent s'intéresse, lui, à un aspect particulier de la sexualité antique, avec son essai : *L'homosexualité dans la mythologie grecque*. Il y développe la thèse selon laquelle l'homosexualité en Grèce, comme dans un grand nombre d'autres sociétés antiques, ne s'oppose pas à l'hétérosexualité, mais revêt un caractère initiatique : un maître éveillé les jeunes hommes à l'amour, afin qu'ils entrent dans la communauté des adultes.

★ **PORNEIA - DE LA MALTRAITANCE DU CORPS À LA PRIVATION SENSORIELLE - IV^e SIÈCLE DE L'ÈRE CHRÉTIENNE**, d'Alain Rousselet, PUF, collection « Les chemins de l'Histoire », 254 p., 125 F.

★ **L'HOMOSEXUALITÉ DANS LA MYTHOLOGIE GRECQUE**, de Bernard Sergent, préface de Georges Dumézil, Payot, 333 p., 122 F.

★ **HISTOIRE DU DÉCLIN ET DE LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN**, de Gibbon, Robert Laffont, collection « Bouquins », Deux volumes, 1 187 et 1 272 p., 98 F. chacun.

هكذا من الأمل

LE MONDE DES LIVRES

au fil des lectures

Récits

Jean Chalon et l'amour des arbres

Pierre, un marginal fon de végétal, traverse la vie en rêvant. Il rêve en vert et se prend pour un arbre jusqu'au moment où il comprend que... arbre, il l'est, vraiment. Sa mort sauvera le règne végétal et c'est sur lui, Pierre, que sera fondée l'Église des arbres. Le dernier livre de Jean Chalon, *Un amour d'arbres*, n'a rien d'un pamphlet écologiste. C'est un conte de fées pour adultes intelligents et avertis, un conte très bien écrit, où l'on croise Mao, Anselme, et la belle Alexandra, qui, de son jardin d'or vert, règne sur la SGAAS (Société générale des amis des arbres et du soleil).

Les arbres, Jean Chalon en parle en poète, qu'il évoque « le silence primordial d'avant la création de l'homme, ce silence dont certaines fibres gardent encore le souvenir », ou qu'il collectionne ses arbres à lui, de l'arbre 36 au tilleul sentimental, en passant par l'arbre orchestre, l'arbre goudouille, l'arbre auto. Derrière cette fantaisie, très chalonienne, se cache un propos plus grave. L'auteur voit dans l'homme la plus parfaite incarnation de l'arbre de vie, et l'incarnation de son héros, qu'on devine à travers le livre comme un tronc caillé, parmi les feuilles, est inséparable de celui d'un initié : Pierre connaît successivement l'initiation, la tentation, le sacrifice. Mais cette histoire-là reste secrète et le ton ne s'élève jamais.

Ce conte philosophique parfaitement réussi résonne comme une musique légère annonçant une nouvelle œuvre mystérieuse. Et si c'était le retour du Grand Pan ? Si le Grand Pan n'était plus mort ? Avec Jean Chalon, on ne sait jamais.

JACQUELINE DEMONNEX.
* UN AMOUR D'ARBRES, de Jean Chalon. Plon, 128 p., 40 F.

Le voyage philosophique de Bernard Mathieu

Les vrais livres, écrit Le Cécile, sont des livres magiques. Le hasard (l'initiation ?) peut à fait trouver, parmi les pierres grises de l'Amazonie

et de l'hiver, une pépite : cent quatre-vingt pages signées d'un inconnu. Nom de l'alchimiste : Bernard Mathieu. Nom de l'œuvre : *Sahara été hiver*.

Le livre appartient à cette constellation qui se forme, postérieure au Nouveau Roman, qui dérive en partie de lui et qui ronge avec lui : la constellation du « récit mytique ». Rigueur dans la forme, sobriété, incertitude en sont les vertus.

Rigueur, disons-nous, dans l'écriture et même dans le langage. La langue de Bernard Mathieu, qui raconte une expédition à travers le désert, est soigneusement « dégraisée ». Nulle phrase ne cède au psychologisme. Pas de réalisme de surface. Aucune concession au lyrisme, ce fou-rire qui des mauvais poètes. Le voyageur qui s'achète le vertige éternel. Il décrit l'éclair du soleil, des caravanes de camions, une arrivée au puits, un bordel perdu, sur un ton de parfaite neutralité, tel un géologue des strates. Il y a même du minéral dans cette écriture. Mais les hommes et les choses — et les mots pour les dire — se posent sur l'infini de la géographie et dans celui du mythe. La relation fait dans *Sahara été hiver* rebelle donc également du voyage philosophique.

CONRAD DETREZ.
* SAHARA ÉTÉ HIVER, de Bernard Mathieu. Desclée, 184 pages, 65 F.

Essai

Les sagesses de Christiane Singer

Cinq romans, dont le *Mort d'un homme* (Prix des Libraires en 1978), ont précédé ces *Agnes de la vie*, de Christiane Singer. On y rencontre une femme de quarante ans, donc arrivée au milieu de l'existence, qui déclare : « Jamais je n'ai été plus consciente, plus fermement présente, plus claire d'esprit, plus hardie de corps. » Mais ce n'est pas seulement la maturité triomphante que Christiane Singer entend célébrer : ce sont tous les âges de la vie, depuis la chaude nuit intra-médiane, jusqu'à la vieillesse, conçue non comme une décadence fatale mais comme une transformation alchimique. *Le trépas, l'échec, la méditation, la mort* : elle, la mort sont les indispensables étapes.

mais du bonheur, de la santé, de la jubilation et de la vie. Il n'y a pas de choix possible. Il faut tout prendre. » Contre les nihilismes contemporains, une voix douce et ferme s'élève, dans un style oriental, tissé de souvenirs, de paraboles, de références à des sages et des cultures autres que le christianisme et ses inversions incroyables. Il fallait que l'anti-Gioran soit une femme, et qui ne débite pas des banalités angéliques. Du coup, on aimerait croire à sa force sagesse. On aimerait.

MICHEL CONTAT.
* LES ÂGES DE LA VIE, de Christiane Singer. Albin Michel, 206 pages, 59 francs.

Philosophie

Claude Bruaire : A la recherche de l'esprit perdu

Nous avons oublié l'esprit. Le terme ne nous dit plus rien. Il paraît s'être vidé de ce qu'il évoquait, jadis, de présence immatérielle et d'évidence divine. Cette amnésie collective, dit-il, le mort banalisé où notre culture se complait : l'éthique se mue en calcul d'intérêt, « le gouvernement des hommes laisse place à l'administration des choses », l'art devient fonctionnel, le libéré symbole inutile, le langage code mécanique.

La quête de Claude Bruaire part de ce constat. Point de lamentations, mais, au-delà de l'ironie, l'exigence d'une recherche que viendrait couronner des retrouvailles avec l'esprit et l'être de l'esprit — Dieu même. La philosophie, par sa voie méditative propre, conduite ici à la fin avec la révélation chrétienne, pour parer à ces déesses auxquelles l'oubli de l'esprit nous a conduits.

Le don est la clé de ce livre. Selon Claude Bruaire, l'esprit ne peut être conséquent de la nature, ni consécutif d'une démarche déductive. Il se donne, et son être est don : « ce qui est donné n'est rien avant d'être donné, indépendamment du fait du don. »

Abandonnement d'une démarche inaugurée il y a vingt ans, avec *L'affirmation de Dieu, essai sur la logique de l'existence* (Seuil), ce livre a quelque chose d'insolite, aux antipodes de nos modes de nos modes comme de nos préconisations. Un professeur à la Sorbonne qui redonne vie à la preuve ontologique, qui s'inscrit la conception thomiste de la Trinité, non en archéologue érudit, mais en chercheur d'absolu, cela peut faire sourire. Cela peut aussi, tout préjugé gardé, et sans emporter la conviction, étonner.

ROGER-POL DROIT.

* L'ÊTRE ET L'ESPRIT, de Claude Bruaire, Presses universitaires de France, 286 p., 145 F.

Poésie

La pudeur de Claude Royet-Journoud

Claude Royet-Journoud a trop de pudeur pour tolérer que ses blessures provoquent le rire de lecteurs légers. Les quelques confidences qui lui échappent relèvent d'une « géographie grammaticale et nocturne » dont lui seul possède les clés. Ses poèmes forment une symphonie de la « schizophrénie ». Le style souvent « télegraphique » de cet auteur est peut-être une manière, pour lui, de s'opposer à la « discorde » des émotions.

Claude Royet-Journoud écrit en prose d'équilibre et porte le deuil d'une enfance dépeçée par la mémoire. Cet homme se sent de trop quand il arpente des villes, où se promènent des morts « habillés de neuf ».

« Quelques mots suffisent au commerce », écrit-il laconiquement. Claude Royet-Journoud, qui s'insurge contre l'usage vicieux du vocabulaire, se condamne ainsi à n'avoir pour complices que des individus parvenus à la rigueur.

PIERRE DRACHINE.
* LES OBJETS CONTIENNENT L'INFINI, de Claude Royet-Journoud, Gallimard, 96 p., 60 F.

* LA VIE DES FRANÇAIS EN 1914-1918 est le thème du concours de « L'Histoire de demain », organisé chaque année par les Archives nationales pour les jeunes de 14 à 18 ans. Une douzaine de prix nationaux seront attribués parmi les candidats qui devront remettre un court dossier illustré avant le 18 avril. Les élèves et enseignants intéressés pourront se renseigner, pour Paris, aux Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris cedex 03 et, pour les autres départements, au service des Archives départementales.

MICHEL JEURY.

Une vie passionnée, une peinture passionnante, une mort passionnelle.

La vie d'un grand peintre méconnu des années vingt

Adieu LUCY Le roman de PASCIN André Bay



Qui était Pascin (prononcer Paskine) ? Un peintre des années folles. Un aristocrate de la bohème du Montparnasse... André Bay nous fait découvrir dans ce roman passionnant, ce peintre couvert de gloire de son vivant et pourtant maudit, ce don Juan couvert de femmes et qui pourtant n'en aime qu'une : Lucy.

ALBIN MICHEL

L'Albertine

LIVRES ANCIENS ET MODERNES
LIVRES ILLUSTRÉS
ÉDITIONS ORIGINALES
ESTAMPES
Catalogue gratuit sur demande
9, rue Maître-Albert, Paris 5^e
(1) 329.39.20

LAENNEC (1781-1826)

Un numéro spécial de la Revue du Palais de la Découverte édité à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Laennec, la seule publication des conférences présentées au colloque du Collège de France.
Laennec professeur au Collège de France, Laennec médecin, Laennec humaniste parisien, la diffusion de l'œuvre étrangère de Laennec
248 pages - Franco France 62,50 FF - Franco Étranger 66,80 FF
Palais de la Découverte, av. F.-D. Roosevelt, 75008 PARIS

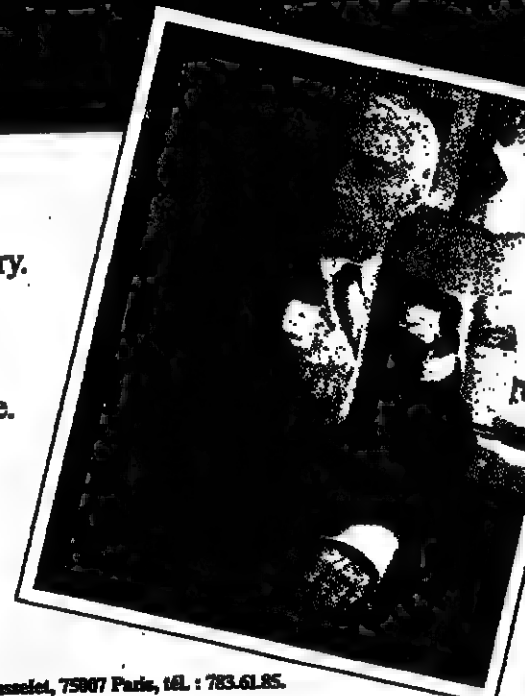
Aux Éditions du Club de L'Honnête Homme le Théâtre complet de SACHA GUITRY

En 12 volumes : le théâtre complet de Sacha Guity.

Une édition établie d'après les archives de l'auteur.

Une iconographie exceptionnelle.

Deux tomes de pièces inédites accompagnées de notices et notes bibliographiques établies par Henri Jadoux.



Aux Éditions du Club de L'Honnête Homme, 32 rue Rousselle, 75007 Paris, tél. : 783.61.85.

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part une documentation sur :

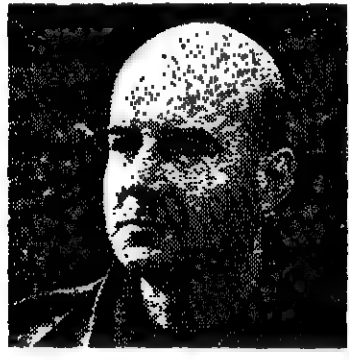
☐ Théâtre complet de Sacha Guity ☐ L'Œuvre de Céline ☐ L'Œuvre romanesque de Sartre/Beauvoir
☐ Les Œuvres complètes de Balzac ☐ Flaubert ☐ Péguy ☐ Colette ☐ Labiche
☐ Les Œuvres complètes de Camus ☐ Les Romans historiques d'Alexandre Dumas (XVI^e et XVII^e siècles).

Nom _____ Prénom _____ Profession _____
Adresse _____ Code postal _____

Aux Éditions du Club de L'Honnête Homme, Lucie Fieschi éditeur, 32 rue Rousselle, 75007 Paris, tél. : 783.61.85.

MICHAEL D. PALMER
Des petits journaux aux grandes agences
Naissance du journalisme moderne
Un grand livre de la collection "L'Esprit du Livre"
Autobio

Carol DUNLOP
Julio CORTÁZAR
Les autonaves de la cosmoroute
ou un voyage intemporel
Paris-Marseille
GALLIMARD

DENOËL
Guyotat

s'explique dans
Vivre
L'INFINI

lettres étrangères

Zamiatine l'hérétique

● Un précurseur de Huxley et d'Orwell

VOICI un écrivain mal connu en France. Il appartient à la famille de ces redoutables génies qu'étaient les Gogol, les Boulgakov, les Zolotchenko, les Platonov. Evguénie Zamiatine, né en 1884 en Russie, se consacre à la littérature malgré sa formation scientifique. Arrivé comme révolutionnaire en 1905, il refuse cependant de mettre son talent au service d'une idéologie. Il salue avec enthousiasme octobre 1917 et anime un groupe d'avant-garde, les Frères de Sérapiôn, qui joue un grand rôle dans l'épanouissement des lettres soviétiques de ce temps. Mais, en 1931, quand le bouillonnement créateur, novateur comme jamais, des intellectuels russes est étouffé par la convention du réalisme socialiste, Zamiatine s'expatrie. Angliciste réputé, traducteur et critique de Wells, de O'Henry, de Sheridan, il souhaite s'installer à Londres et, comme le Polonais Joseph Conrad, écrire en anglais. C'est finalement en France que Zamiatine émigre. Il meurt en 1937 à Paris.

Nous devons les *Insulaires*, premier des deux récits qui viennent d'être publiés par L'Age d'homme dans le même volume, au séjour que fit l'écrivain russe en Angleterre, en 1916, quand il était encore ingénieur. Dans une petite ville de province qui vit à l'heure victorienne, toutes les activités sont réglées selon les *Préceptes* du pasteur, maître à penser de la communauté et son inépuisable censeur. Y sont dûment spécifiés les horaires des repas, des pénitences, le temps pour prendre le frais, et celui où les ouailles doivent accomplir leur devoir conjugal, en l'occurrence un samedi sur quatre.

Dans ce meilleur des mondes qui annonce déjà celui d'Huxley et d'Orwell, un aristocrate ruiné tombe amoureux d'une femme divorcée. Mal lui en prend. L'histoire, cocasse et grinçante au début, finit en tragédie : un crime passionnel sanctionné par un meurtre légal afin d'assurer la pérennité des tabous religieux et sociaux. Ce texte, publié pour la première fois en 1918, dans une revue de Saint-Petersbourg, préfigure les écrits ultérieurs (1) de Zamiatine exprimant le rejet du fanatisme institutionnel qui nivelle les individus.

Comme le remarque François Lyssenko, traductrice et préfacière du récit, le public russe accueillit les *Insulaires* avec joie, car l'auteur, pensaient les lecteurs, se moquait des Anglais, étrangers bizarres et lointains. Mais quand la verve satirique de Zamiatine prend les siens pour objet, c'est aussitôt la censure, l'assaut des critiques. Son humour dévastateur s'attaque à la bureaucratie tentaculaire d'un Etat où « l'homme, apprenti-sorcier, se mécontente en même temps qu'il méprise sa vie ». En effet, Zamiatine le sceptique a su entrevoir les premiers signes de la dégénérescence des idéaux révolutionnaires en Russie. C'est pourquoi, *Nous autres*, son chef-d'œuvre, une terrifiante utopie qu'il écrivit en 1920 - et qui servira de modèle à l'auteur de 1984 - n'a jamais vu le jour dans son pays (2).

Les racines de ce mal, c'est dans l'esprit des hommes aliénés par la misère que Zamiatine ira les chercher. Comme Sartre plus tard dans

l'Enfance d'un chef, l'écrivain russe nous raconte dans *Provinces*, second récit du présent volume, l'irréversible perversion d'un pauvre bourgeois de la troupe de ceux dont les apparences font leurs indices, leurs tortionnaires, leurs bourreaux. Enfant, Anfin Baryba, le personnage principal, est tout juste un peu paresseux. Nous sommes au début du siècle dans un bourg assoupi au fin fond de la steppe, quelque part en Russie. Chassé par son père, cet enfant, sans grandes qualités et sans défauts majeurs, deviendra vagabond, gigolo et voleur, pour finir faux témoin à la solde d'un avocat véreux. Son errance prendra fin le jour où, pour avoir dénoncé un innocent, il sera promu flic. Fort de sa fonction, ivre de puissance et d'alcool, il clamera haineusement face à ses camarades ébahis le commandement essentiel de l'Autorité : « Ici, maintenant, c'est strictement interdit de rire ». Nous savons à quoi cette interdiction proférée par la bouche d'un vaurien allait aboutir.

Prophétique Zamiatine. Par son style elliptique, expressionniste, par la fulgurance de ses phrases, ce grand hérétique reste sans doute le plus singulier précurseur que la Russie nous ait donné dans les trois premières décennies de ce siècle.

EDGAR REICHMANN.

* LES INSULAIRES, d'Evguénie Zamiatine, traduit et préfacé par François Lyssenko, suivi de *PROVINCES*, traduit par Catherine Casvia. L'Age d'homme, collection « Classiques slaves », 204 p., 79 F.

(1) Récit du plus important, le *Fleuve de Dieu*, aux Editions L'Age d'homme.
(2) Texte repris dans *l'Imaginaire*, Gallimard, 1979.

Les infortunes d'un Soviétique à Londres

TOUT commence par un parapluie volé. Non, deux parapluies, puisque le premier, originaire de Moscou, et le second, made in England, disparaissent à tour de rôle. Or, comme chacun sait, les parapluies qui franchissent le rideau de fer ont parfois du sang sur les baleines. C'est dire les ennuis qui menacent leur propriétaire, Narator, réfugié soviétique, employé à l'OmniDiffusion, une seule jumelle de la BBC. Pour améliorer ses fins de mois, il a obtenu un rôle de figurant dans un film à la gloire de la révolution d'Octobre : les *Dix Jours qui ébranlèrent le monde*.

Ebranlé, Narator l'est plus que personne, car on lui a aussi dérobé ses vêtements, le condamnant à garder sur le dos l'uniforme de marin du *Potemkine* qu'il ne demandait qu'à passer à la poubelle, qu'est-il venu faire à Londres ? Pour expliquer ses malheurs, Narator invoque des raisons nébuleuses : la perte de la gomme avec laquelle, correcteur modèle, il effaçait les fautes de grammaire des textes officiels, les propos incrimés que tenaient jadis, sur sa radio portative, des orateurs qui osaient contredire la Pravda, ou seulement une tramway fatiguée, remontant à l'enfance...

Au hasard de ses péripéties, Narator respire une bouffée d'air du pays, assortie de vodka-chron, chez une vieille compatriote émigrée, puis aboutit chez une jeune journaliste

avide de scoop qui le presse d'exécuter sa mission « de sacrifice et de martyrs », un programme conforme à l'âme slave. Mais Narator ne comprend pas et ne veut pas comprendre. Un coup de parapluie remettra les choses en place.

Cocasse et pathétique, et d'autant plus l'un que l'autre, *Service russe* s'inscrit évidemment dans la tradition de Gogol, Nabokov, qui cède de l'œil au tournant d'une phrase, dit-il qu'il n'y a pas de meilleur modèle. Sans doute aussi reconnaît-il sa propre influence dans l'humour grinçant de Zinovï Zinik ou dans les prouesses linguistiques que la traductrice, Annie Sabatier, a superbement transposées en français. Comme Narator son héros, Zinik (né à Moscou en 1945) travaille au service russe de la BBC à Londres. Par pudeur, il a l'œil narquois, la nostalgie ricanante. Son apprentissage l'a doté d'un don de double vue qui lui permet de brocarder équitablement le *swinging London* et l'austérité soviétique. Pas de quartier pour les nantis, mais une infirmité pitié pour le petit homme. Narator, c'est Charlot émigrant, le porte-parole des muets, des veineux. S'il paraît (à son corps ô combien défendant) c'est pour enlever les systèmes qui écartent le pétrole.

GABRIELLE ROLIN.

* SERVICE RUSSSE de Zinovï Zinik, Annie Sabatier. Traduit du russe par Annie Sabatier, 192 pages, 69 F.

Adieu à Jorge Guillen

L'AGE n'avait pas atteint le sourire doré, aristocratique, sur le visage limpide. L'œil était resté malicieux derrière les lunettes, et la voix fraîche et cristalline pour accueillir l'ami qui venait lui rendre visite à Malaga, où il s'était retiré depuis son retour en Espagne, où il est mort le 6 février (voir *le Monde* du 8 février).

La clarté du ciel cristallin - Jorge Guillen était né à Valladolid en 1893 - le préparait à la transparence : l'après du sol, à la rigueur ; la beauté des villes, à l'architecture. La France, qui s'ouvrit tôt à lui, affina ces qualités. Jeune universitaire, lecteur à la Sorbonne de 1917 à 1923, il fréquenta la poésie française, fut Baudelaire et devint l'ami de Paul Valéry, dont il traduisit merveilleusement le *Cimetière marin* ; en 1921, il épousait une Française, Germaine Cahen.

A Tréguier, la mer et le ciel brutalement jetés en lui la source poétique. C'est là qu'il commença son *Canique*, qui fut publié à Madrid en 1928. Durant des années, à travers trois rééditions successives, le poète, aspirant à être l'auteur d'un livre unique, l'amplifia. Quand il l'acheva en 1950, alors qu'il enseignait en exil la littérature à l'université de Wellesley, les soixante-quinze compositions initiales étaient devenues un épais volume de trois cent trente-quatre poèmes.

Curieusement, cette édition définitive de *Canique* forme un tout parfait, une unité architecturale où chaque poème est comme une pierre lumineuse venue prendre naissance dans sa place dans un ensemble pourtant non préalable.

Constatons-le, en le regrettant : les liens privilégiés de Jorge Guillen avec la poésie et l'université françaises, son amour pour notre pays, n'ont que fort peu facilité la diffusion de sa création. *Canique* est un authentique chef-d'œuvre que l'on voit rarement figurer dans nos bibliothèques à sa place légitime : près de Mallarmé, Valéry, Saint-John Perse, Eliot, Rilke, Ezra Pound. La France n'en possède d'ailleurs que des traductions partielles. Jules Supervielle et Jean Cassou, qui l'administrent, en publièrent en 1956 quelques *Fragments* (1), avec la collaboration d'universitaires passionnés comme Roger Assensou, Paul Verdevoye et Pierre Darnaud, lequel lui consacra un vibrant essai : *Jorge Guillen ou la Canique éternelle* (2).

Plus récemment, l'hispaniste poète Claude Esteban a traduit pour notre plaisir un choix important de ses plus beaux fleurons et défini avec précision la quête patiente de Guillen, la célébration qu'il entreprit des choses de la vie dans leurs grandes ou infimes palpitations, dans leur mystère ou leur diapha-

nité, en cristallisant par les mots la permanence (3).

Longtemps Guillen, constate Claude Esteban, avait prétendu écrire l'histoire de son horizon. « Notes tardives avec l'histoire/ Jour après jour déstabilisé ». Mais comment ignorer l'impact de la guerre d'Espagne, du deuxième conflit mondial qui lui succéda, de la violence savante granité de notre temps ? Depuis 1953, Jorge Guillen avait orienté sa poésie vers des chemins plus engagés. Remplis d'échos tragiques, mais néanmoins porteurs d'espoir, les trois volumes de *Canique-Maramagnan* (1957), *Qui vous se jeter dans la mer...* (1960), *A la hauteur des circonstances* (1963), vinrent unir la voix d'un grand aîné à celles, civiques et combattives, de la jeune poésie espagnole.

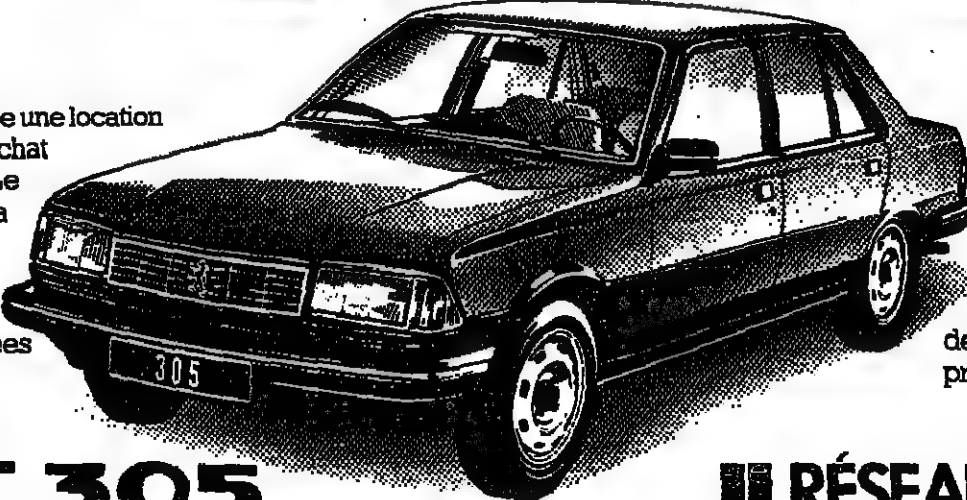
Sentant ses forces décliner, il restait à Jorge Guillen le devoir de prendre congé de ses amis en leur dédiant poèmes ou traductions. C'est ce qu'il fit, avec élégance et raffinement, comme toujours, dans un dernier recueil au titre significatif : *Final*.

CLAUDE COUFFON.

(1) Ed. Pierre Seghers, coll. « Autour du monde ».
(2) Librairie des Editions espagnoles, Paris, 1958.
(3) Jorge Guillen, *Canique*, poèmes choisis, préface et traduits par Claude Esteban, Gallimard, 1977.

590 F JE CRAQUE!

Le Réseau PEUGEOT TALBOT vous propose une location avec promesse de vente et bien sûr le rachat immédiat de votre voiture actuelle* Le dépôt de garantie initial de 8968 F pour la 305 est égal à l'option d'achat final:
- 1^{re} année: 12 loyers mensuels de 590 F,
- 2^e année: 12 loyers mensuels de 890 F,
- 3^e année: 12 loyers mensuels de 1090 F, les 3 années suivantes.
Coût total d'acquisition: 65 968 F TTC.



Offre valable jusqu'au 20 février 1984, sous réserve d'acceptation du dossier par Loca-Din.
Modèle présenté: PEUGEOT 305 - Année modèle 84. Prix au 26 décembre 1983: 47 200 F - Sauf Corse.
Pour tous les autres modèles 305, le montant des mensualités sera déterminé en fonction du prix du véhicule choisi.

* aux conditions générales de l'Argus.

PEUGEOT 305

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

25.100.000

هكذا من اجل

COMMUNICATION

LE CAHIER DES CHARGES DE CANAL-PLUS

Une quatrième chaîne en liberté surveillée

En donnant pour douze ans à Canal-Plus une concession de service public, le gouvernement autorise la première société privée de télévision nationale. Libération prudente puisque cette opération a lieu par l'intermédiaire du groupe Havas, dont l'Etat est l'actionnaire principal : libération quand même. Mais restait à connaître la marge de manœuvre de cette quatrième chaîne, c'est-à-dire son cahier des charges.

Curieusement, le texte est resté secret depuis plusieurs semaines. La Haute Autorité de la communication audiovisuelle n'a pas été consultée sur sa rédaction, alors que la loi semble le recommander. Les professionnels du cinéma, en négociation avec Havas, le demandaient en vain au secrétariat d'Etat chargé des techniques de communication. « Sa publication n'est pas obligatoire », répondait-on chez M. Filloud en se référant d'ailleurs aux précédents des concessions d'autoroutes ou des eaux et forêts. Au moment où l'on débat à l'Assemblée nationale de la transparence des entreprises de presse, l'argument est difficile à soutenir et les députés de l'opposition n'ont pas manqué de le faire remarquer.

Le cahier des charges de Canal-Plus n'a pourtant rien d'inouï. Le dispositif est léger : 25 articles au lieu de la centaine qui régit les sociétés publiques de télévision. Les grandes contraintes du service public sont réduites au minimum : ordre public, bonnes mœurs, objectivité, équilibre des familles de pensée et droit de réponse. Aucune mention de communication gouvernementale, de discours présidentiel, de campagnes électorales ou d'émissions de consommateurs. Pas d'obligation de faire de l'information, de la culture ou des émissions pour la jeunesse. Pas de programme minimum en cas de grève mais, mais pas, non plus, de convention collective d'indivisibilité pour le personnel. Canal-Plus aura les mêmes libertés pour organiser ses programmes, innover, séduire sa clientèle.

La quatrième chaîne reste cependant prioritairement liée au cinéma puisqu'elle lui conserve obligatoirement un quart de ses ressources. Une obligation que l'Etat n'a jamais imposée aux chaînes publiques. Le cahier des charges reprend l'arbitrage gouvernemental intervenu au cours des longues et tumultueuses négociations entre Havas et les professionnels du cinéma (le Monde du 17 novembre 1983). Le système complexe réglant les délais de programmation des films sur la chaîne risque pourtant d'être dépassé. Les deux parties sont sur le point de trouver un accord sur un délai plus long, permettant l'exploitation en salles lorsque la chaîne aura fait le plein de ses abonnés, tout en offrant à Canal-Plus des facilités pour son démarrage.

Les risques financiers

La question des ressources est plus délicate. Canal-Plus doit vivre de ses abonnés et ne peut pas prétendre au marché publicitaire. En compensation, Havas a obtenu l'exclusivité de médiation. L'article 21 précise que cette exclusivité est perçue par tout service de télévision financé exclusivement par abonnement, mais il est peu probable, à court,

échéance, qu'un réseau câblé puisse avoir assez d'abonnés pour se passer de publicité et intéresser un mécène. Cette disposition est loin de satisfaire tout le monde : les chaînes publiques, d'abord, qui voient échapper des ressources possibles ; la Haute Autorité, ensuite, qui considère que la Régie française des spectacles (RFS) est ainsi privée d'une part importante de son marché ; les partenaires éventuels du médiateur, enfin, qui auraient préféré financer des émissions sur des programmes touchant un plus large public.

Cette exclusivité du médiateur, qui, pour M. André Rousselet, président de Canal-Plus, représente 5 % des ressources, suffit-elle à limiter les risques financiers de l'entreprise ? L'article 22 offre discrètement une autre porte de sortie. Toute augmentation des trois quarts d'heure d'émissions non codées (article 7) est liée à l'octroi de nouvelles ressources. Ne suffit-il pas à Canal-Plus, en cas d'échec commercial patent, de renoncer au code de décodage des émissions et au principe de l'abonnement, pour bénéficier de la publicité ou de la médiation ?

Au secrétariat d'Etat chargé des techniques de communication, on indique qu'une telle éventualité s'accompagnerait d'une renégociation complète de la concession et que, pour tout abandon, le concessionnaire devrait à l'Etat de lourdes indemnités. Canal-Plus est rigoureusement surveillé par le ministère des

finances, signataire, aux côtés de M. Filloud, du cahier des charges. Ce verrou économique est accepté de plein gré : personne n'a vraiment envie que l'expérience de la quatrième chaîne échoue.

Restent les zones d'ombre du cahier des charges. La production télévisuelle, d'abord : ici, pas de quota pour les programmes français, pas d'imputation obligatoire d'une partie des recettes. On est loin du premier projet de la quatrième chaîne qui devait servir de fer de lance à un renouveau de la création. Les entreprises privées de production qui connaissent pourtant de graves difficultés, se sont même bien défendues que leurs collègues du cinéma. Il y a, bien sûr, l'incitation du fonds de soutien à l'industrie des programmes avec ses 110 millions de francs disponibles dès cette année. Reste à savoir si la plus grande part de ce financement n'a pas été versée à la production et à la Société française de production, qui préparent déjà des co-productions avec Canal-Plus.

Enfin, le cahier des charges ne réglemente pas les rapports de Canal-Plus avec les futurs réseaux câblés et laisse toute liberté à la négociation commerciale. La quatrième chaîne devra néanmoins indemniser l'indivisibilité de France si elle quitte le réseau hertzien avant les cinq ans nécessaires à son amortissement.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Les principales obligations

Art. 9. - Le concessionnaire consacre au cinéma, à son histoire, à la promotion et à la diffusion d'œuvres cinématographiques une partie importante de ses programmes. Il assure, par dérogation aux dispositions de l'article 21 ci-après, la promotion des œuvres cinématographiques.

Art. 11. - Les œuvres cinématographiques ne peuvent être programmées le mercredi avant 22 heures, le vendredi avant 22 heures, le samedi avant 23 heures et le dimanche avant 20 h 30. Des rediffusions peuvent avoir lieu entre 0 heure et 13 heures les lundis, mercredis, samedis, dimanches et jours fériés, entre 9 heures et 18 heures les autres jours.

Art. 12. - Les œuvres cinématographiques de long métrage diffusées par le concessionnaire doivent respecter les quotas suivants, sous réserve d'étendre le premier exercice à une période de dix-huit mois et d'inscrire, dans ces quotas, non seulement les œuvres cinématographiques programmées mais aussi les œuvres cinématographiques achetées et coproduites :

- 60 % au moins des œuvres cinématographiques émanant directement et exclusivement des Etats membres de la Communauté économique européenne.
- 50 % au moins des œuvres cinématographiques d'expression originale française.

Art. 13. - Le concessionnaire s'engage à consacrer un quart de ses ressources annuelles à l'approvisionnement de ses programmes en œuvres cinématographiques.

Art. 21. - La diffusion à l'antenne de messages publicitaires est interdite au concessionnaire. En contrepartie, le concessionnaire est autorisé à recevoir des contributions d'entreprises publiques ou privées désirant financer des émissions dans le but de promouvoir leur image, leurs activités ou leurs réalisations.

en faisant connaître leur nom, leur dénomination ou leur raison sociale.

Cette autorisation est réservée aux services de télévision financés exclusivement par abonnement.

Les émissions ainsi financées ne doivent en aucun cas servir à promouvoir les caractéristiques des biens ou des services produits ou commercialisés par l'entreprise qui finance l'émission. Sont autorisées, avant ou après diffusion des émissions financées par ces entreprises :

- La citation de leurs noms, dénominations ou raisons sociales ;
- Les références aux signes distinctifs habituellement associés à la présentation de leurs noms, dénominations ou raisons sociales.

Tout autre mode de patronage d'émission sera soumis préalablement à l'accord d'une commission de déontologie désignée par le concédant, laquelle sera chargée de contrôler les conditions dans lesquelles est appliqué le présent article.

Dans l'hypothèse où ces autres modes seraient effectivement développés par d'autres services de télévision, la commission serait autorisée à y recourir pour autant qu'ils ne comportent pas la diffusion à l'antenne de messages publicitaires. Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à la diffusion sur l'antenne d'émissions visant à assurer l'information et la promotion d'œuvres ou spectacles à caractère culturel, éducatif ou sportif sous réserve que le concessionnaire ne perçoive aucun versement financier à ce titre.

Art. 22. - Si le concédant impose au concessionnaire que la durée des émissions prévues à l'article 7 du présent cahier des charges dépasse trois quarts d'heure par jour et une heure le samedi et le dimanche, le concédant autorisera le concessionnaire à recourir à des ressources complémentaires.

UN PROJET DE M. J.-F. KAHN

1 million de francs pour le lancement de « l'Événement »

Le premier numéro d'un nouvel hebdomadaire intitulé « l'Événement » dont le projet est conçu par notre confrère Jean-François Kahn - devrait paraître en octobre prochain. La plaquette diffusée pour en expliquer l'esprit et l'originalité présente l'« Événement » comme un « après-actualités », le situant comme « l'hebdomadaire de l'avenir qui ne se veut ni de gauche, ni de droite, ni au centre, mais résolument en dehors ».

Depuis son départ des Nouvelles littéraires, en avril 1982, Jean-François Kahn songe à créer ce type de publication qu'il présente, en toute modestie, comme « un journal pour les meilleurs ». A partir de ce postulat, il interroge : « Combien sont-ils à aspirer, hors de toutes soumissions partisans, à la rigueur financière autour de cinquante mille exemplaires, à la critique sans la démodage ? Des centaines de milliers, nous en sommes convaincus, sans quoi notre pays serait perdu. »

Le financement du projet est lui-même peu banal : une société par actions a été constituée ; une quarantaine de personnes ont versé, au total 1 million de francs. Cette somme sera investie dans la publicité d'un emprunt public, organisé par la Banque Worms, pour financer le journal proprement dit. L'emprunt se composera alors de quarante mille actions de 500 francs (soit 20 millions de francs), formule qui, selon Jean-François Kahn, « garantira l'indépendance de la publication ». Les actions devraient être mises sur le marché entre mai et juin prochains, aux guichets de la Société générale.

L'« Événement », vendu 20 francs - autre « garantie de qualité et d'indépendance » - devrait trouver son équilibre financier autour de cinquante mille exemplaires. Il comportera quatre vingt deux pages et exigera une équipe d'une trentaine de journalistes.

C. D.

LE SAVOIR FAIRE PLAISIR

Sous forme de plateaux prêts à servir, Coquelin Allé vous propose pour vos réceptions, lunchs, soupers, goûters d'enfants, une formule simple composée de ses meilleures spécialités.

Coquelin
AINÉ

1 PL. DE PASSY 75016 PARIS
TEL : 288.21.74

Jeudi 16 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Fouilleton** : La chambre des dames. D'après le roman de J. Bourin, adaptation F. Verly, réalisation Y. André, avec H. Virlojeux, N. Jamet, S. Bache, M. Vial...
- 21 h 30 **Contre-enquête**. Magazine de Anne Hong.
- 22 h 30 **Jeux olympiques d'hiver**. Magazine de Anne Hong.
- 23 h 10 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 **Série** : Le testament. D'après N. Shute, réal. D. Stevens. Une série australienne en six épisodes. De 1942 à 1950, de la Malaisie occupée par les Japonais à la brousse australienne, l'histoire d'une jeune Anglaise, héritière d'un testament, et d'un Australien qui cherchent éperdument à se retrouver.
- 21 h 30 **Alain Decaux** : l'histoire en question. Opération Jéricho.
- 22 h 30 **Jeux olympiques d'hiver**. Magazine de Anne Hong.
- 23 h 10 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **Cinéma** : Le Mystère Picasso (hommage à H.-G. Clouzot).
- 21 h 30 **Cinéma** : Le Mystère Picasso (hommage à H.-G. Clouzot).
- 22 h 30 **Cinéma** : Le Mystère Picasso (hommage à H.-G. Clouzot).
- 23 h 10 **Journal**.

Picasso, en train de dessiner ou de peindre, est filmé par un cinéaste qui cherche à montrer le processus de sa création. Un « film d'art », comme on disait alors. Tout à fait à part dans l'œuvre de Clouzot, filmé en noir ou en couleurs selon la nature des travaux de Picasso. Il s'agit pourtant d'une mise en scène, où la technique de la caméra se modifie selon les méthodes employées par l'artiste.

- 21 h 50 **Journal**.
- 22 h 40 **Avec le temps** : Patricia. Emission de Mécène Grégoire, réal. A. Delarive.
- 23 h 20 **Préluce à la nuit**. Choral et 3. de César Franck, interprété par Louis Robillard (orgue).

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5 **Dans les mains du magicien**.
- 17 h 12 **Les conteurs** : forêt landaise.
- 17 h 52 **Pierre Luccin raconte** : Ah ! les femmes.
- 18 h 8 **Fouilleton** : Dynasty.
- 18 h 55 **GH et Julie**.
- 19 h **Informations**.
- 19 h 35 **Fouilleton** : Le 18 à Karbriant.
- 19 h 50 **Dessin animé** : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

- 20 h **Nouveaux répertoires dramatiques** : L'Auberge verte, par J. Guille, avec H. Virlojeux, J. Négroni, M. Nerval, F. Bouffard.
- 21 h 45 **La place de l'autre**, de J.-L. Lagarde, avec J. Berger et B. Devoldère (Redif.).
- 22 h 30 **Notes magiques** : Harold Szeemann, un visionnaire de génie.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert** (en direct de la salle Pleyel à Paris) : Pour un livre à Venise, de Sinopoli, Symphonie n° 4, de Schumann, par les Chœurs et l'Orchestre de Paris, dir. G. Sinopoli.
- 22 h 45 **Fréquence de nuit** : Fouilleton « Tango » ; à 23 h 10, Musiciens sans publie.

Vendredi 17 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 **TF 1 Vision plus**.
- 12 h **Le rendez-vous d'Annie**.
- 12 h 30 **Atout cœur**.
- 13 h **Journal**.
- 14 h 45 **Série** : Amusement votre.
- 14 h 50 **Temps libres**.
- 15 h 40 **Destination**... France. L'Isère.
- 17 h 5 **Croque-vivants**. Spécial Guyane.
- 17 h 30 **Jeux olympiques d'hiver**. Magazine de Anne Hong.
- 18 h **Fouilleton** : Le nouveau d'Amérique.
- 18 h 15 **Le village dans les nuages**.
- 18 h 40 **Variété**.
- 18 h 55 **7 heures moins 5**.
- 19 h **Météo première**.
- 19 h 15 **Emissions régionales**.
- 19 h 40 **Jeux olympiques d'hiver** (résumé).
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Variété** : Les vainqueurs. Emission de Y. Mourou et M. Riessenc, réal. G. Amado.

Une nouvelle émission de variétés célèbre les réussites des deux domaines professionnels chaque fois sur un thème. Le premier numéro est consacré à la jeunesse.

21 h 50 **Désirs de femmes** : Plaisirs d'amour. Les nouvelles femmes - de 18 à 35 ans sont-elles plus heureuses que leurs mères ? Sept témoignages dont trois principaux : une étudiante, un professeur, une aide-soignante, recueillis par une journaliste Betty Narbonne et une psychanalyste Martine Gosselin.

22 h 45 **Branches-musique** : 22, v'la le rock. Une émission de Jean-Bernard Hebe.

Avec le groupe Yes, Tracy Ullmann, Belle Stars, Assembly, Eurythmics.

23 h 30 **Journal** et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 **Antipode**.
- 11 h 15 **Journal** (et à 12 h 45).
- 11 h 20 **Jeux olympiques d'hiver** (et à 13 h 30).
- 12 h 30 **Si** : Si l'on parle de la vie.
- 14 h **Journal**.
- 14 h 45 **Résumé** : L'actualité de la semaine.
- 15 h 30 **C'est la vie**.
- 15 h 50 **Jeux** : des chiffres et des lettres.
- 16 h 15 **Emissions régionales**.
- 19 h 40 **Le théâtre de Boulevard**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Série** : Quérille ou les désastres de la guerre. De J. Semprun, R. Azouza, E. Chamorro, réal. M. Camus. Avec B. Freson, P. Santini, P. Rouleau.

Troisième épisode. Après avoir placé son frère sur le trône d'Espagne, Napoléon doit faire face à la révolte qui s'empare. Il déclenche une répression terrible en même temps qu'il promulgue une série de décrets contre l'impérialisme, les privilèges seigneuriaux, afin de mettre fin, pense-t-il, à l'âge des ténébreux. Goya éclabousse ses toiles de sang. Un feuilleton qui n'est pas à la hauteur de ses ambitions.

21 h 30 **Apostrophes**. Magazine littéraire de B. Pivot.

Sur le thème : *Albums de famille*, sont invités : Miriam Condor (Blaise Condor), François Chapon (Mystère et splendeurs de Jacques Doucet), Jean Hugo (le Regard de la mémoire), Eric Neuhoff (Un triomphe) et Bernard Dubanel (Le Livre d'autant, préface du Journal de G. Dubanel).

22 h 45 **Journal**.

22 h 55 **Ciné-club** : Les quatre coins du monde. Au bord de la mer bleue. Film soviétique de B. Barnet (1935), avec E. Kozmina, L. Sverdlin, M. Kropov, S. Svachenko (v.o. r.-f.). Une jeune fille appartenant à une kalchoue de pêcheurs d'île de la Caspienne fait la coquette avec deux mécaniciens, les rend jaloux l'un de l'autre. Une comédie très surprenante dans le cinéma soviétique de l'époque. Barnet se détourne, avec humour, des thèmes officiels, filme avec allégresse le jeu des sentiments, les rapports individuels. Un inédit à découvrir.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h **Télévision régionale**.
- Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 55 **Dessin animé** : Inspecteur Gadget.
- 20 h **Les jeux**.
- 20 h 30 **D'accord pas d'accord** (INC).
- 20 h 35 **La semaine nécessaire** de M. Cyclophée : Annonçons la pucele inflammable.

- 20 h 35 **Vendredi** : Le film à crédit. Magazine d'A. Campana, reportage de L. Rotage. Les problèmes de la film dans les pays en voie de développement. L'équipe de « Vendredi » a enquêté auprès des institutions internationales, des gouvernements, l'ONU et ses agences spécialisées, la CEE et le gouvernement français. Participant, à cette émission, MM. Edouard Saouma, directeur de la FAO, Edgar Pisani, commissaire au développement de la CEE, Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, notamment.
- 21 h 30 **Journal**.
- 21 h 50 **Espace francophone** : Fleuve Sénégal, un combat contre la mort. Magazine d'expression française de D. Gallat, enquête M. Makki, réal. J.-M. Carrou, A. Loun.
- 22 h 30 **La sécheresse catastrophique et la famine dans trois pays francophones** : le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.
- 22 h 40 **Avec le temps** : Christiane. Emission de Mécène Grégoire, réal. A. Delarive.
- 22 h 30 **Préluce à la nuit**. Quator pour cordes et hautbois en fa majeur, de Mozart interprété par les solistes de Marseille.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5 **Dans les mains du magicien**.
- 17 h 12 **La Voix**.
- 17 h 22 **Monsieur l'Ordinateur** (du clavier à l'imprimante).
- 17 h 34 **Magazine Thalassas**.
- 18 h **Magazine du rock** : Rocking chair.
- 18 h 30 **Ecoutez votre siècle** : Stockhausen.
- 18 h 55 **GH et Julie**.
- 19 h **Informations**.
- 19 h 35 **Fouilleton** : Le 18 à Karbriant.
- 19 h 50 **Dessin animé** : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2 **Matinales** : Guadeloupe, mon pays.
- 8 h **Les chemins de la connaissance** : William Faulkner ; à 8 h 32, Esclaves sans maître.
- 9 h 50 **Echec au hasard**.
- 9 h 7 **La matinee des arts du spectacle**.
- 10 h 45 **Le texte et la marge** : les Mouchoirs rouges de Cholet, de M. Ragon.
- 11 h 2 **Matinée** : la tribune internationale des compositions 1983 (et à 13 h 30 et 16 h).
- 12 h 5 **Agenda**.
- 12 h 45 **Panorama**.
- 14 h **Sons**.
- 14 h 5 **Un livre, des voix** : Aloys, de A. de Custine.
- 14 h 47 **Les apocryphes** : France-Culture : les inconnus de l'histoire (Nicolas Desmarest, le nouveau de Colbert, aux finances), avec E. Le Roy Ladurie.
- 16 h 30 **Fouilleton** : Nos ancêtres les jeunes filles, ou de l'éducation des demoiselles.
- 19 h **Actualités magazine**.
- 19 h 30 **Les grandes voix de la science moderne** : avec le professeur P. Auger.
- 20 h **Relectures** : Rabelais, textes lus par F. Maitre et Y. Pignot.
- 21 h 30 **Musique** : Black and Blue, nouvelle guitare, avec P. Collas et J.-P. Sasson.
- 22 h 30 **Notes magiques** : arrêts fréquents.

FRANCE-MUSIQUE

- 0 h 6 **Fréquence de nuit** : à 1 h 50, Concert : Liszt, Mahler.
- 6 h 2 **Musiques du matin** : œuvres de Bach, Haydn, Froberger, Beethoven.
- 7 h 10 **Concert** : Mozart, par le Trio à cordes de Paris et P. Gallot, flûte.
- 7 h 45 **Le Journal de musique**.
- 8 h 12 **Magazine**.
- 9 h 5 **D'une oreille l'autre** : œuvres de Cimarosa, Puccini, Gluck, R. Strauss.
- 12 h **Art et littérature**.
- 12 h 35 **Jazz s'il vous plaît**.
- 13 h **Avs de recherche**.
- 13 h 30 **Jeunes solistes** : œuvres de Diamond, Kröll, Rollin, par R. Thomas, guitare, P. Ruby, flûte à bec.
- 14 h **Espérances**.
- 14 h 30 **Les enfants d'Orphée**.
- 15 h **Musiciens à l'œuvre** : Londres 1934 - les semences de l'avenir : œuvres de Maxwell-Davies, Souster, Tavernier, Gohr.
- 17 h 5 **Repères contemporains** : R. Depraz.
- 18 h **L'imprévu**.
- 19 h 5 **Concert** (32^e Semaine internationale d'orgue de Nuremberg 1983) : œuvres de Senfl, Buchner, Rein, Walter, Luter, Zierler, Rupsch, Othmayr, par le Kammerchor St. Lorenz, dir. H. Harasowitz, sol. J. Bucher, orgue.
- 20 h **Jazz**.
- 20 h 15 **Concert** (en direct du Palais omnisports de Bercy) : Requiem de Berlioz, par l'Orchestre national de France, les Chœurs de Radio-France et Pro Musica Chorus de Londres, dir. L. Mazaël, sol. T. Moser, ténor.
- 21 h 50 **Œuvres de Roussel** : Milhaud.
- 22 h 15 **Nuit de l'Orchestre national** : la nuit des premières auditions ; à 23 h 10, L. Mazaël, premier chef permanent de l'Orchestre national.

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉROMANIE

LE WEEK-END
D'UN CHINEUR

● PARIS

- Samedi 18 février

Nouveau Drouot, 14 h 30, four-
rures griffées : expositions publiques
pour les ventes du lundi au Nouveau
Drouot de 11 à 18 heures, meubles
dix-huitième.

● ILE-DE-FRANCE

- Samedi 18 février

L'Isle-Adam, 14 h 30, bronzes,
bibelots, tableaux, meubles.
Versailles, Cheval-Légers,
14 h 15, lithographies modernes ;
15 heures, dessins, aquarelles, sculp-
tures, peintures.

- Dimanche 19 février

Versailles, Cheval-Légers,
14 heures, Extrême-Orient, argente-
rie, bijoux, orfèvrerie.

● PLUS LOIN

- Samedi 18 février

Narbonne, 14 heures, meubles,
bibelots, objets d'art.

- Dimanche 19 février

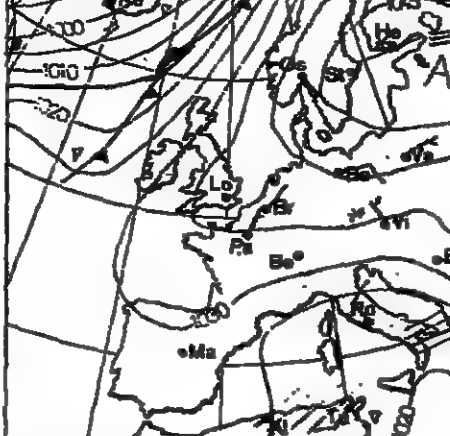
Aries, 14 heures, bijoux, ta-
bleaux, armes, céramiques, meu-
bles.
Aubagne, 14 h 30, objets d'art,
meubles, tableaux, argenteries, bi-
joux.Châteaudun, 14 h 30, bijoux, ar-
genterie, tableaux, art 1900.
Graville, 14 h 30, meubles, bibelots,
bijoux, tableaux.Honfleur, 14 h 30, tableaux mo-
dernes.Nancy, 14 heures, meubles, objets
d'art, bijoux, tableaux, art 1900.Provins, 14 heures, archéologie,
art précolombien, Extrême-Orient.Saint-Etienne, 14 h 30, meubles
dix-huitième et dix-neuvième.Semur-en-Auxois, 14 heures, ar-
chéologie, armes, objets se rapportant
au cheval.

● FOIRES ET SALONS

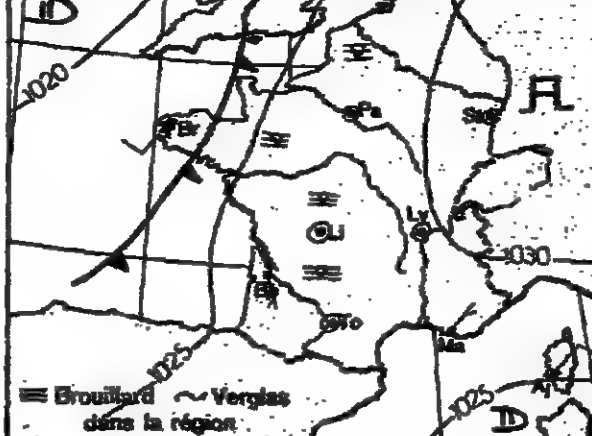
Paris, porte de Versailles : Bor-
deaux (33) ; Bourges (18) ; Grèges
(7 km de Mâcon, 01) ; Hon-
fleur (14) ; Montluçon (03) ;
Vélizy-II (78).

MÉTÉOROLOGIE

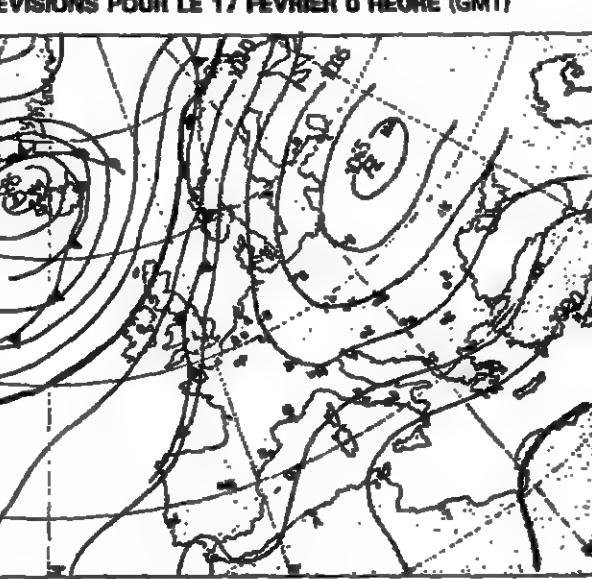
SITUATION LE 16.02.84 A 0 h GMT.

Evolution probable du temps en France
entre le jeudi 16 février à 0 heure et
le vendredi 17 février à 24 heures.La France restera sous l'influence
d'un flux de nord-est froid et sec, dirigé
par les hautes pressions continentales, à
l'exception de l'extrême sud-est du pays
où évoluent des masses d'air instable et
humide.Vendredi, sur la Corse et la Côte
d'Azur, le temps sera instable : suc-
cession d'éclaircies, de nuages et de quel-
ques averses. Les températures varia-
ront de 1 degré environ en début de
matinée à 10 degrés de maximum
l'après-midi.Les vents seront modérés de secteur
nord-est. Sur les autres régions, le beau
temps d'hiver persistera : plutôt froid,
mais sec et très ensoleillé (sauf en début
de journée du Bassin Parisien au Sud-
Ouest où, il y aura des brouillards
givrants, et près de la Manche, où le ciel
sera passagèrement nuageux).Les températures minimales s'éche-
lonneront entre - 2 degrés et - 5 degrés
(jusqu'à - 10 degrés sur le Massif Cen-
tral). Les maximums de l'après-midi
varieront entre + 2 et + 10 degrés du
Nord au Sud.Actuellement, sur tous les massifs,
l'enneigement est abondant. Les risques
d'avalanches naturelles deviennent
moins forts, malgré le froid qui freine la
stabilisation du manteau neigeux. Des
ruptures accidentelles, dues à des accu-
mulations et plaques à vent, sont encore
à craindre.Pour ce week-end, il est prévu du
beau temps froid, très ensoleillé. Sur les
Alpes du Sud cependant, le ciel sera

PRÉVISIONS POUR LE 17.02.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 17 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)

passagèrement nuageux, et quelques
averses de neige sont possibles. Il en
sera de même sur les versants est de la
Savoie et du Jura.La pression atmosphérique redra au
niveau de la mer était, à Paris, le
16 février, à 7 heures, de 1034,2 mil-
limètres, soit 775,7 millibars de mercure.Températures (le premier chiffre
indique le maximum enregistré au cours
de la journée du 15 février ; le second le
minimum de la nuit du 15 février au16 février) : Ajaccio, 8 et 1 degré ;
Biarritz, 9 et - 3 ; Bordeaux, 9 et - 4 ;
Bourges, 6 et - 5 ; Brest, 10 et - 1 ;
Cen, 6 et - 2 ; Cherbourg, 6 et 0 ;
Clermont-Ferrand, 3 et - 6 ; Dijon, 4 et - 3 ;
Grenoble-Saint-Geoirs, 1 et - 5 ;
Lille, - 2 et - 3 ; Lyon, 3 et - 1 ;
Marseille-Marguerite, 6 et - 1 ; Nancy,
3 et - 7 ; Nantes, 8 et - 4 ; Nice-Côte
d'Azur, 9 et 1 ; Paris-Montsouris, 5 et - 3 ;
Paris-Orly, 6 et - 2 ; Pau, 8 et - 4 ;
Perpignan, 10 et 1 ; Rennes, 9 et - 3 ;
Strasbourg, 2 et - 6 ; Tours, 6 et - 3 ;
Toulouse, 7 et - 6 ; Poitiers-Père, 27 et 22.Températures relevées à l'étranger :
Alger, 12 et 6 degrés ; Amsterdam, 1 et - 3 ;
Athènes, 8 et 5 ; Berlin, - 1 et - 8 ;
Bonn, 3 et - 8 ; Bruxelles, 1 et - 5 ;
Le Caire, 19 et 8 ; Casablanca, 19 et 14 ;
Copenhague, 2 et - 3 ; Dakar, 25 et 17 ;
Djerba, 13 et 6 ; Genève, 1 et - 3 ;
Jerusalem, 12 et 5 ; Lisbonne, 18 et - 3 ;
Londres, 2 et - 1 ; Luxembourg, 2 et - 5 ;
Madrid, 10 et - 6 ; Moscou, - 6 et - 14 ;
Nairobi, 30 et 12 ; New-York, 15 et 6 ;
Palma-de-Majorque, 12 et - 1 ; Rome, 6 et 2 ;
Stockholm, 1 et - 3 ; Téhéran, 14 et 4 ;
Tunis, 12 et 5.(Document établi
avec le support technique spécial
de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 18 FÉVRIER

- Le musée de Cluny raconté aux
jeunes, 14 h 30, place Paul-Painlevé,
M^e Vermersch.- Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue
Saint-Antoine, M. Jacomet.- La naissance de la Castille, 16 h 30, 62, rue
Saint-Antoine, M. Jacomet.- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).- La Cour des comptes, 10 heures,
13, rue Cambon (Paris et son histoire).- Rue de Cherche-Midi et du Dra-
gon, 15 heures, théâtre Vaneau (Réser-
vation du passé).- L'Opéra, 13 h 15, devant la
Danse de Carpeaux (Approche de
l'art).- La Presse, 15 heures, métro Cité
(M. Czorny).- Hôtel de Camondo, 15 heures,
63, rue de Monceau (M^e Fournad).- Le Grand Orient de France, 15
heures, 16, rue Cadet, (M^e Haul-
ler).- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue
du Figuier (Histoire et archéologie).

EN BREF

LE CARNET DU Monde

VALENCE A LA RECHERCHE D'UN CRIMINEL

Valence. — Jusqu'à présent, les policiers qui enquêtent sur la mort de François Gérard, neuf ans et demi, retrouvé, le 7 février, violé et étranglé dans un fourré du parc Jouve, à Valence, ne disposent que d'un seul indice : une bague trouvée à proximité du corps mais que personne n'a reconnue.

Dans la ville, plusieurs initiatives se développent pour aider à démasquer le criminel. Parmi ces bonnes volontés, le milieu homosexuel est le premier à collaborer avec la police. Une association charitable, d'autre part, lancé par tracts un appel à la population afin de recueillir des témoignages, mais le préfet de la Drôme a condamné cette tentative de se substituer à la police. Enfin, une Valentinoise de soixante-quatorze ans, qui tient à conserver l'anonymat, a décidé d'offrir les 10 000 F qu'elle a gagnés au tiercé à la personne qui aiderait à faire arrêter l'assassin du petit François.

M. V.

M. Marco Darmon avocat général à la Cour de Luxembourg

M. Marco Darmon a été nommé avocat général à la Cour européenne de justice de Luxembourg (le Monde du 8 février). Il remplace à ce poste, où il a été officiellement installé le 13 février, M^{me} Simone Rozès, devenue premier président de la Cour de cassation. Le mandat de M. Darmon prendra fin en octobre 1988. M^{me} Rozès ayant rempli deux ans de ce mandat qui est de six années.

[Né le 26 juillet 1930 à Tunis, M. Darmon a d'abord été magistrat en Bretagne, de 1957 à 1959, avant d'être détaché au ministère de la justice où il a accompli l'essentiel de sa carrière. Du 11 avril 1973 à mars 1974, il est conseiller technique au cabinet de M. Jean Taubert, garde des sceaux dans le deuxième gouvernement de M. Pierre Messmer. Il est ensuite vice-président du tribunal de grande instance de Paris. En mai 1981, il est nommé directeur adjoint du cabinet du garde des sceaux, M. Maurice Faure, et conserve ce poste dans le cabinet de M. Robert Badinter. Avant rang de président de chambre à la cour de Paris, M. Darmon avait été nommé directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice en septembre 1982.]

Un nouveau satellite japonais

Le Japon a lancé, le 14 février, un satellite destiné à l'étude de la haute atmosphère. Cet engin de 210 kilos, mis en orbite sous la responsabilité de l'Institut des sciences spatiales et astronomiques (ISAS), est le troisième satellite scientifique à être lancé par le Japon. Il devrait permettre de mesurer l'abondance de certains composants tels que l'ozone, le gaz carbonique et l'hydrogène sulfureux. La diminution des uns et l'augmentation des autres peuvent, en effet, constituer un bon révélateur de la pollution industrielle de notre atmosphère.

Naissances

— Isabelle DELABUYERE et Xavier NEUSCHWANDER ont la joie d'annoncer la naissance de

Claire,

le 28 février 1984.

13, boulevard Pershing, 78000 Versailles.

— Marianna, Philippe, Véronique et Florence FAURE ont la joie de faire part de la naissance de

Patrick,

à Washington, le 20 janvier 1984.

Décès

— Dans l'avis de décès de

M^{me} André BUTTIN, née Madeleine Dange,

survenue le mardi 14 février 1984, la famille ayant communiqué un texte incomplet, il fallait lire également :

M. Gabriel Pollet, ses enfants et petits-enfants.

— M^{me} Christiane Vieillard, M. et M^{me} Paul Vieillard et leurs enfants Bertrand, Catherine, Hugues, Olivier et Bruno, M^{me} Colette Moulins, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Simone DESANGLES,

leur mère, grand-mère et cousine, survenue le 9 février 1984, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

17, rue Eugène-Carrière, 75018 Paris.
Lycée Marie-Curie, 92330 Sceaux.

— M^{me} Lilia Litwin, son épouse, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Aleksander LITWIN, ancien professeur de l'université de Varsovie, journaliste, écrivain,

survenue à son domicile en France, le 14 février 1984, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, le vendredi 17 février 1984, au cimetière de Boulogne (Hauts-de-Seine), avenue Pierre-Grenier, à 11 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le vicaire général, L'Assemblée des délégués, le conseil d'administration, le clergé Et les éphoriques de l'Eglise apostolique arménienne de Paris, ont la douleur de faire part du décès de

M^{gr} Sérobo MANOUKIAN, délégué pour l'Europe du Catholiconat de tous les Arméniens, archevêque des Arméniens de Paris, membre de la Congrégation du Patriarcat arménien de Jérusalem, membre du Conseil suprême de l'Eglise arménienne, chevalier de la Légion d'honneur,

survenue le mardi 7 février 1984.

Les obsèques se dérouleront le samedi 18 février 1984, en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon à Paris-8^e.

La messe sera célébrée à 10 heures, au cours de laquelle aura lieu l'incensation de la dépouille mortelle.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, à 14 heures, dans la sépulture des prélat arméniens.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons pourront être faits au profit de l'Eglise arménienne.

— Nous apprenons le décès de

M. Maurice MICHEL, ancien député de la Drôme.

[Né le 26 mai 1904 à Marianne (Drôme), employé, Maurice Michel avait été élu au Parlement en 1953. Secrétaire du PCF pour la Drôme et l'Ardèche en 1957, il avait été fait prisonnier en 1940. Conseiller général de la Drôme à la Réunion, conseiller municipal de Romans de 1946 à 1953, Maurice Michel avait été élu au sein des Assemblées constituantes et il avait représenté son département à l'Assemblée nationale de 1946 à 1951, puis de 1956 à 1958.]

FÉVRIER
du 20 au 24 février inclus
math, phys
mathématiques, 4^e et terminale
et français (1^{er})
SOS-MATH
Etablissement d'Enseignement Privé
3, rue de Monceau - 563.61.24
Métro Etoile ou St-Philippe

— M. Alphonse RUAUD, son épouse, Anick et Michel Bachelier, Emilie et Delphine, Dominique et Yves Ruaud, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} François Kolb et leurs enfants,

Le docteur Pierre Vuillemin et M^{me} et leurs enfants, Le docteur Bernard Kolb et M^{me} et leurs enfants, M^{me} Cécile Ruaud, M. et M^{me} Pierre Ruaud et leurs enfants, M^{me} Marguerite Vincent, Toute sa famille Et ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M^{me} Alphonse RUAUD, née Claude Michèle Kolb,

survenue à Paris le 7 février 1984, à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, le 11 février, en l'église Saint-André de l'Europe à Paris-8^e, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille à Mirecourt (Vosges).

Cet avis tient lieu de faire-part.

33, rue de Moscou, 75008 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jacques SARLANDIE de La ROBERTIE,

survenue à Aix-en-Provence le 13 février.

De la part de M^{me} Jacques Sarlandie de La Robertie, leurs enfants et petits-enfants, Florence, Bertrand, Marie-France et Christophe, Joëlle, Son frère, Ses belles-sœurs et beaux-frères, nièces et neveux.

Après l'inhumation à Aix-en-Provence, une messe sera dite à son intention le samedi 18 février en l'église Sainte-Pauline, 55, boulevard d'Anglet, à 10 heures.

34, rue du Président-Wilson, 78230 Le Pecq.

— M^{me} Henri TRINET, son épouse, M. et M^{me} Bernard Lalande, M. et M^{me} Jacques Trinet, M. et M^{me} René Trinet, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri TRINET, croix de guerre 1914-1918, ingénieur des arts et métiers,

survenue, le 7 février 1984, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu le 9 février 1984, en la collégiale Saint-Pierre, à Douai (Nord).

— M. Marcel TURON, M. et M^{me} Gilbert-Lassalle, M. et M^{me} Pierre-Eugène Mouly, M. et M^{me} Gaston Groc, M. et M^{me} Pierre-Maurice Mouly et leur fille, M. et M^{me} Didier Barré, M^{me} Henri Géré, M. et M^{me} Brest et leurs enfants,

La famille et les amis ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Marcel TURON, née Madeleine Danglard,

survenue le 8 février 1984.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Villéjoux, et l'inhumation à Aigre (Charente), le 13 février 1984, 10, avenue Paul-Appell, 75014 Paris.

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement aux nombreux témoignages de sympathie reçus à l'occasion du décès de sa femme,

Tina,

le docteur René SOLAL remercie vivement ceux qui ont pris part à son chagrin.

Communications diverses

— Pour informer les anciens combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc (1952-1962) sur leurs droits, une réunion aura lieu le samedi 18 février, à 9 h 30, 14, place du Havre, à Paris-9^e.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université de Paris-IV, samedi 18 février, à 14 heures, salle Grifard, M. Charles Bouquet : « L'affaire de la succession palatine (1680-1690). »

Jean Mawen condamné à dix-huit ans de réclusion

La cour d'assises de Paris, présidée par M. André Giresse, n'a pas résolu les énigmes de la rue Saint-Fiacre (le Monde du 14 février). En effet, si elle a condamné, le 15 février, à dix-huit ans de réclusion criminelle Jean Mawen, accusé d'avoir volontairement donné la mort à son employeur, M^{me} Maurice Régent, notaire, 20, rue Saint-Fiacre, ce n'est pas en le déclarant auteur de ce crime mais en retenant contre lui une complicité dans cet assassinat. Autrement dit, il est apparu à la cour que le dossier qu'on lui présentait était insuffisant. Cependant, en raison des présomptions qui pesaient sur Jean Mawen, elle a estimé que celui-ci n'était pas étranger aux faits.

Moins d'« artistes » sur la place du Tertre

Troisième site touristique de la capitale après le centre Georges-Pompidou et la tour Eiffel, la place du Tertre va perdre une partie de ses artistes peintres. Leur nombre, d'environ sept cents pendant la saison estivale, sera réduit de moitié en vertu d'un arrêté municipal qui prendra effet le 1^{er} mars. A partir de cette date, trois cent vingt artistes dûment autorisés auront le droit de peindre sur la place du Tertre, ce n'est pas en le déclarant auteur de ce crime mais en retenant contre lui une complicité dans cet assassinat. Autrement dit, il est apparu à la cour que le dossier qu'on lui présentait était insuffisant. Cependant, en raison des présomptions qui pesaient sur Jean Mawen, elle a estimé que celui-ci n'était pas étranger aux faits.

L'arrêté municipal précise que seuls les artistes vendant leurs propres œuvres auront droit à un espace réservé. Préférence sera donnée à ceux qui y travaillent depuis longtemps.

MAITRISE de L'ENERGIE

Onze nouvelles opérations villes pilotes

- L'invité du mois : Jean-Marie Rausch, président de la région Lorraine
- Le dossier du mois : Les pompes à chaleur dans l'habitat
- Afrique : la crise du bois de feu
- Les humeurs de Claude-Marie Vadrot

Dans « Le Monde » du samedi 18 février daté 19-20 février

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vente palais justice PARIS, jeudi 1^{er} MARS 1984, 14 h
1, place du Marché-St-Catherine 6, rue d'Ormesson
LOCAL dépendances, connu sous le nom de « NUMBER ONE »
Mise à Prix : 100 000 F s'adr. M^{me} W. DRIGUEZ Paris (9^e)
6, rue Saint-Philippe-du-Roule, tél. : 225-13-20

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au PALAIS de JUSTICE de PARIS le JEUDI 23 FÉVRIER 1984 à 14 h
UN APPARTEMENT sis à PARIS 16^e
dans un immeuble
55-61, rue du Ranelagh et 12-20 hameau de BOULAINVILLIERS
de 6-7. Pièces principales au 3^e étage ; Esc. C. une Cave et Empl. voiture
MISE A PRIX : 450 000 F
S'adresser à M^{me} RIBADEAU-DUMAS, Avocat pourrivaire
17, avenue de Lanballe, PARIS 16^e - Tél. : 524-46-40

VENTE sur publications judiciaires au Palais de Justice à VERSAILLES, 3, place André-Migot, le mercredi 22 février 1984, à 10 heures
En dix lots DIVERS BIENS IMMOBILIERS
à ANDERNOS-LES-BAINS (33) - 1^{er} lot PAVILLON av. JARDIN
147, av. de Bordeaux, cad. sect. A n° 2.868 pr 17 a 22 ca. M. A. PRIX 250.000 F
à MEZY-SUR-SEINE (Yvelines)

2^e lot TERRAIN CONSTRUCTIBLE
cad. sect. AC n° 237 pour
891 m² - rue de Chambré-Sol
MISE A PRIX : 75.000 FRANCS
4^e lot - Ce lot est retiré provisoirement de la vente
à PARIS (19^e), 75, rue de l'OURCQ
5^e lot APPARTEMENT de 3 pièces
au 7^e étage
lot n° 1.155. M. A. P. 378.000 F
7^e lot : EMPLACEMENT DE VOITURE 3^e sous-sol, n° 1.051. M. A. P. 16.000 F
9^e lot : UNE CAVE, au 3^e sous-sol, n° 1.002. MISE A PRIX : 4.500 FRANCS
10^e lot : EMPLACEMENT DE VOITURE au 3^e sous-sol, n° 1.052. M. A. P. 16.000 F
AVEC POSSIBILITÉ DE BAISSE DE MISE A PRIX IMMÉDIATE
MAXIMUM D'UN QUART DANS TOUS LES CAS
S'adr. 1^{er} M^{me} Xavier SALONE, avocat, 19, rue Sainte-Sophie, 78000 Versailles,
tél. 950-01-69 ; M^{me} SCHMITT, demeurant 44, rue Carnot, 78000 Versailles, tél.
950-46-56, syndic à la liquidation de biens de M^{me} MOUTTE-RAY.

VENTE sur SAISIE IMMOBILIÈRE au PALAIS de JUSTICE de PARIS le JEUDI 1^{er} MARS 1984 à 14 h
en un seul lot
UN APPARTEMENT sis à PARIS 13^e
dans un immeuble
66, rue du Château-des-Rentiers
Au 4^e étage, comprenant entrée, cuisine, deux pièces principales au sous-sol
CAVE n° 9
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à M^{me} Alfred ANSELME,
avocat à la Cour de Paris, demeurant 97, boulevard Raspail
75006 PARIS - Tél. : 548-90-54

LA VILLE DE PARIS
Vend LIBRES ses enchères publiques
Le MARDI 13 MARS à 14 h 30 à la Chambre des Notaires de PARIS
6 APPART. - 4 CHAMBRES - 2 STUDIOS
(dont 1 APPARTEMENT 5 Pièces - 116 m² environ
1 APPART. 89 m² avec VUE sur CHAMP de COURSES)
à PARIS, entre
LE BOULEVARD SUCHET
et LE CHAMP de COURSES D'AUTEUIL
M^{me} Yves BONNEL, Notaire, 79, bd Malesherbes, PARIS 8^e - 294-16-08

Vte sp. Liquidation des biens au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 1^{er} MARS 1984 à 14 h
à IVRY-SUR-SEINE (94)
19, rue Lemoine-Rousselle et 7, rue d'Estienne-d'Orves
Lot n° 1 de la division de l'Ensemble immobilier
savoir : au r. de ch. bureau comp. de hall d'attente av. sas vitré & lavabo WC & esc. de montée à l'ét. à dire 2 pièces, 1 gîte vent., cuis., WC douche, cantine - au 1^{er} Et. 4 bureaux & salle de réunion pte fin. s/terrasse - au s.-sol grand garage av. accès par aire cinquantaine m² bti. à us. de bux. comp. fosse, pont d'évacuation av. citerne huile magasin, aire de lavage - & 1 700/10 000^e de la pte du sol & 1 000/1 000^e des part. comp. spéciale à la partie A.
MISE A PRIX : 400 000 FRANCS
S'adr. M^{me} AMBROISE-JOUVION Avt à PARIS-16^e. Tél. : 727-32-39 -
M^{me} Gilles PELLEGRINI, synd. près les Trib. de PARIS dem. à PARIS-1^{er},
88, r. Saint-Denis - A la Avis près les TGI de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE & CRÉTÉ - Au Greffe des Créances de TGI de PARIS où le cahier des charges est déposé - S/les lieux pour visiter.

nouveau
drouot

Hôtel des ventes, 8, rue Drouot - 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Téléc. : Drouot 842260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures
sauf indications particulières

VENDEUR 17 FÉVRIER (exposition le jeudi 16)

S. 1. - Dessins et Tableaux anc. Tableaux mod. Bijoux, argenterie, Br. Meub. 18^e - M^{me} BOSCHER.

LUNDI 20 FÉVRIER (exposition samedi 18)

S. 1. - Tableaux anc. Objets d'art. - M^{me} LOUDMER.
S. 2. - Estampes-Orient. - M^{me} CORNETTE de SAINT-CYR.
S. 4. - Bon meub. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 5. - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Déchaux et Surtout experts.
S. 9. - Bons meubles et objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 13. - Objets d'art. mod. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

MERCREDI 22 FÉVRIER (exposition mardi 21)

S. 1. - Tableaux mod. - M^{me} LOUDMER.
S. 4. - Estampes anciennes et modernes provenant de l'ancienne collection Henri Marillier et appartenant à divers amateurs, dont un très beau monotype de Gauguin. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M^{me} Rousseau expert.
S. 5. - Livres anciens et modernes, meub. obj. décoration. - M^{me} COUTURIER, NICOLAY, M^{me} Vidal Mègret.
S. 6. - Livres anciens et modernes provenant de la Bibliothèque de M. Bertrand de Jouvenel : politique, économie, histoire. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, expert : M. Magis. Exposition chez l'expert, 47, rue St-André des Arts, Paris (6^e), 326-50-57, du 12 au 16 février (9 h 30/12 h 30 - 14 h/18 h 30), exposition à l'Hôtel Drouot mardi 21, de 11 h à 18 h.
S. 7. - A 16 h. Tapis principalement du Caucase et 19^e. - M^{me} CORNETTE de SAINT-CYR.
S. 14. - Timbres et objets d'art. - M^{me} MILLON, JUTHEAU.

JEUDI 23 FÉVRIER (exposition mercredi 22)

S. 10. - Estampes, sculptures, tableaux contemporains. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.

VENDEUR 24 FÉVRIER (exposition jeudi 23)

S. 9. - Dessins et tableaux modernes. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Pacini et Jeannel, Marchaux experts.
S. 14. - Bons meubles et objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002) - 261-80-07.
J. C. BINOCHÉ et Art. GODEAU, 5, rue la Boétie (75008) 742-78-01.
BOSCHER, 3, rue d'Amboise (75002) 260-87-87.
CORNETTE de SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008) - 720-15-94.
COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Boilechasse (75007) 566-85-44.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, (Anciennement Rhems-Laurin) 12, rue Drouot (75008) 246-61-16.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009) 523-15-25.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009) 246-46-44.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 15, rue de la Grange Batelière (75009) 770-88-38.
Ruebique : G.S.P. 64, rue La Boétie PARIS 8^e - 563-12-66

SOCIAL

M. HANON A RENCONTRÉ M. MAUROY

Renault ne licencie pas

« Nous avons, bien sûr, parlé de l'emploi et de son évolution dans les années qui viennent », a souligné M. Bernard Hanon, le PDG de Renault, le 15 février après avoir rencontré M. Mauroy. Mais nous n'avons pas parlé de licenciements.

Ainsi se précise la stratégie de Renault pour résorber un surcroît estimé entre dix et quatorze mille salariés selon les syndicats et qui dépendra en fait largement des ventes de la Régie en 1984 (Renault emploie cent soixante mille personnes dont cent trois mille dans l'automobile). Mises en préretraite, départ volontaire des travailleurs immigrés qui seront aidés à retourner dans leur pays, mutations à l'intérieur du groupe, devraient permettre de régler en douceur ce problème. Renault n'a-t-il pas réduit de trois mille personnes ses effectifs en 1983 sans que personne en parle ?

Cette stratégie, donc, qui apparaît dans le plan triennal que la direction est en train de réviser, sera expliquée lors d'un comité de groupe prévu le 24 février puis dans la pre-

mière quinzaine de mars, au cours de laquelle M. Hanon recevra les secrétaires généraux des cinq fédérations syndicales de la métallurgie (CGT, FO, CFDT, CFTC et CGC).

M. Sainjon, de la CGT, a déjà fait savoir qu'il acceptait cette rencontre pour négocier « un statut unique des travailleurs de Renault ».

Auparavant, Renault aura commencé à résoudre son problème d'emploi le plus délicat dans la branche des véhicules industriels. Un comité d'entreprise doit se tenir le 22 février - retardé d'un mois par les pouvoirs publics - et annoncer des mesures de préretraite qui pourraient toucher quelque mille cinq cents personnes et toute une série d'installations (notamment d'aide au retour des travailleurs immigrés, nombreux à Valenciennes) qui pourraient, si les espoirs de la direction se confirment, doubler le nombre de départs (RVI compte encore vingt-sept mille salariés). La production de Renault-Véhicules Industriels a baissé de 18 % en 1983, et cette filiale a perdu jusqu'à 200 millions de francs par mois dans le courant de l'an passé.

A L'USINE MASSEY-FERGUSON DE MARQUETTE

La direction départementale du travail autorise la suppression de 464 emplois

De notre correspondant

Lille. - La direction départementale du travail du Nord vient d'autoriser la suppression de 464 emplois à l'usine Massey-Ferguson de Marquette près de Lille (dont 317 licenciements et 103 mises en préretraite pour des salariés âgés de cinquante-cinq à soixante ans). Mais elle a refusé le licenciement de 49 salariés âgés de cinquante à cinquante-cinq ans. Cette décision aura au moins le mérite d'éclaircir la situation dans un conflit qui dure depuis plus de deux cents jours. C'est, en effet, en juin 1983 que la direction de Massey-Ferguson annonçait son intention de supprimer 595 emplois dans son établissement de Marquette. Depuis cette date, le conflit s'était envenimé.

Les syndicats craignent que cette première vague de suppressions d'emplois ne soit suivie d'une autre tout aussi importante, d'autant plus, qui transformerait l'usine de Mar-

quette en simple atelier d'assemblage. Ils redoutent, en effet, que les 1 000 suppressions d'emplois autorisées dans un accord conclu en mars 1983 avec le ministère de l'Industrie soient effectuées au détriment de leur établissement.

Un groupe de travail, réunissant aux côtés des partenaires sociaux les administrations concernées, va être mis sur pied immédiatement, a annoncé la préfecture, pour favoriser la mise en œuvre du plan social.

Première organisation à réagir, l'union régionale CFDT s'interroge sur les raisons qui ont conduit la direction du travail à « précipiter » sa décision. L'intersyndicale CFDT-CGT de l'usine a déjà suggéré aux licenciés de renvoyer leur lettre de licenciement au premier ministre, qu'elle a toujours, en vain, souhaité rencontrer. - J.-R. L.

ÉTRANGER

UN CONTRÔLE RENFORCÉ DES ENGAGEMENTS INTERNES ET À L'ÉTRANGER ÉTANT PRÉVU

Une nouvelle législation bancaire sera mise en place en RFA l'année prochaine

A partir du 1^{er} janvier 1985, les établissements bancaires ouest-allemands seront soumis à une nouvelle législation aux termes d'un projet d'amendement de la loi-cadre bancaire. Récemment adopté par le gouvernement fédéral, après approbation du président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, ce texte, qui a été entériné par l'office de contrôle des banques à Berlin-Ouest, prévoit deux importantes dispositions nouvelles tant dans leur esprit que par le contrôle renforcé qu'elles vont entraîner sur l'ensemble du système bancaire outre-Rhin et, surtout, sur son activité à l'étranger.

Dans un premier temps, les banques ouest-allemandes devront inclure dans leurs bilans consolidés toutes les participations dont elles détiennent au moins 40 %, alors qu'elles n'étaient tenues jusqu'à présent que de consolider les filiales à 100 %. De plus, les filiales spécialisées dans les prêts hypothécaires et - surtout - les filiales étrangères devront également figurer dans le

nouveau périmètre de consolidation des établissements bancaires.

La seconde innovation réside dans l'interdiction faite aux banques (dès que la loi aura été promulguée) d'accorder des crédits à un seul client pour plus de 50 % de leurs fonds propres, alors que cette limite était fixée jusqu'à présent à 75 %. La législation actuelle prévoit que l'ensemble des crédits octroyés par une banque ne doit pas être supérieur à dix-huit fois le montant total des fonds propres de l'établissement concerné. Mais cette réglementation avait été rapidement contournée par la création de filiales domestiques et étrangères, accroissant fortement le volume global des engagements de ces banques avec le risque que cela implique en cas de défaillance d'un important client.

A cet égard, il est certain que le gouvernement de Bonn a tiré les leçons de deux affaires qui ont fortement secoué la scène financière : les récents déboires de la banque allemande Schröder, Münchmeyer, Hengst und Co (SMH) et la déconfiture, un peu plus ancienne, du Banco Ambrosiano (le Monde du 14 décembre 1983).

Grâce à cette nouvelle loi-cadre, les autorités de Bonn espèrent limiter ce type d'affaires en exerçant un contrôle renforcé sur les nombreuses filiales bancaires luxembourgeoises (plus d'une trentaine) créées par des établissements ouest-allemands. Dans les milieux professionnels, on ne l'entend pas de cette oreille et l'Association des banques allemandes a déjà fait savoir qu'elle entendait bien s'opposer à cette réglementation « tous azimuts » dont le Bundestag devrait être saisi en avril prochain. Pour la majorité des observateurs, il ne s'agit pourtant que d'un combat d'arrière-garde. En dépit des dissensions qui ont pu naître entre le ministre de l'économie, M. Otto Lambrecht, partisan d'un régime moins draconien, et son collègue des finances, M. Gerhard Stoltenberg, d'autant plus dirigiste qu'il avait l'appui de la banque centrale, le gouvernement veut lancer un sérieux coup de semonce à l'adresse du monde bancaire. Comme il l'a fait en 1974 en laissant s'effondrer la banque Herstatt en signe d'avertissement pour les établissements trop engagés dans des opérations spéculatives sur les marchés des changes.

A présent qu'elles sont avisées des intentions gouvernementales, les banques allemandes bénéficieront d'un délai de cinq ans, à compter de 1985, pour mieux harmoniser leur politique de crédit en fonction de leur véritable assise financière, un moyen de les inciter à renforcer leurs fonds propres, le point faible de toutes les banques mondiales.

SENSE MARTI

Aux États-Unis

Forte progression de la production industrielle

La production industrielle américaine a progressé de 1,1 % en janvier, soit sa plus forte augmentation depuis septembre 1983 (+1,3 %). La production de biens de consommation durables a progressé de 2,4 % (la production d'automobiles s'est élevée en rythme annuel à 8,1 millions d'unités, contre 8 millions en décembre, et devrait atteindre 8,3 millions en février). Pour sa part, la production de biens de consommation non durables n'a augmenté que de 0,4 %, ce qui est attribué à une réduction de la production d'électricité du fait de températures plus élevées. Enfin, la production de biens d'équipement s'est accrue de 1,1 % et celle de matériaux de construction de 1,5 %. Au cours des quinze derniers mois, l'indice de la production industrielle n'a cessé de progresser. Son taux d'augmentation s'était toutefois quelque peu ralenti au dernier trimestre 1983, l'indice n'ayant gagné que 0,6 % en décembre, 0,3 % en novembre et 0,8 % en octobre. En un an, par rapport à janvier 1983, la production a augmenté de 15,1 %, l'indice s'étant établi à 158,1 (base 100 en 1967) en janvier 1984. - (AFP, AGEFI.)

● PRÉCISION. - Dans notre article consacré au Crédit du Nord (le Monde du 14 février), il convient de préciser à propos de la spécialisation du personnel des agences de cet établissement que celle-ci sera organisée, au sein même de ces agences ou succursales, en créant deux catégories distinctes de conseillers en fonction de la clientèle (particuliers et entreprises).

La journée d'action CGT dans la métallurgie

M. SAINJON S'INTERROGE SUR LE RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS EN 1981

Dressant le bilan de la journée d'action de la métallurgie CGT, M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération des travailleurs de la métallurgie, a déclaré le 15 février que plusieurs centaines de milliers de salariés avaient participé à cette « grande mobilisation du corps militant », notamment dans les FME. Elle a été suivie selon lui, par 40 % à 80 % des métallurgistes. L'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) a estimé à « moins de 5 % du personnel la participation aux arrêtés de travail, là où il y en a eu, c'est-à-dire dans une minorité d'entreprises ». Une estimation jugée « pas sérieuse » par M. Sainjon.

Le responsable des métallurgistes cégétistes a rappelé, comme il l'a fait à plusieurs reprises ces dernières semaines, les positions de la CGT sur le maintien du pouvoir d'achat et de l'emploi, la réduction du temps de travail sans perte de salaire.

Chez Renault à Boulogne-Billancourt (dix-neuf mille salariés), des débrayages de deux heures ont été organisés ce jeudi 16 février parmi les équipes du matin et de l'après-midi dans les ateliers à l'appel des organisations CGT, CFDT et CFTC. Ce mouvement, prévu depuis plusieurs jours, vise à mobiliser le personnel de production avant l'ouverture, mardi 21 février, des négociations salariales sur 1984.

Au tunnel du Mont-Blanc

DES CHAUFFEURS ROUTIERS DRESSENT DES BARRAGES POUR PROTESTER CONTRE LA GREVE DU ZÈLE DES DOUANIERS FRANÇAIS

(De notre correspondant.)

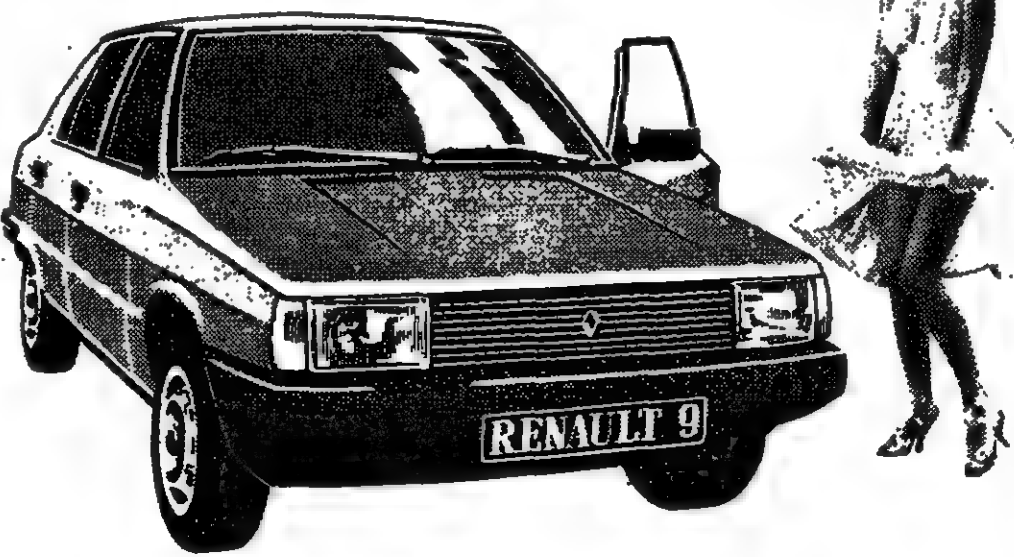
Chamonix. - Les routiers français et étrangers, bloqués, depuis le lundi 13 février, aux abords du tunnel du Mont-Blanc en raison de la grève des douaniers français, qui réclament de meilleures conditions de travail, et du mouvement de protestation de leurs homologues italiens, qui refusent d'effectuer des heures supplémentaires, ont décidé, le 15 février, de paralyser l'ensemble du trafic routier aux abords des deux ouvrages franco-italiens. Ainsi, la route d'accès à Chamonix par la RN 205 est obstruée au niveau du Fayet par des barrages, tandis que la vallée de la Maurienne, qui conduit au tunnel routier du Fréjus, est, elle aussi, totalement coupée.

Mille quatre cents camions sont immobilisés du côté français du tunnel du Mont-Blanc : six cents acheminent le long de la route d'accès au tunnel du Fréjus. Les camionneurs, qui patientent souvent depuis plus de soixante-douze heures dans des conditions de froid intense, expriment ainsi leur détermination de voir cesser « les entraves répétées », mises à la circulation sous le tunnel du Mont-Blanc et du Fréjus.

Si la situation ne se débloque pas au cours des toutes prochaines heures, le mouvement de mécontentement des routiers pourrait alors se retourner contre les skieurs qui, dès le 16 février dans la soirée, prendront la route des Alpes ou redescendront des stations de sports d'hiver. - C. F.

DIVINE SURPRISE: LA RENAULT 9 500F

PAR MOIS PENDANT LES 12 PREMIERS MOIS.



Renault Bail vous propose un bail avec option d'achat pendant 5 ans. Avec un dépôt de garantie initial de 13 680 F égal à l'option d'achat finale, 12 loyers mensuels de 500 F la 1^{re} année, de 700 F la 2^e année, et 36 de 883 F les 3 années suivantes. Coût total en cas d'acquisition 59 868 F. Offre valable du 15.02.84, au 15.03.84, sous réserve d'acceptation du dossier.
Renault 9 : Prix clés en main au 19.12.83: 45 600 F. Millésime 84.
Renault Bail, SA, au capital de 150 000 000 F. 51/53 Champs Élysées - 75008 PARIS
RC Paris B 702.002.221.

Mon concessionnaire m'étonnera toujours!

RENAULT PARIS ILE-DE-FRANCE



DÉMOGRAPHIE

Quand la France se compte

Le recensement de 1982 révèle l'arrêt de la croissance urbaine le resserrement démographique et la stabilité de la population étrangère

A la suite du recensement de 1982, l'INSEE vient de rendre publics les premiers résultats de l'exploitation d'un échantillon des réponses (une sur vingt). Ces analyses portent sur la pyramide des âges, la population active, les ménages et les familles, le parc de logements, la population étrangère. Nous en publions les principaux éléments.

LES CAMPAGNES S'URBANISENT

La France comptait, au 4 mars 1982, 34 334 871 habitants. La croissance de la population s'est ralentie : entre 1975 et 1982, elle n'a été que de 3,3 % contre 5,9 % entre les recensements précédents. Ce ralentissement est dû à la baisse de la natalité et à l'arrêt progressif de l'immigration. Mais il a été constaté dans toutes les régions, sauf le Languedoc-Roussillon, dont la croissance est passée au contraire de 0,7 % à 1,2 % par an, et l'Aquitaine, où la population a continué d'augmenter au rythme de 0,5 % l'an : ces deux régions ont-elles ramplé la Provence-Côte-d'Azur comme « zone attractive » ?

Mais, selon l'INSEE, « le phénomène le plus marquant, révélé par les résultats du recensement », est « l'arrêt de la croissance urbaine » : « de 1954 à 1975, période d'urbanisation intense, le taux de croissance des agglomérations urbaines, petites ou grandes, était supérieur à celui de l'ensemble du pays (il augmentait même avec la taille de la ville), alors que les communes rurales de moins de 1 000 habitants se dépeuplaient. Au cours de la période 1975-1982, le développement des communes rurales est en moyenne plus rapide que celui des villes ». Seules les villes de moins de 20 000 habitants augmentent plus vite que le reste du pays. « Depuis un siècle, souligne l'INSEE, c'est la première fois qu'un tel phénomène est observé ».

Le fait est dû à une migration vers les communes rurales. Dans le détail, on constate notamment que les villes-centres ne se développent presque plus : au-dessus de 200 000 habitants, elles voient même leur population diminuer (la baisse dépasse 5 % pour celles de plus de 200 000 habitants). La croissance des banlieues se ralentit fortement. Au contraire, dans les communes rurales « périphériques », la population commence à augmenter nettement, tandis qu'elle continue à baisser dans de vastes zones éloignées de toute agglomération.

MOINS DE JEUNES, PLUS DE FEMMES AGÉES

La baisse de la natalité s'est fait sentir entre 1975 et 1982. Elle a ralenti l'accroissement de la population. Elle a surtout entraîné une

diminution de 550 000 du nombre des moins de 20 ans (-3,5 %) : ceux-ci ne représentent plus que 28,7 % de la population en 1982, contre 30,7 % en 1975. Parallèlement s'est accru le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans : 10 033 000 en 1982, contre 9 965 000 en 1975. Si l'accroissement n'a pas été plus fort, et si l'on a constaté même une diminution de la proportion des « plus de 60 ans » depuis 1975, c'est parce qu'arrivaient à cet âge les générations « creuses » nées pendant la première guerre mondiale.

En revanche, le nombre et la proportion de personnes très âgées (plus de 75 ans) ont continué à progresser, par suite de l'allongement de la durée de vie : depuis 1968, l'espérance de vie à partir de 60 ans est ainsi passée de 15,9 ans à 17,4 ans pour les hommes et de 20,4 ans à 22,3 ans pour les femmes. « De ce fait, note l'INSEE, les femmes, qui représentent la moitié de la population de 50 ans (et 51,13 % de la population totale), en représentent 60 % à 75 ans : 70 % des Français de plus de 80 ans sont des femmes ».

Le contraste s'est accentué depuis 1975 entre « la France jeune » du nord de la Loire (où la proportion de moins de 20 ans est supérieure à la moyenne), et « la France vieillie » du sud : le nombre de personnes âgées a continué d'augmenter dans cette dernière zone, à la fois par l'effet de la démographie et par suite des migrations vers le Midi à l'âge de la retraite. Le Limousin reste la région la plus vieillie : la proportion de personnes âgées y est supérieure de 47 % à la moyenne française.

L'Ile-de-France et la région Rhône-Alpes, très urbanisées, sont celles où la population adulte (20-24 ans) est la plus forte, mais la proportion de moins de 20 ans y augmente aussi par suite de l'arrivée de jeunes en quête d'emploi, alors qu'elle a diminué depuis 1975 dans une région « jeune » comme la Lorraine.

De même s'accroît le contraste entre les zones urbaines (où se concentre la population d'âge actif), et les campagnes (où l'on trouve le plus grand nombre de retraités : 20 % de plus de 65 ans). Mais c'est dans l'agglomération parisienne que l'on trouve à la fois la plus faible proportion de jeunes (26,2 %) et la plus faible proportion de personnes âgées (11,7 %).

DES FAMILLES PLUS RESERRÉES

La famille s'est reserrée, avec la diminution du nombre d'enfants, parallèlement à la disparition des familles nombreuses : le nombre moyen d'enfants par famille (1,08 en 1975, est passé de 1,01 à 0,90 entre 1975 et 1982. Ce chiffre recouvre plusieurs évolutions. Un

resserrement du « modèle familial » d'abord : le nombre de familles de deux enfants a légèrement augmenté (300 000 de plus, soit 15 %), tandis que la proportion d'enfants uniques restait stable. Le nombre de couples sans enfants s'est aussi sensiblement accru : avec la baisse de la natalité, il devient la règle à l'âge mûr. Enfin, on constate une diminution des familles plus nombreuses, surtout celles de 4 enfants (120 000 de moins, soit -33 %) et de 5 enfants et plus (137 000, soit -50 %) : ensemble, ces dernières ne représentent plus que 2,6 % des familles, contre 4,7 % en 1975.

Sur l'ensemble, 887 000, soit 6,3 %, sont des familles « monoparentales ». Il s'agit, dans 85 % des cas, de femmes qui élèvent seules leur(s) enfant(s), en général des divorcées. Le nombre de divorcés a augmenté de 50 %, comme celui des mères célibataires depuis 1975 : on compte, en 1982, 1 425 400 divorcés (858 800 femmes et 566 600 hommes).

La taille des « ménages » (vivant dans le même logement) a aussi diminué : on ne compte en 1982 que 2,70 personnes par ménage, contre 2,88 en 1975 et 3,10 en 1962. La cohabitation de plusieurs familles tend à disparaître (il n'y a plus que 152 500 ménages de deux familles ou plus, contre 232 900 sept ans auparavant et 438 400 vingt ans plus tôt). Le nombre de personnes vivant seules - veufs ou divorcés plus encore que célibataires - s'accroît : deux sur trois sont des femmes, dont 75 % ont plus de 55 ans.

Ont diminué, en revanche, le nombre et la proportion de personnes vivant « hors ménage », c'est-à-dire en collectivité : surtout les vieillards vivant dans une maison de retraite, les communautés religieuses et les travailleurs en foyer : ils ne sont plus que 1 291 800, soit 2,3 % de la population.

DES MÉNAGES MIEUX LOGÉS

Les ménages sont aujourd'hui mieux logés. Les résidences principales possèdent en moyenne 3,65 pièces, contre 3,47 en 1975 et 3,08 en 1962. Moins de 500 000, soit 2,5 %, restent vraiment « surpeuplés » (1) en 1982 - deux fois moins qu'en 1975 et quatre fois moins qu'en 1962. Toutefois, plus d'un quart sont nettement « sous-peuplés », contre 21 % en 1975 et 14 % en 1962.

Plus vastes, ces logements sont aussi plus confortables : toutes les résidences principales possèdent l'eau courante ; 85 %, la baignoire ou douche et w.c. intérieurs ; 67,5 % ont le chauffage central. Mais 63 % des logements sont confortables, aujourd'hui : c'est seulement à Paris et dans le Nord que l'on constate un certain retard. Seules les personnes âgées vivent encore dans des logements inconfortables : un quart des plus de 75 ans n'ont ni w.c. ni installation sanitaire chez eux.

Cette amélioration de l'habitat, résulte, d'une part, de la modernisation des logements anciens (ainsi, en vingt ans, 3 millions de logements anciens ont été équipés du chauffage central), surtout après 1975, d'autre part, des constructions neuves, qui ont depuis vingt ans renouvelé le parc de logements pour suivre l'accroissement de la population et les migrations internes (2,2 millions de résidences principales ont été construites au cours des vingt dernières années). Cet effort de construction s'est ralenti depuis 1974, dans la mesure où le « rattrapage » s'achève : il s'est notamment reporté sur les zones rurales (comme le Morbihan, qui est, avec la grande parisiennne, le département doté de l'habitat le plus récent et péri-urbain). Le renouvellement a été particulièrement important en Provence-Côte-d'Azur (par suite des mouvements de population) et en Bretagne (où les deux tiers des résidences principales ont été construites depuis la dernière guerre). En revanche, dans le Nord

et dans les zones de campagne « profonde », plus de la moitié des immeubles datent d'avant 1948.

De ces logements, les ménages sont aussi plus souvent propriétaires. Pour la première fois en 1982, plus de la moitié des Français sont propriétaires de leur résidence principale (contre 46,7 % en 1975) : la proportion n'est sensiblement inférieure que chez les employés. Cette évolution, largement encouragée par les pouvoirs publics (à travers la politique d'aide au logement), a été à peine ralentie par le recul de l'âge du mariage et la baisse des taux d'intérêt ces dernières années : la moitié des ménages qui occupent des logements achetés depuis 1975 sont en accession à la propriété. Ce développement de la propriété, particulièrement net dans les zones péri-urbaines (où l'on compte 72 % de propriétaires), est allé de pair avec la progression de l'habitat individuel, aujourd'hui nettement majoritaire (54 % des ménages).

Mieux logés, les ménages sont aussi mieux équipés. Ils ont continué à se motoriser : plus de 70 % d'entre eux possèdent au moins une voiture en 1982 (ce taux est désormais spécialement élevé chez les ruraux), et 16,7 % en ont même deux (la proportion montant à 40 % chez les cadres supérieurs et les professions libérales). Surtout, ils ont installé le téléphone : 75 % des ménages en sont équipés, contre 27 % en 1982. Les disparités régionales subsistent (84 % en Ile-de-France et 60 % seulement dans le Nord), mais tendent à se réduire.

UNE ENTRÉE AU TRAVAIL PLUS TARDIVE

Malgré la montée du chômage (qui touchait 2 059 000 personnes en 1982, contre 831 000 en 1975), la population active n'a cessé de s'accroître entre 1975 et 1982. Le

mouvement, entamé au début des années 60, s'est même accéléré, puisque cette population a progressé de 1 750 000 personnes - contre 1 400 000 entre les deux recensements précédents - atteignant 23 525 000 en 1982.

Une croissance due à deux causes majeures : la démographie et le travail des femmes. Pendant cette période, en effet, ont continué d'arriver à l'âge de travailler des générations nombreuses (800 000 personnes), tandis que partaient à la retraite les classes « creuses » nées pendant la première guerre mondiale. Parallèlement, le travail des femmes s'est encore développé : en 1982, plus de 60 % des femmes entre 19 et 45 ans étaient encore actives, contre 56,7 % en 1975. Leur taux d'activité s'est accru à tous les âges au cours de cette période, et les femmes représentaient, en 1982, 41 % de la population active, contre 35 % en 1975. Le chômage, qui touche fortement les femmes, n'a pas ralenti cette évolution liée à celle des modes de vie et à la transformation des emplois.

De plus en plus féminisée, la population active s'est rajeunie, par suite de départs de plus en plus précoces en retraite ou en préretraite (notamment sous l'effet de la crise). A 62 ans, en 1975, un homme sur deux exerçait encore une activité ; en 1982, un sur trois seulement. Mais ce rajeunissement (58 % des actifs ont moins de 40 ans en 1982, contre 50 % en 1975) s'est accompagné d'une entrée au travail plus tardive, due à l'accroissement des taux de scolarité. En 1982, 60 % des jeunes gens de 18 ans et 72 % des jeunes filles font encore des études, contre respectivement 50,4 % et 58,4 % en 1975. Il en va de même à 20 ans pour 28,6 % des jeunes gens et 34,2 % des jeunes filles (contre 25 % et 26,6 % en 1975). Ainsi, la

période d'activité limitée aux deux extrêmes tend à se restreindre.

Pour ces actifs, le salariat est la règle (les emplois salariés représentent 83 % du total) depuis plusieurs années - depuis 1975, pratiquement - mais c'est la répartition entre les branches d'activité qui a changé. L'agriculture a continué à perdre des emplois - 350 000 depuis 1975 - et ne représente plus que 2,2 % de la main-d'œuvre en 1982, contre 10,1 % sept ans plus tôt. Mais l'industrie en a perdu davantage encore (730 000) : elle ne réunit plus que 34,2 % des emplois, contre 38,5 % en 1975. Le tertiaire (commerce, transports, services), en revanche, en a gagné 1 600 000, et représente 37,6 % du total (la création de plusieurs dizaines de milliers d'emplois publics par le gouvernement a gréché en 1981 à sans doute donné un « coup de pouce »). La transformation de la société industrielle est largement engagée.

Les premières analyses du recensement effectuées par l'INSEE ne permettent pas de voir précisément l'évolution des catégories socio-professionnelles, par suite d'un changement de nomenclature destiné précisément à suivre la transformation des emplois. On peut néanmoins esquisser très grossièrement, même si les catégories ne coïncident pas exactement, que le nombre d'ouvriers a baissé de quelque 500 000 depuis 1975 (-7 %), tandis que celui des cadres supérieurs et des professions intellectuelles augmentait : d'environ 400 000 (+29 %).

(1) Le calcul du « surpeuplement » est assez complexe : l'INSEE part de l'idée qu'un logement « normalement peuplé » comporte au minimum une pièce par personne et deux personnes dans la même pièce.

Un pays de petits propriétaires qui préfèrent la campagne à la ville

Un recensement, c'est un décompte, une collection de chiffres, qui, accumulés, rapprochés, donnent une sorte de photographie, un état des lieux à un instant donné. Mais les éléments tirés par l'INSEE du recensement de 1982, et publiés jeudi 16 février, offrent mieux que cela : ils permettent de mesurer l'évolution de la société française au cours des dernières années (le précédent recensement avait eu lieu en 1975) et d'observer les transformations qu'elle subit aujourd'hui dans ses activités et son mode de vie. Les traits de cette société ne nous sont certes pas inconnus - certains peuvent même paraître évidents à force d'avoir été annoncés ou décrits ici ou là - mais les chiffres des statistiques, dans leur sécheresse, donnent aujourd'hui du poids aux analyses des sociologues.

Le premier trait qui apparaît avec netteté, c'est l'évolution des activités et des emplois. Les années qui ont suivi la guerre avaient été marquées par l'exode agricole et rural : les jeunes avaient quitté la ferme paternelle pour l'usine. Aujourd'hui s'esquisse une seconde transformation : après l'agriculture, c'est l'industrie qui décline au profit du tertiaire (commerce, transports, services) : celui-ci rassemble près de 60 % des « actifs » ; alors que l'industrie n'en accueille plus qu'un tiers (et encore faudrait-il décompter les emplois de type administratif, de plus en plus nombreux au sein même des entreprises industrielles, aux dépens des ouvriers).

L'évolution est trop massive pour être liée à la crise économique qui a frappé depuis 1974 et a presque coïncidé avec l'interdiction entre les deux derniers recensements : il ne s'agit pas seulement de la « désindustrialisation » qui évoquent souvent le Parti communiste ou la CGT, mais de l'entrée de la France dans ce que les sociologues américains ont appelé la « société post-industrielle ». Une transformation qui pose déjà des problèmes aux syndicats nés de la classe ouvrière.

Parallèlement, l'activité professionnelle devient l'apanage d'une tranche d'âge plus restreinte. Cela tient à la prolongation des études - les deux tiers des jeunes ne commencent pas à travailler avant l'âge de vingt ans - et à des départs plus précoces, accélérés par la crise économique, et « régulés » depuis par la fixation à soixante ans de l'âge de la retraite. L'évolution a été rendue possible par le travail des femmes, qui forment aujourd'hui plus de 40 % de la population active.

Ces changements vont sans doute s'accompagner d'une nouvelle répartition des hommes sur le territoire. L'industrialisation a provoqué une concentration dans les villes et dans

des banlieues qui leur ressemblent de plus en plus : la croissance a été d'autant plus forte que la ville était plus grande. Mais, depuis 1975, ce mouvement séculaire a été rompu : pour la première fois, les petites villes et les communes rurales se sont développées plus vite que les grandes villes et les banlieues « traditionnelles ». L'urbanisation prend aujourd'hui des formes plus lâches, et de nouvelles communes-dortoirs, des villages-satellites, se forment, qui seront peut-être l'équivalent des banlieues américaines.

La poussée des constructions - la majorité des logements actuels ont moins de vingt ans - s'est accompagnée d'une amélioration des conditions de vie matérielles : la plupart des ménages peuvent avoir une salle de bain, un logement confortable (sauf dans les campagnes profondes et... à Paris, dont le parc immobilier a été le moins renouvelé) ; l'équipement en téléphone, généralisé au cours de la période 1975-1982, dépasse la possession d'automobiles qui a pourtant continué à progresser.

Au cours des dix dernières années, l'effort de construction a donné aux Français - encouragés fortement par l'Etat, sinon contraints - l'occasion de rattraper les privations de la période 1945-1954, plus de la moitié sont aujourd'hui propriétaires de leur résidence principale. Un développement qui est allé de pair avec celui de l'habitat individuel. Ce maintien de la petite propriété est synonyme d'indépendance dans les représentations collectives, mais l'est sans doute moins dans la pratique : il lie les gens à leur résidence et il rend aujourd'hui plus difficiles encore les départs en cas de fermeture d'entreprises.

L'indépendance, en tout cas, est aujourd'hui définitivement gagnée par la famille : on ne rencontre pratiquement plus, même à la campagne, de ménages réunissant deux familles - deux générations en fait - sous le même toit.

C'est aussi un des points de repère d'une autre évolution majeure : celle de la famille. Celle-ci s'est reserrée : elle ne comprend guère, dans la plupart des cas, qu'un ou deux enfants (le recensement n'a trouvé que 9 % des familles comptant au moins trois enfants de moins de dix-sept ans). Encore cette famille traditionnelle a-t-elle du mal à résister au désir d'autonomie de chacun de ses membres : le nombre des divorcés a augmenté de 50 % entre 1975 et 1982, comme celui des familles « monoparentales » (en fait des mères célibataires).

Les femmes ont acquis leur autonomie, au cours de la dernière décennie, sur le plan juridique, comme elles l'ont acquise sur le plan matériel par l'accession d'un métier : dans deux couples de moins de quarante ans sur trois, les deux conjoints sont actifs.

Cette liberté gagnée par les individus dans la société française peut avoir comme contrepartie la solitude pour un nombre croissant d'entre eux : les célibataires, les divorcés, les veufs. Choisis par les plus jeunes, elle est subie par les plus âgés, et les femmes, qui forment 80 % des divorcés et autant des plus de soixante-cinq ans, risquent d'en être les principales victimes. Une situation que le confort et les moyens de communication ne compenseront pas.

GUY HERZLICH.

Une population étrangère faussement stable

On comptait, en mars 1982, 3 600 000 étrangers en France - soit 6,5 % de la population totale, - à peine plus qu'en 1975 (3 442 400) et une proportion comparable à celle de 1931.

Ce total est nettement inférieur à celui que dénombre le ministère de l'Intérieur (4 223 000 : le 31 décembre 1981). La différence tient, comme l'INSEE le rappelle, aux méthodes de collecte. Les données du recensement pèchent sans doute par défaut : sous-évaluation du logement précis et forte mobilité font qu'une partie des étrangers échappent au dénombrement. On évaluait la sous-estimation à 10 % environ en 1975, mais le recensement de 1982 serait sur ce point plus précis. A l'inverse, les décomptes du ministère de l'Intérieur, qui reposent sur le nombre de titres de séjour en cours de validité, pèchent par excès : ceux-ci ne décomptent pas ceux des étrangers sortis de France et incluent sans doute plus largement les enfants (1).

Si la différence entre les deux comptes reste considérable, l'évolution, elle, ne peut être discutée : le nombre d'étrangers ne s'est accru que de 7 % entre 1975 et 1982 contre 31 % entre 1968 et 1975. Ce faible accroissement est dû à la venue des familles et à la naissance d'enfants dans la communauté étrangère : la crise économique a arrêté l'appel de main-d'œuvre dans l'industrie et le bâtiment, et l'on a cherché à limiter l'entrée d'étrangers en France. D'autre part, 300 000 personnes, pour l'essentiel européennes, ont été naturalisées entre 1975 et 1982, ce qui a réduit d'autant le nombre des étrangers.

Mais la répartition par pays d'origine des immigrés a considérablement

changé. Le nombre d'Européens a diminué de 342 000 : ils représentaient en 1982 moins de la moitié des étrangers. Les plus nombreux restent les Portugais (près de la moitié des Européens avec 764 800 personnes), les Italiens et les Espagnols. Pendant ce temps, l'effectif des Africains s'est accru d'un tiers (+400 000) : si les Algériens (795 000) restent la première communauté, le nombre des Marocains a augmenté de 65 % pour atteindre 431 000, celui des Tunisiens (189 000) de 36 % et celui des nationalités d'Afrique noire (138 000) a presque doublé. Les Asiatiques (293 000) sont encore minoritaires mais leur nombre a presque triplé, notamment celui des immigrés de l'ancienne Indochine (105 000).

Concentrée dans les zones urbaines, cette population étrangère est pour plus de la moitié (57 %) installée dans trois régions : Ile-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Côte-d'Azur. L'Ile-de-France en particulier (en fait l'agglomération parisienne) accueille à elle seule le tiers des étrangers et notamment 44 % des Portugais et 27 % des Espagnols.

Salariés de l'industrie et, plus encore, du bâtiment et du grand commerce, les étrangers ont été très frappés par le chômage entre le recensement de 1975 et celui de 1982 : le nombre de chômeurs a triplé par rapport à ce qu'il était en 1975.

(1) Plus surprenant, et mal expliqué, le fait que les différences qui sont de l'ordre de 10 % pour la plupart des nationalités sont nettement plus fortes pour les Portugais (environ 13 %), les Espagnols (près de 20 %) et les Italiens (près de 25 %) ?

Économisez vos calories en vivant au calme et en sécurité

Un survirage sur mesure d'une totale efficacité contre le froid et le bruit, esthétique, fun des moins onéreux du marché (avec ou sans pose) c'est DUO-FENÊTRE fabriqué en France après s'être imposé en Allemagne. Faites aussi brider vos vitres avec le fameux film anti-effraction Secury-Rim. PRIVAD, 5, rue Charlot, 93320 Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 848.85.37. Pose uniquement à Paris et 100 km alentour.

EVERYWARE... du micro au mini 21 temps la plus large gamme d'ordinateurs 32 bits

PERKIN-ELMER

DEVENEZ PARTENAIRE DE PERKIN-ELMER AVEC LE MINI-ORDINATEUR 3205 + UNIX™

Pour recevoir les informations sur le plan de partenariat, retournez ce coupon avec votre carte de visite à :

PERKIN-ELMER S.A. Division Data Systems
Square Franklin, B.P. 65 - 78391 Bois-d'Arcy cedex - Tél. : (1) 460.6132

مكتبة القرآن الكريم

(PUBLICITÉ)

L'objectif Peugeot S.A. :

VIVRE !

PSA, le premier groupe privé français, peut-il s'en sortir? Oui, en rationalisant.

Rationaliser pour répondre à un impératif absolu; le renouvellement accéléré des gammes. Ne pas perdre des parts de marché.

Mais, pour sortir de nouveaux modèles, il faut investir; et pour investir, il faut être bénéficiaire. PSA ne l'est plus. Comment sortir du cercle vicieux, face à des résultats financiers mauvais depuis quatre ans, et quand on prévoit que la rationalisation du groupe demanderait encore cinq ans?

PSA, illustration aigüe du malaise automobile européen, pris en tenaille entre l'expansion japonaise et le renouveau des ambitions américaines, n'entame-t-il pas un processus inéluctable d'assistance chronique de l'Etat, qui ne manquerait pas d'évoquer la nationalisation rampante?

Quels sont les scénarios pour PSA?

L'Usine Nouvelle propose un document d'analyse où les chiffres apportent un verdict difficilement contestable: le redressement se fait attendre... mais il est programmé. PSA a mis en œuvre une stratégie en trois points de reconquête de sa compétitivité: 1. L'impératif des nouveaux modèles; 2. La modernisation de l'outil de travail; 3. La normalisation des relations sociales.

Cette politique de rationalisation, selon PSA, transite par les hommes, tous les hommes, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Ceux de l'intérieur qui, au-delà des "traditions-maison", au prix d'une remise en cause parfois totale et d'une adaptation aux efforts de formation, créeront les conditions de meilleures relations entre le personnel et l'encadrement (cercles de qualité, carrières de groupe).

Ceux de l'extérieur: PSA pense à ses partenaires qui auront la volonté de laisser s'établir la paix sociale et de lui apporter les appuis financiers. Qu'on lui donne ses chances, le groupe entend n'en négliger aucune.

L'enquête de L'Usine Nouvelle révèle une alternative simple: ou bien Peugeot se plie dès 84 aux nouvelles normes mondiales de compétitivité, ou bien le groupe devient l'otage de ses banquiers-créditeurs, c'est-à-dire l'Etat, sans que le problème soit pour autant résolu.

Le sauvetage de PSA ne passe pas seulement par le douloureux problème des sureffectifs et la robotisation des usines, il dépend aussi d'une transformation des structures de management et d'une distribution transparente des responsabilités au sommet du groupe. Dans L'Usine Nouvelle, pour la première fois, un éclairage global est apporté au problème PSA.

En vente en kiosque à partir du 16 Février.

L'USINE NOUVELLE

AFFAIRES

DIFFICULTÉS DE LA DIVERSIFICATION

Les « ardoises » de Matra

Décidément, la « diversification » coûte cher à Matra. Année après année, les espoirs de redressement, que formule en début de chaque exercice devant les analystes financiers et les journalistes, M. Jean-Luc Lagardère, sont, au bout du compte, déçus. Le « show » de cette année n'a pas dérogé à la règle. Les résultats 1983 sont « décevants », bien inférieurs aux prévisions faites voilà un an ; en stagnation par rapport aux résultats de 1982 et en net recul par rapport à ceux de 1981.

Le chiffre d'affaires consolidé en 1983 atteignait 13,3 milliards de francs, et le bénéfice net consolidé 30 millions de francs, contre 23 millions en 1982 et 160 millions en 1981. Les résultats de la maisonnière (cotée en Bourse) subissent un net recul en raison des provisions qu'il a fallu constituer pour les pertes de la plupart des filiales. Si le bénéfice d'exploitation (avant provisions et impôts) stagne autour du milliard de francs, le bénéfice net revient à 70 millions de francs contre 154 millions en 1982 et 157 millions en 1981. Ceci en raison du fort accroissement des provisions pour les filiales qui atteignent 700 millions de francs (contre environ 400 millions en 1982).

M. Lagardère a insisté sur le coût et le poids pour le groupe des restructurations et de la modernisation en cours dans certains secteurs comme l'horlogerie et l'électronique automobile. Au total, cette modernisation a coûté, en 1983, 315 millions de francs à Matra, s'ajoutant à des investissements de 884 millions de francs et à des dépenses de recherche-développement de 1,6 milliard (dont 1 milliard de

francs financé, il est vrai, par les pouvoirs publics). « Pas question, en 1984, de sacrifier l'avenir pour présenter un meilleur visage », a affirmé M. Lagardère. Les restructurations et les modernisations passeront donc encore sur les comptes du groupe, même si globalement le PDG de Matra prévoit une sensiblement amélioration dans la plupart des secteurs.

Plus que jamais, ce sont les activités militaires qui bouchent les trous des autres secteurs. Car, hormis l'espace, en forte croissance, le transport, la liste des ardoises est, cette année encore, impressionnante. L'automobile a perdu, en 1983, 100 millions de francs, l'électronique automobile 193 millions, la pétrochimie 180 millions, la télécommunication 115 millions, la micro-informatique 20 millions, l'automatisme industrielle 70 millions et l'horlogerie 33 millions. Ceci sans parler des pertes de Manurhin qui se chiffrent en centaines de millions de francs.

M. Lagardère a annoncé plusieurs décisions. Dans l'électronique automobile, le capital de Jaeger va être restructuré. A cette occasion, VDO va se retirer sur la pointe des pieds, le groupe allemand ne conservant plus que 10 % du capital. Matra va « donc prendre seul et directement la majorité du capital de Jaeger en concertation avec les deux constructeurs français et les pouvoirs publics ». Une augmentation de capital de 135 millions de francs est prévue, qui sera complétée par des prêts, notamment du Fonds industriel de modernisation (FIM). VDO, de son côté, va reprendre l'usine Jaeger de Nancy (400 personnes) et « maintiendra

sa coopération technologique avec la société française ».

Dans l'horlogerie, après trois années de restructurations, l'avenir de la branche n'est « toujours pas totalement défini ». On s'oriente, cependant, à l'égard de M. Lagardère, vers une prise de participation du groupe japonais Seiko de 15 % dans Matra-horlogerie. Les japonais continueraient à fournir les modules c'est-à-dire, les pièces nobles, les Français se spécialisant sur les boîtiers, les cadrans et les bracelets.

Les composants, un des espoirs du groupe pour le futur, nécessitent d'importants investissements. Une augmentation de capital devrait apporter 400 millions de francs d'argent frais à Matra-Harris, la société américaine souscrivant les 200 millions de francs correspondant à sa part. Les marchés des composants ont été portés par M. Lagardère, qui négocie actuellement plusieurs contrats à long terme avec des grands utilisateurs, espère que Matra-Harris « deviendra rentable en 1985 ».

Sans doute avait-on, à l'époque, minimisé l'ampleur des investissements dans des domaines comme les composants : racheté un peu vite certaines sociétés, qui se sont révélées depuis de véritables tonneaux des Danaïdes. En trois ans (1981, 1982, 1983), les « filiales » de Matra auront perdu plus de 1,4 milliard de francs. Ceci sans compter Manurhin. C'est beaucoup, mais c'est, estime vraisemblablement M. Lagardère, le prix à payer pour « faire en 1988 de Matra un très grand groupe international ». L'avenir dira s'il n'a pas au yeux plus gros que le ventre.

J.-M. QUATREPOINT.

La Caisse des dépôts entreprend une vigoureuse réorganisation de ses filiales techniques

Un an après sa création, en mars 1983, la société-holding Caisse des dépôts-développement (C3D), qui a repris les participations de la caisse dans toutes ses filiales techniques, a fait le bilan de la situation et des activités de ces filiales (SCIC, SCET, SEDES, BIPE, BETURE, etc., vingt mille personnes directement et indirectement) et mis au point un programme complet de réorganisation et de réorientation.

Au cours d'une conférence de presse, M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, et Bernard Brunhes, président du directoire de la C3D, ont exposé les grandes lignes de ce plan, dont l'objectif principal se définit ainsi : offrir une gamme, aussi complète que possible, de services compétitifs aux collectivités publiques, en France comme à l'étranger.

Le mot « compétitifs » est important, car le groupe de la Caisse des dépôts, spécialisé, depuis trente ans, dans le domaine de l'urbanisme et du logement, où il a joué le rôle de pionnier sous l'impulsion de M. François Bloch-Lainé, doit faire face, aujourd'hui, à une triple évolution : la crise économique, la décentralisation, le progrès technologique.

La crise économique s'est traduite par un ralentissement de la construction et des grands aménagements, qui, dès 1979, a provoqué certaines difficultés au sein de la principale filiale de la Caisse, la SCIC, le plus gros promoteur et gestionnaire de logements d'Europe (10 000 construits par an et 180 000 gérés). De même, la SCET (Société centrale pour l'aménagement des territoires) a vu sa situation financière se dégrader sensiblement, à l'exception de ses activités « autoroutes », tandis que la SEDES souffrait d'un quasi-arrêt des grandes études dont elle avait la spécialité et que les autres filiales (BETURE,

SETAME, SIEREQUID, SCETA-GRI) ressentaient le contre-coup de la conjoncture.

Il fallait donc à la fois tirer la leçon de cette évolution : « Moins de béton, plus de gestion » (Le Monde du 23 décembre 1982). Sur le plan financier, la SCIC et la SCET devaient revenir à l'équilibre en 1986 (1985 pour les autres filiales), avec une compression des frais généraux, sans réduction d'effectifs techniques : un « redéploiement » des équipes devait suffire, selon M. Brunhes.

Après la réponse à la crise, la réponse à la décentralisation, processus en très nette accélération, comme on le sait. Le rapport de la commission Lagrange (maire socialiste de Chalon-sur-Saône) fin 1982 n'avait pas manqué ses critiques à l'égard des filiales de la Caisse : « Centralisme excessif, retard sur l'évolution de l'environnement et du rôle de vie, oubli des finalités premières, structures technocratiques fonctionnant par elles-mêmes et trop souvent éloignées des préoccupations réelles des collectivités locales... ». Tout cela devait donc changer, la C3D ayant l'ambition d'être « l'auxiliaire le plus compétent et le plus complet des collectivités locales pour la gestion urbaine et l'aménagement des quartiers ».

Le progrès technologique ? La C3D veut s'y engager avec fougue, comme il y a trente ans, dans le béton. Elle vient de créer un GIE spécialisé dans la communication (Le Monde daté 5-6 février 1984), avec, pour ambition, de devenir un interlocuteur unique afin de prendre en charge l'ensemble des problèmes de communication des collectivités. Informatique, télématique, conception assistée par ordinateur, réseaux câblés, rien ne lui sera étranger au travers de ses filiales spécialisées (BETURE, SCET, GCAM). Elle sera présente, également, dans les banques de données avec le GCAM, la SEDES et le BIPE, en association avec l'INSEE et GSIBCO, pour l'exploitation rationnelle des fichiers à l'usage des trente-six mille communes : une deuxième mondiale après les États-Unis. La C3D, enfin, y ajoutera la maîtrise de l'énergie (géochaleur).

Tout cela va exiger d'importants investissements, en formation notamment.

F. R.

LA CGE CONSTRUIRA LA MAJEURE PARTIE DU CÂBLE SOUS-MARIN DE TÉLÉCOMMUNICATIONS ENTRE L'EUROPE ET L'ASIE

La CGE vient de remporter, à travers ses deux filiales, les Câbles de Lyon et CIT-Alcatel, la majeure partie du contrat pour l'installation du premier câble sous-marin de télécommunications, qui reliera l'Europe du Sud-Est, le Proche-Orient et l'Asie.

Les liaisons téléphoniques, celles par câble et les transmissions de données entre ces trois parties du monde s'effectueront actuellement par les satellites de l'Organisation internationale de l'aviation spatiale. Or, le développement des communications nécessite la mise en place d'une « artère » supplémentaire. Les organisations des télécommunications de vingt-trois pays se sont donc mises d'accord pour la pose d'un câble sous-marin, qui reliera dans un premier temps l'Indonésie, Singapour, Sri-Lanka, Djibouti, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, l'Israël et la France. Ce câble, d'une longueur de 13 500 kilomètres, sera achevé en février 1986. Des extensions vers l'Australie, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique et le reste de l'Europe sont prévues par la suite.

L'appel d'offres international lancé en mai 1983 a réparti les segments sous-marins du câble. La CGE en construira cinq, la société britannique STC et le groupe japonais NEC chacun un. Siemens réalisera pour sa part la liaison terrestre entre Suva et Alexandrie.

La valeur totale du contrat est de 400 millions de dollars. La part de la CGE (plus de 9 000 kilomètres) devrait représenter environ 270 millions de dollars, soit un peu plus de 2 milliards de francs.

La société américaine Western Electric, filiale d'ATTI, avait obtenu, il y a quelques semaines, la majeure partie du contrat de 335 millions de dollars pour le nouveau câble sous-marin transatlantique reliant les États-Unis à la Grande-Bretagne et à la France. STC et la CGE se partageaient le reste de ce contrat, soit respectivement 52 et 33 millions de dollars.

Avec ces commandes, qui représentent au total 2,5 milliards de francs, les filiales spécialisées de la CGE voient ainsi le plan de charge de leurs usines assuré pour deux ans.

CONJONCTURE

L'année 1983 s'est terminée bien mieux que prévu

Le produit intérieur brut marchand a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre 1983 après avoir baissé de 0,3 % au troisième trimestre, augmenté de 0,5 % au deuxième et reculé de 0,4 % au premier.

Au terme de ce parcours en dents de scie que retracent les comptes nationaux trimestriels de l'INSEE, le PIB marchand de la France a progressé de 0,5 % en volume. Ce chiffre ne doit pourtant pas être comparé à celui (+ 0,1 %) qu'avait retenu le rapport économique et financier du gouvernement présenté l'automne dernier aux parlementaires en annexe de la loi de finances pour 1984. Les comptes trimestriels de l'INSEE sont en effet calculés sur la structure des prix en 1970, alors que les comptes

du rapport économique et financier du gouvernement sont présentés pour chaque année aux prix de l'année précédente.

Quoi qu'il en soit, l'activité économique, au lieu de stagner complètement en 1983 comme on pouvait le craindre, a progressé légèrement.

Cette progression est due à une demande intérieure et surtout extérieure relativement active. Les exportations (révaluées aux prix de 1970) ont progressé (+ 2,4 %), mais moins rapidement qu'aux trimestres précédents (+ 3,1 % et 3 % aux deuxième et troisième trimestres). Au total, les exportations ont augmenté de 2,5 % en 1983.

Après un net recul pendant les deux premiers trimestres précédents, la demande intérieure a augmenté : les stocks se sont reconstitués, la consommation des ménages a augmenté (+ 0,8 %) après avoir baissé de 0,5 % au troisième trimestre (les achats des ménages en biens d'équipement ont baissé de 1,2 %).

Les investissements ne baissent plus au quatrième trimestre (+ 0,6 %). Sur l'ensemble de l'année, le recul est de 2,6 %. Au total, la croissance de la demande globale (interne et externe) qui a été de 1,7 % au quatrième trimestre s'explique par une contribution de 0,7 % de l'augmentation des stocks, de 0,2 % des exportations et de 0,6 % de la consommation des ménages. Mais les importations progressent fortement au quatrième trimestre (+ 6,1 %), ce qui explique que le PIB marchand ne progresse que de 0,6 %.

Sur l'ensemble de 1983 - et en prix 1970 - les importations reculent de 1 %.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal (SONACOS) lance un appel d'offres pour la fourniture de matériel fixes de manutention destinés à son établissement industriel de Dakar.

Les dossiers seront disponibles à partir du 13/02/84 au secrétariat de la direction technique de la SEID.

Avenue Félix-Eboud à Dakar
Boîte postale NR 3750
Téléphone : NR 23-10-66
Téléc NR 3375 SONEID SG

M. RAYMOND BARRE : le mark allemand redevient une monnaie solide appuyée par « une gestion de qualité »

Pour M. Raymond Barre, la baisse du dollar, « dont personne ne peut dire aujourd'hui jusqu'où elle ira », est due « à la conjonction de deux facteurs ». Le premier est « la dévaluation avec laquelle l'administration américaine a traité le problème du déficit budgétaire de l'Etat fédéral ». Le second est « la prise de conscience par la communauté financière internationale de ce qui est en train de se passer en République fédérale d'Allemagne. Le gouvernement de ce pays s'est donné pour objectif d'alléger le poids du secteur public et de diminuer les besoins d'emprunt de ce dernier. Sa politique a consisté à faire le contraire de ce qu'a fait l'équipe du président Reagan : au lieu d'augmenter tout ce qu'il y a de dépenses, c'est le déficit qu'on a cherché d'abord à réduire ». Et M. Barre d'affirmer : « Le DM redevient une monnaie solide qui repose sur une gestion financière et économique de qualité ».

M. Barre a exposé ces arguments à l'occasion du « Grand Débat », organisé par notre confrère la Vie française et animé par M. Lionel Stoleru, ancien ministre de M. Giscard d'Estaing. Il était avec M. Alexandre Lamfoussy, directeur général adjoint de la Banque des règlements internationaux, l'invité de ce « Grand Débat », dont le thème était cette fois-ci : « Le dollar et l'Europe ».

Pour M. Lamfoussy, la meilleure parade serait d'élargir et de renforcer le système monétaire européen (SME), dans lequel le directeur adjoint de la BRI voit de grandes vertus. Le SME a réduit la variabilité des taux de change entre les monnaies des pays qui y participent. Il a eu un autre avantage encore beaucoup plus décisif : les taux de change réels entre les pays membres n'ont pas changé, autrement dit, les ajustements intervenus se sont bornés à tenir compte des taux d'inflation différents d'un pays à l'autre, sans rien ajouter. M. Raymond Barre devait se ranger à cet avis, expliquant pourquoi le SME rend de grands services. La principale préoccupation des pays participants est d'éviter, à l'occasion des réajustements, les « dévaluations de surcroît », qui donneraient aux pays qui y procéderaient un avantage commercial indéniable.

• NUMÉRO SPÉCIAL ÉPARGNE DE 50 MILLIONS DE CONSUMMATEURS. - Le magazine 50 millions de consommateurs vient de publier un numéro spécial consacré à l'épargne. Intitulé « Comment bien placer vos économies », ce document passe en revue les divers titres de placement (court, moyen et long terme) en fournissant, au passage, un certain nombre de conseils pratiques. Hors série n° 15. Prix : 19 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COLAS (Groupe Scag)

Pour l'exercice 1983, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Colas a atteint 1,8 milliard de francs TTC, soit 47 % à l'étranger. Le chiffre d'affaires HT de la société elle-même a été de 3,7 milliards de francs, en diminution de 4,5 % par rapport à l'exercice précédent.

Comme prévu, le résultat consolidé 1983 sera équilibré ou légèrement bénéficiaire.

COFIMEG

Les recettes de la société pour l'exercice 1983 se sont élevées à 174,7 millions de francs, contre 163 millions en 1982.

Il s'y ajoutera les indemnités dues conventionnellement par l'Etat au titre de la garantie contre les effets du chômage des loyers, pour former un total de recettes de l'ordre de 177,5 millions de francs.

ESSO

Le forage de Chanzy 6, situé sur la commune d'Andrençon à 2 800 mètres au nord-est de Chanzy 3, a été terminé à la profondeur de 2 372 mètres. Il a rencontré le toit du réservoir triphasé de Chanzy 6, une profondeur légèrement inférieure à celle de Chanzy 3. Toutefois les caractéristiques des couches réservoirs observées sur Chanzy 6 sont moins bonnes que celles des puits précédents. L'enregistrement des diagrammes électriques est en cours et permettra de préciser cette observation. Chanzy 6 sera ensuite équipé en vue d'essais de production pour déterminer son potentiel effectif.

D'après les données actuelles, il semble que ce puits devrait être productif, mais que son potentiel de production sera inférieur à celui des puits précédents. Ces résultats joints aux informations recueillies à la Seblizière 1, précisent mieux la limite nord du champ de Chanzy et permettent d'espérer une production de l'ordre de 300 000 tonnes en 1985.

EVERYWARE...

du micro au mini 21 mips, la plus large gamme d'ordinateurs 32 bits.

PERKIN-ELMER

CAO-FAO : ANVIL 4000® CADAM®, DOGS, ANSYS, NASTRAN

SYSTEMES D'EXPLOITATION : UNIX™, OS/32

Pour recevoir une documentation, retournez ce coupon avec votre carte de visite à :

PERKIN-ELMER S.A. Division Data Systems
Square Franklin, B.P. 65 - 78391 Bois-d'Arcy cedex - Tél. : (3) 460.61.32

les SICAV de l'Ecureuil et de la Poste

gérées par la Caisse des dépôts et consignations

SITUATION AU 30.12.83	épargne SCIM rendement et disponibilité	LE LIVRET PORTÉFOLIO performances France et étranger	S.M. FRANCE obligations rendement régulier	Livret BOURSE investissements avantages fiscaux	horizon prévoit à long terme
Actions françaises	54,6%	19,9%	4,5%	46,2%	51,6%
Obligations françaises	28,2%	20,8%	7,1%	20,6%	27,6%
Valeurs étrangères	15,4%	44,6%	17,4%	4,5%	18,8%
Autres actifs	2,4%	5,7%	5,1%	10,7%	10,0%
Actif net (millions de F)	2048,9	3306,7	3238,9	5740,7	175,7
Valeur liquidative	6156,86 F	462,74 F	350,05 F	278,73 F	646,14 F

Performances réalisées en 1983

progression du capital + revenu brut attribué (en % de la valeur liquidative au 31/12/82)

Répartissez votre épargne selon vos projets

550 من الامم

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 15 février

Légère reprise: +0,6%

Le redressement observé mardi soir à Wall Street n'a eu, à lui seul, contribué à réchauffer l'atmosphère au palais Brongniart. Toujours est-il qu'à l'approche du son de cloche final, l'indicateur instantané avait repris 0,6 % environ sur les quelques 1,8 % perdus la veille.

L'irrégularité a continué à prévaloir autour des groupes de cotation et n'a pas permis de mesurer, pour l'instant, de dire si ou non les actions françaises pourront rattraper leur retard d'il y a 21 jours, jour de la liquidation. Pour l'heure, elles ont perdu un peu plus de 3 % depuis le début du mois boursier de février, mais en un mois et demi, la cote a tout de même progressé de 6 % à Paris.

Mardi, les valeurs pétrolières ont eu le vent en poupe, suivies par quelques titres-tireurs de la distribution, tandis que les mines d'or étaient également en hausse, à l'exception du cours du Big Board des investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

NEW-YORK

La baisse reprend

Une fois de plus, l'amélioration enregistrée à New-York n'a eu qu'une embellie. Mercredi, la baisse a repris. Cependant, une reprise survenue en début de séance a réduit l'ampleur, et, à la clôture, l'indice des industrielles accusait une perte de 5,13 points à 1158,70.

Le bilan de la séance, de son côté, a été assez équilibré. Sur 1985 valeurs traitées, 794 ont progressé, 740 ont fléchi et 452 n'ont pas varié.

Derechef, ce sont les Blues Chips qui ont été affectées, les transports et les hautes technologies étant particulièrement visés.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

De l'avis général, les probabilités de baisse des taux d'intérêt sont nulles. La communauté boursière en est consciente et s'en inquiète, tout comme elle appréhende le maintien des troupes américaines au large des côtes du Liban.

Ces divers éléments font qu'autour du Big Board les investisseurs se posent de sérieuses questions sur les chances du président Reagan de se faire réélire au mois de novembre prochain.

L'activité est restée modérée et 95,64 millions de titres contre 91,80 millions ont changé de mains.

BOURSE DE PARIS Comptant

15 FEVRIER

VALEURS	% de rent.	% de coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	720	745	Pipe-Helndick	352	38	Finclair	0 30		Vieille Industrie, inc.	17 95	17 60
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	317	317	P.L.H.	361	317	G&H Edgemon	342	335 50	Vieille Montagne	580	582
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	150	150	P.L.H.	361	317	Gowen	560	537	Wagon-Lit	376	382
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	236	240	P.L.H.	361	317	Gowen	120	119 50	West Rand	378	
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	127 80	127	P.L.H.	361	317	Gowen	481	455			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	540	546	P.L.H.	361	317	Gowen	1256	1282			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	300	300	P.L.H.	361	317	Gowen	136 10	140			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	228	272	P.L.H.	361	317	Gowen	86 30	86 30			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	14 10	14 10	P.L.H.	361	317	Gowen	486	450 10			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	800	840	P.L.H.	361	317	Gowen	127 10	126			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	301	306	P.L.H.	361	317	Gowen	405	405			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	250	250	P.L.H.	361	317	Gowen	1400	1310			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	451	450	P.L.H.	361	317	Gowen	15 15	15 15			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	286	285	P.L.H.	361	317	Gowen	263 50	280			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	480	480	P.L.H.	361	317	Gowen	557	557			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	153 80	153	P.L.H.	361	317	Gowen	36 50	36 50			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	620	620	P.L.H.	361	317	Gowen	64	63			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	270	270	P.L.H.	361	317	Gowen	101 50	101 50			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	1188	1180	P.L.H.	361	317	Gowen	780	780			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	310	310	P.L.H.	361	317	Gowen	193 10	193 10			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	1225	1231	P.L.H.	361	317	Gowen	244	233			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	357	359	P.L.H.	361	317	Gowen	410	410			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	602	604	P.L.H.	361	317	Gowen	72 25	70 06			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	318 50	318	P.L.H.	361	317	Gowen	12	12			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	318	315	P.L.H.	361	317	Gowen	536	520			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	1072	1072	P.L.H.	361	317	Gowen	47 30	45 50			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	133	134	P.L.H.	361	317	Gowen	1111	1115			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	105	105	P.L.H.	361	317	Gowen	1157	1158			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	240	245	P.L.H.	361	317	Gowen	61	61			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	1020	1020	P.L.H.	361	317	Gowen	36 50	37 40			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	180	189	P.L.H.	361	317	Gowen	288	258			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	88 80	88 80	P.L.H.	361	317	Gowen	440	440			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	1370	1370	P.L.H.	361	317	Gowen	278	281			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	170	170	P.L.H.	361	317	Gowen	550	551			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	15 82	15 82	P.L.H.	361	317	Gowen	120	125			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	130	132	P.L.H.	361	317	Gowen	300	300			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	74 10	74	P.L.H.	361	317	Gowen	150	150			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	750	750	P.L.H.	361	317	Gowen	430	422			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	786	778	P.L.H.	361	317	Gowen	180	180			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	778	778	P.L.H.	361	317	Gowen	80	80			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	688	678	P.L.H.	361	317	Gowen	540	520			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	621	621	P.L.H.	361	317	Gowen	70	70			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	1286	1300	P.L.H.	361	317	Gowen	170 50	170 50			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	110	110	P.L.H.	361	317	Gowen	346	346			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	25	25	P.L.H.	361	317	Gowen	167	166 10			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	730	730	P.L.H.	361	317	Gowen	238	238			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	215	215	P.L.H.	361	317	Gowen	236 50	236 50			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	215	215	P.L.H.	361	317	Gowen	236 50	236 50			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	307	300	P.L.H.	361	317	Gowen	340	271 50			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	685	680	P.L.H.	361	317	Gowen	58 50	58			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	136	136	P.L.H.	361	317	Gowen	28 50	28 50			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	37	37	P.L.H.	361	317	Gowen	180 50	180 50			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	32 10	32	P.L.H.	361	317	Gowen	175 50	175 50			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	207 80	207 80	P.L.H.	361	317	Gowen	228	228			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	48	48	P.L.H.	361	317	Gowen	545	540			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	136	136	P.L.H.	361	317	Gowen	137 50	137 50			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	37	37	P.L.H.	361	317	Gowen	89 50	89			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	155 50	155 50	P.L.H.	361	317	Gowen	563	563			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	301	301	P.L.H.	361	317	Gowen	80 10	80 10			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	250	250	P.L.H.	361	317	Gowen	58 50	58			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	451	450	P.L.H.	361	317	Gowen	28 50	28 50			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	286	285	P.L.H.	361	317	Gowen	180 50	180 50			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	480	480	P.L.H.	361	317	Gowen	557	557			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	153 80	153	P.L.H.	361	317	Gowen	36 50	36 50			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	620	620	P.L.H.	361	317	Gowen	64	63			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	270	270	P.L.H.	361	317	Gowen	101 50	101 50			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	1188	1180	P.L.H.	361	317	Gowen	780	780			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	310	310	P.L.H.	361	317	Gowen	193 10	193 10			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	1225	1231	P.L.H.	361	317	Gowen	244	233			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	357	359	P.L.H.	361	317	Gowen	410	410			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	602	604	P.L.H.	361	317	Gowen	72 25	70 06			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	318 50	318	P.L.H.	361	317	Gowen	12	12			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	318	315	P.L.H.	361	317	Gowen	536	520			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	1072	1072	P.L.H.	361	317	Gowen	47 30	45 50			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	133	134	P.L.H.	361	317	Gowen	1111	1115			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	105	105	P.L.H.	361	317	Gowen	1157	1158			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	240	245	P.L.H.	361	317	Gowen	61	61			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	1020	1020	P.L.H.	361	317	Gowen	36 50	37 40			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	180	189	P.L.H.	361	317	Gowen	288	258			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	88 80	88 80	P.L.H.	361	317	Gowen	440	440			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	1370	1370	P.L.H.	361	317	Gowen	278	281			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	170	170	P.L.H.	361	317	Gowen	550	551			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	15 82	15 82	P.L.H.	361	317	Gowen	120	125			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	130	132	P.L.H.	361	317	Gowen	300	300			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	74 10	74	P.L.H.	361	317	Gowen	150	150			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	750	750	P.L.H.	361	317	Gowen	430	422			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	786	778	P.L.H.	361	317	Gowen	180	180			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	778	778	P.L.H.	361	317	Gowen	80	80			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	688	678	P.L.H.	361	317	Gowen	540	520			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	621	621	P.L.H.	361	317	Gowen	70	70			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	1286	1300	P.L.H.	361	317	Gowen	170 50	170 50			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	110	110	P.L.H.	361	317	Gowen	346	346			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	25	25	P.L.H.	361	317	Gowen	167	166 10			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	730	730	P.L.H.	361	317	Gowen	238	238			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	215	215	P.L.H.	361	317	Gowen	236 50	236 50			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	215	215	P.L.H.	361	317	Gowen	236 50	236 50			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	307	300	P.L.H.	361	317	Gowen	340	271 50			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	685	680	P.L.H.	361	317	Gowen	58 50	58			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	136	136	P.L.H.	361	317	Gowen	28 50	28 50			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	37	37	P.L.H.	361	317	Gowen	180 50	180 50			
3 %	28 06	1 131	Dauy Act. d. p.	32 10	32	P.L.H.	361	317	Gowen	175 50	175 50			
5 %	40 10	0 205	Dauy Act. d. p.	207 80	207 80	P.L.H.	361	317	Gowen	228	228			
3 %														

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. VUES ET REVUES : « Morales et politiques », par Yves Florenne.
 11. La Vie quotidienne des paysans russes de la révolution à la collectivisation, par Nicolas Werth.
 Lettres au Monde.

ÉTRANGER

- 3-4. PROCHE-ORIENT
 L'évolution du conflit libanais.
 5. AFRIQUE
 « La Nigéria aux arènes de rigueur » (II), par Laurent Zochini.
 6. EUROPE
 L'Italie : les Brigades rouges seraient responsables de l'assassinat du général américain Lamson R. Hunt.

POLITIQUE

7. La tension en Nouvelle-Calédonie.
 8. La communication officielle du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

9. La lutte contre la toxicomanie.
 10. Les XIV^{es} Jeux olympiques d'hiver.

LE MONDE DES LIVRES

11. LE FEUILLETON DE BERTRAND POROT-DELPECH : Les écrivains qui aiment dire du mal... et les autres : Les mille et un souvenirs de Jean Hugo ; L'émigration vécue de David Gascogne.
 12. LA VIE LITTÉRAIRE.
 13. SOCIÉTÉ : jeux intermédiaires.
 14. HISTOIRE : Gibbon, le « Tactique anglaise » ; Quand les chrétiens prirent le pouvoir ; La sexualité dans le monde antique.
 15. AU FIL DES LECTURES.
 16. LETTRES ÉTRANGÈRES : Zamiatina l'énigmatique ; Adieu à Jorge Guillelmo.

CULTURE

17. THÉÂTRE : Lumière de Bohème, de Valère Léprieux ; Désiré, de Sacha Guitry.
 18. DANSE : Béat et les robots.
 19. BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : M. André Michel succède à M. Alain Gourdou.
 20. COMMUNICATION : le cahier des charges de Canal-Plus.

ÉCONOMIE

22. AGRICULTURE : un trou de 14 milliards de francs pour la politique agricole commune.
 23. SOCIAL : Rensuim en licenciement pas.
 24. DÉMOGRAPHIE.
 25. AFFAIRES : les « ardoises » de Metz.

- RADIO-TÉLÉVISION (19)
 Informations
 « SERVICES » (20) :
 Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.
 Annonces classées (22) ; Carnet (21) ; Programmes des spectacles (18) ; Bourse (27).

LE REPLI DU DOLLAR SE POURSUIT 8,24 F

Le repli du dollar sur les marchés des changes, amorcé brutalement mercredi 15 février 1984, s'est poursuivi jeudi 16 février, mais à un rythme moins rapide. Le cours de la monnaie américaine est revenu de 8,31 F à 8,24 F environ, après avoir chuté la veille, de 8,43 F à 8,31 F. Le cours du mark à Paris est retombé à 3,08 F contre 3,0850 F précédemment.

LE CHOMAGE A AUGMENTÉ DE 0,8 % AU MOIS DE JANVIER

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE a augmenté de 0,8 % au mois de janvier 1984, par rapport à décembre 1983, en données corrigées, et s'établit à 2.135.600. En données brutes, le nombre de demandeurs d'emploi était de 2.252.000, en augmentation de 1,1 % en un mois.

Les offres d'emploi, elles, se sont effondrées, puisqu'on en comptait 38.000 en données corrigées, en recul de 21 % en un mois et de 50 % en un an.

Lisez
Le Monde
 dossier et documents

A B C D F G H

LES CONSULTATIONS EUROPÉENNES DU CHEF DE L'ÉTAT

Nous n'avons pas assez avancé pour nous montrer optimiste

déclare M. Mitterrand à Bruxelles

De notre envoyé spécial

Bruxelles. — M. Mitterrand a continué mercredi 15 février, dans la capitale belge, la « tournée » qui doit lui permettre de rencontrer, avant la fin du mois, l'ensemble des partenaires de la France au sein de la CEE. Cette série de consultations le mènera vendredi à Copenhague, le lundi suivant à Milan, pour y rencontrer M. Craxi, et le lendemain à Dublin, avant qu'il ne revole le chancelier Kohl à Paris vendredi 24.

L'entretien qu'il a eu avec le premier ministre, M. Wilfried Martens, en compagnie de MM. Léo Tindemans et Roland Dumas, ministres belges des relations extérieures et français des affaires européennes, a été l'occasion d'un déjeuner de travail suivi d'une courte conférence de presse, a permis de procéder à l'examen des dossiers traditionnels des différents points du contentieux communautaire. Comme le souhaitait M. Mitterrand, l'accent a été mis sur deux aspects budgétaires. Non pas seulement l'éternelle question de la contribution britannique — qui a naturellement été évoquée —, mais aussi et surtout celle de l'accroissement des dépenses, et donc des ressources, de la Communauté. On a semblé désormais convaincu, en effet, du côté français, que tous les problèmes actuels de la CEE (à part sans doute celui de son élargissement, et encore) passent par la maîtrise de la croissance budgétaire.

M. Martens, pour sa part, s'est félicité d'un entretien qui, selon lui, illustre le fait que « la France et la Belgique sont, depuis de nombreuses années, sur la même longueur d'onde » en matière européenne, et sont dirigées par « des gouvernements et des hommes qui ont les mêmes idées » sur le sujet.

Cet échange de courtoisie n'a pas empêché M. Mitterrand d'afficher un certain pessimisme en demi-teinte quant au succès de sa démarche de président en exercice du conseil européen. « Je n'ai pas d'états d'âme, a-t-il indiqué, je fais ce que je dois, je ne néglige rien pour que la Communauté réussisse. Cela ne réussira que si chacun accepte sa part de responsabilité, c'est-à-dire à une partie de ses exigences (...). Dans ce chemin difficile et multiforme, j'ai le sentiment d'avoir avancé, mais pas assez pour donner aujourd'hui une note d'optimisme ».

Quant à la méthode dite du « consensuel » qui consiste à rencontrer séparément chacun des Dix en question, ou plutôt des neuf autres membres de la CEE, dont la France a fait choix pour son semestre de présidence, M. Mitterrand a rappelé qu'il ne s'agissait là que d'une « diplomatie de complément », puisque ni M. Martens (ni aucun de ses autres interlocuteurs successifs) ni lui-même n'avaient « qualité pour décider au nom de l'Europe ». Vendredi, le président français entendait en conférence le premier ministre danois.

Le premier ministre néo-zélandais à l'Élysée. — M. Robert Muldoon a été reçu pendant une heure par le président Mitterrand mercredi 15 février. A l'issue de cet entretien, le premier ministre néo-zélandais, qui assistait à la réunion des ministres de l'économie et des finances de l'OCDE, a estimé que les progrès réalisés sur le problème de l'accès des produits de son pays (beurre et moutons) dans la CEE étaient encore insuffisants. Il a qualifié d'« utile » la visite de son pays du Pacifique sud à Mitterrand à l'automne dernier et exprimé sa « satisfaction de voir la France se diriger vers l'octroi de l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie d'une manière raisonnable ».

LE CONFLIT NAMIBIEN

Des négociations s'ouvrent à Lusaka entre les Etats-Unis et l'Angola

Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. Botha, a annoncé l'ouverture d'une rencontre tripartite entre l'Afrique du Sud, les Etats-Unis et l'Angola, ce jeudi 16 février à Lusaka (Zambie). Selon le communiqué sud-africain, les entretiens ont pour but de discuter « de la cessation des hostilités dans la région frontalière entre le Sud-Ouest africain (Namibie) et l'Angola et sur les mesures qui pourraient être nécessaires afin de garantir la cessation des hostilités ».

Les délégations sont conduites par M. Botha et le ministre sud-africain de la défense, le général Magnus Malan, par M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, et par M. Alexandre Kito Rodriguez, ministre angolais de l'intérieur.

Cette rencontre constitue une nouvelle étape dans la tentative de règlement de la question namibienne. Elle intervient après le retrait, le 31 janvier, des troupes sud-africaines opérant en Angola. Ce désengagement ainsi que l'offre de cessez-le-feu pour un mois proposé par l'Afrique du Sud avaient créé un climat favorable à l'amorce de négociations. Cependant, il est encore prématuré d'affirmer que ces échanges permettront d'aborder la mise en œuvre de la résolution 435 des Nations unies, qui prévoit notamment des élections libres en Namibie après le retrait des troupes sud-africaines. Les Etats-Unis et l'Afrique du Sud posent comme condition à un règlement de la question namibienne le retrait d'Angola des soldats cubains.

D'autre part, la Swapo (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), qui a accueilli favorablement le « désengagement » sud-africain d'Angola, n'est pas associée à ces négociations, alors qu'elle réclame des pourparlers directs avec Pretoria.

Les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils étaient prêts à envoyer sur place une équipe d'observateurs militaires pour superviser le désengagement des troupes sud-africaines. La composition et le déploiement de

Le numéro du « Monde » daté 16 février 1984 a été tiré à 452.685 exemplaires

L'ARMÉE AFGHANE LANCE UNE NOUVELLE CAMPAGNE DE RECRUTEMENT

Islamabad (Reuter, AFP). — L'armée afghane, considérablement affaiblie par les descriptions et les pertes subies dans la lutte contre la résistance, vient de lancer une nouvelle campagne de recrutement, apparemment la plus importante depuis six ans. Selon des diplomates occidentaux, les autorités afghanes auraient récemment recouru à des annonces radiotélévisées pour encourager de nouvelles recrues à se présenter. Des terres à bas prix sont offertes aux hommes qui acceptent de servir au moins cinq ans dans l'armée. Fin décembre, il aurait, d'autre part, été décidé qu'aucun soldat ne serait dispensé au terme des trois années de service militaire obligatoire. Dans plusieurs régions, des soldats auraient protesté à la suite de cette mesure. Mais d'autres ont décidé de profiter des primes offertes par le régime.

D'autre part, selon les mêmes sources, la résistance a récemment repris ses opérations contre les installations soviétiques et gouvernementales à Kaboul, en dépit des bombardements continus de ses positions dans les villages entourant la capitale. Des rumeurs circulent selon lesquelles se préparerait un plan du Parti démocratique et populaire au pouvoir, qui pourrait annoncer la disgrâce de plusieurs personnalités.

Dissensions dans la résistance
 La résistance, de son côté, se montre incapable de progresser sur la voie de l'unité politique. Sa principale composante, l'Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan, qui regroupe sept mouvements fondamentaux, est en crise : son président, M. R. Sayyaf, a scindé des postes-clés les chefs des deux groupes les plus actifs sur le plan militaire, MM. B. Rabbani et Yunus Khalis. Il s'est assuré le contrôle total de l'Alliance en faisant élire, mardi 7 février, ses plus proches collaborateurs à la direction des comités financier et militaire. L'élection s'est déroulée en l'absence de MM. Rabbani et Khalis, qui occupaient ces fonctions et qui accusent, désormais, M. Sayyaf d'être l'« homme des frères musulmans ».

Les rapports se sont, d'autre part, dégradés entre l'Alliance et l'autre rassemblement de la résistance — qui réunit trois groupes traditionnalistes — depuis que celui-ci a fait appel, l'été dernier, à l'ancien roi Zahir Chah pour tenter de favoriser l'unification des mouvements.

Aux jeux olympiques de Sarajevo

LA SUISSE MICHELA FIGINI GAGNE LA DESCENTE

La Suisse Michela Figini, âgée de dix-sept ans, a remporté, jeudi 16 février, la descente olympique des jeux d'hiver de Sarajevo en devançant sa compatriote Maria Walliser et la Tchèque Olga Charvatova. Les Françaises Caroline Attia et Marie-Luce Waldmeier ont pris respectivement la quinzième et la vingtième place.

En patinage de vitesse, le 1.500 mètres a été gagné par le Canadien Gaetan Boucher devant les Soviétiques Sergueï Khlebnikov et Oleg Boyev. Le Français d'origine néerlandaise Hans van Helden a terminé quatrième. Le suisse a remporté le relié 4x10 kilomètres masculin en ski nordique, devant l'Union soviétique et la Finlande.

Meurtre dans le RER. — Un jeune appelé du contingent — dont l'identité n'a pas été révélée — âgé de vingt et ans, en permission, a été tué d'un coup de couteau au cœur dans une rame du RER à la station Châtelet-Les Halles dans la soirée du 15 février. Le meurtrier, qui voulait voler le blouson de sa victime, a été arrêté immédiatement. C'est le deuxième meurtre dans l'enceinte du métro et du RER depuis 1975.

Sur le vif

La poignée de main de Tchernenko

Ca y est ! Le premier diagnostic de la maladie dont souffre, pardon, dont souffrirait, Tchernenko est tombé : il s'agit d'un cancer du sein. Le fait du docteur David Owan, leader du parti social-démocrate britannique, ancien ministre des affaires étrangères et ancien chirurgien, retour de Moscou : emphysème pulmonaire, insuffisance respiratoire, dégénérescence fibreuse des tissus et risques de graves troubles cardiaques. Il faut avouer que les symptômes, à vrai dire assez inquiétants, révélés par l'attitude du nouveau secrétaire général du PCUS aux obsèques d'Andropov n'ont échappé qu'aux télespectateurs soviétiques à qui on les a soigneusement cachés.

Nous, on l'a bien vu tousse, cracher, renifler, se mouchoir dans ses gants. Le mouchoir que lui a remis Ustinov sous le balustrade de la tribune n'est pas passé inaperçu non plus. Quand il a descendu les marches il a fallu le soutenir. Et quand il a lu son obituaire, il a baillonné, bûlé, et s'est effondré sur les mots. Notez, ça n'est pas trop grave. Il paraît qu'il a toujours eu des difficultés de lecture. Si, il a fait des études à l'Institut pédagogique de Kichinev, mais la lecture n'était pas sa matière forte. Grâce à quoi, l'après-midi, en recevant les condoléances des dé-

légations étrangères et du corps diplomatique, salla Saint-Georges au Kremlin, il a paru en pleine forme. Forcément, il parlait sans notes.

Inutile de préciser que depuis deux jours les services secrets occidentaux sont sur les dents. Les renseignements sur le santé des grands de ce monde les intéressent au plus haut point. Et leur façon de se les procurer edge des trésors d'invention et des connaissances dans des domaines aussi variés que la plomberie et la biochimie. Il s'agit de récupérer, en effet, à l'occasion de leurs déplacements à l'étranger, les draps et les serviettes des chefs d'Etat et de gouvernement dont la bonne mine laisse à désirer. De recueillir des échantillons de leurs salives, de leurs urines, de leurs rognures d'ongles, de leur sueur et même de leur sang, à la suite d'une poignée de main moite.

Mais aux invités des dîners officiels, des radiciens sont chargés de les radier du regard et des maîtres d'hôtel de jouer au détective en examinant leurs verres pour les passer non pas à la machine à laver mais au microscope ! Des fois qu'on trouve des staphylocoques faisant trépasser dans le geyser-chambard.

CLAUDE SARRAUTE.

En Pologne

Le cardinal Glemp se voit reprocher sa trop grande « soumission » au régime

Le cardinal Glemp, primat de Pologne, vient d'être mis en cause dans une lettre ouverte publiée clandestinement à Varsovie, pour sa trop grande « soumission » au régime du général Jaruzelski. La publication de cette lettre, signée du pseudonyme de « Père Olaf », par plusieurs bulletins clandestins proches de Solidarité clandestine, marque une nouvelle étape dans la crise de confiance qui affecte les relations entre une partie de l'opposition et le primat. Jusqu'à présent, en effet, les reproches — tantôt voilés, tantôt directs — faits au primat s'exprimaient dans les conversations privées, mais on estimait souvent que les porter sur la place publique ne pouvait que faire du tort aux deux parties.

Le « Père Olaf » écrit que le cardinal Glemp poursuit « une politique de paix (sociale) à tout prix » et ajoute : « Pourquoi les prêtres ne devraient-ils pas défendre Solidarité alors que les autorités ont violé leurs engagements, dissous le syndicat et sont passés à la répression ? » Ce passage constitue une allusion au message de Noël dans lequel Mgr Glemp appelait fermement les prêtres à ne pas faire de politique. Le « Père Olaf » adresse aussi au primat une mise en garde plutôt désagréable dans le contenu polémique et lui demandant de ne pas s'engager sur la « voie du patriarcat Pimène », chef de l'Eglise orthodoxe russe, qui collabore ouvertement avec le régime.

Cette inquiétude a peut-être été renforcée par les rumeurs qui ont circulé à Varsovie sur une prochaine visite du primat à Moscou, précisément à l'invitation du patriarche Pimène. Dans l'immédiat, Mgr Glemp a entrepris un voyage pastoral sur le continent sud-américain, en passant d'abord par Rome.

Anapourant, il aura confirmé, aux yeux de certains, son état d'esprit actuel en éloignant d'Ursus, ville ouvrière de la banlieue de Varsovie, l'un des prêtres « engagés » sur lesquels les autorités avaient attiré son attention, l'abbé Nowak. Ce dernier, dont les sermons vigoureux attiraient plusieurs milliers de personnes, a été « promu » curé d'un village distant d'une centaine de kilomètres de la capitale. Mercredi 15 février, le Père Nowak a été interrogé pendant plusieurs heures par la police sur ses relations supposées avec Solidarité clandestine.

Une autre lettre, fort différente, circule à Varsovie : celle que

M. Piotr Jaroszewicz avait adressée le 14 janvier dernier à la diète pour la mettre en garde contre toute décision de le faire passer en jugement pour sa mauvaise gestion économique. L'ancien premier ministre de l'époque Giersek rappelle que, en Pologne, « comme dans les autres pays socialistes (...) », les décisions politiques sont partagées et que la responsabilité est également partagée. Et il ne manque pas de souligner que plusieurs responsables de l'équipe dirigeante actuelle, en particulier le général Jaruzelski, étaient membres de son gouvernement. Dans ce texte de trente pages, M. Jaroszewicz répond aussi à une série de reproches concernant notamment un excès d'importation de produits occidentaux, source d'endettement : il explique que dans les années 1976-1980 l'augmentation de la production ne pouvait être obtenue qu'au prix d'importations occidentales, puisque « les livraisons des pays socialistes avaient été gelées à leur niveau de 1975 ».

L'ancien responsable ajoute que « l'objectivité » voudrait qu'on examine si la situation économique actuelle est la conséquence de la politique menée avant août 1980 ou des erreurs commises depuis. Et il s'estime que le Parlement actuel, qui a toujours accepté sans broncher toutes ses propositions, envisage à présent de le faire juger. Les députés n'ont visiblement pas tenu compte de cet avertissement puisqu'ils viennent de décider de faire comparaître M. Jaroszewicz devant un tribunal d'Etat (le Monde du 1^{er} février).

En même temps, ils ont prolongé leur propre mandat jusqu'à la fin de cette année « au moins », pour éviter des élections législatives jugées indésirables pour le moment. J. K.

LIVRES

POLONAIS

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est
 Catalogues sur demande
 LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e
 Tél : 326-51-09

BRUNCHEZ EN MUSIQUE

AVEC ORCHESTRE, DANS UN SALON CLASSÉ, PLACE DE L'OPÉRA

Brunch au Salon Opéra, 180 F, vins, taxes et service compris, dimanche de 12 h 30 à 14 h 30.

LE GRAND HÔTEL - 2, rue Scribe - Paris - Tél. : 268.12.13

Journal du Monde